

INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1996

ÉTAT D'URGENCE Le gouvernement de Kinshasa a décrété, dans la soirée de vendredi 25 octobre, l'état d'urgence dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, dans l'est du Zaïre,

soumis, selon lui, à une agression des armées du Rwanda et du Burundi (dominées par des Tutsis). **LA VILLE D'UVIRA**, selon l'ONU, est « pratiquement » tombée aux mains des re-

belles banyamulenges (Tutsis zairois); ceux-ci se dirigent vers Bukavu et menacent le secteur de Goma où se trouvent les principaux camps de réfugiés hutus. **LE SECRÉTAIRE GÉ-**

NÉRAL DE L'ONU, M. Boutros-Ghali, a préconisé, vendredi, la nomination d'un médiateur chargé d'obtenir un cessez-le-feu, ainsi que la réunion d'une conférence internationale.

EN SUISSE, où le président zairois Mobutu Sese Seko est en traitement après l'opération d'un cancer de la prostate, on se refuse à donner des informations sur son état de santé.

Les rebelles banyamulenges progressent dans l'est du Zaïre

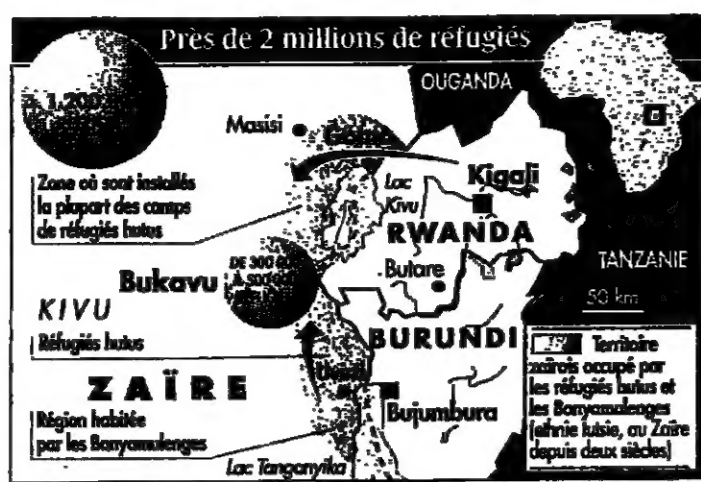
Alors que les dissidents tutsis zairois, qui seraient appuyés par le Rwanda et le Burundi, semblent maîtres d'une partie des provinces du Kivu, les réfugiés hutus continuent à fuir. A Bruxelles et à New York, la communauté internationale cherche à éviter l'embrasement de la région

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Aldo Ajello, l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) dans la région des Grands Lacs, en Afrique, qui se trouvait cette semaine à Bruxelles pour consultation, est reparti, vendredi 25 octobre, chargé par les Quinze d'une mission de médiation élargie. Il ne s'agit pas uniquement pour lui d'intervenir auprès du Zaïre et du Rwanda, ce dernier étant accusé par le premier d'armer et d'appuyer les rebelles tutsis banyamulenges qui conduisent, contre l'armée zairoise, une offensive dans l'est du Zaïre et menacent les camps de réfugiés où s'entassent 1 200 000 Hutus rwandais.

La guerre s'étendant dangereusement et la crise prenant un caractère de plus en plus régional, Aldo Ajello devra entrer en contact avec l'ensemble des acteurs de la région, y compris avec les éléments banyamulenges, lesquels, par le succès de leurs armes, s'imposent désormais, quoi qu'en pensent les Zairois, comme des interlocuteurs incontournables.

L'« extrême inquiétude » manifestée par les autorités de l'Union européenne est, à la fois, d'ordre humanitaire et politique: la vie des réfugiés hutus, qui avaient fui le Rwanda en juillet 1994 après le génocide de plus de 500 000 Tutsis,



par crainte des représailles du nouveau pouvoir tutsi en place à Kigali, est à l'évidence menacée. Par la famine, le manque de soins ou des massacres.

DÉSERTIONS ET PILLAGES

Par ailleurs, cette crise survient alors que le pouvoir est pratiquement vacant à Kinshasa, le Zaïre se trouvant dans une situation de particulière vulnérabilité, avec le risque d'une implosion du pays, susceptible, elle-même, de déclencher des réactions en chaîne et de déstabiliser l'ensemble de la région.

Sur le plan militaire, les Banyamulenges progressent. La ville

d'Uvira est « pratiquement tombée », selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Leurs premiers éléments s'approchaient, vendredi, de Bukavu, qui risque d'être encerclée. Le gouvernement zairois a décrété l'état d'urgence dans ses provinces du nord et du Sud-Kivu. De nombreux soldats zairois désertent le front et participent aux pillages.

A Kigali, un porte-parole du parti banyamulenge Alliance démocratique du peuple a déclaré: « Mobutu doit s'en aller ». Il a indiqué que les rebelles veulent conquérir Bukavu et faire « la jonction » avec des forces dans le Nord-Kivu. Selon lui,

les combattants ne sont pas seulement banyamulenges. Ils ont été rejoints par d'autres opposants zairois, regroupés en trois partis: le Parti de la révolution populaire (PRP), le Conseil national de la résistance pour la démocratie (CNRD) et le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Congo (MRLZ).

A Bruxelles, on ne voit pas comment l'ethnie très minoritaire des Banyamulenges, jusqu'ici peu remuante, aurait pu acquiescer, seule, la force de frappe qu'elle met en œuvre aujourd'hui, et l'on soupçonne fort, en dépit de leurs dénégations, que les armées rwandaises et burundaises (toutes deux complètement dominées par les Tutsis) leur prêtent un très actif concours. Les Zairois, pour leur part, dénoncent l'entrée sur le territoire de 3 000 Rwandais.

MENACE DE FAMINE

A Bukavu, entre 300 000 et 500 000 réfugiés sont menacés. A ceux qui se trouvaient auparavant dans la zone, sont venues s'ajouter les populations qui peuplaient les camps de la région d'Uvira, plus au sud, et qui ont fui l'offensive des Banyamulenges. Selon les informations recueillies par « Echo », l'office d'action humanitaire de l'Union européenne, le Programme alimentaire mondial et le HCR, qui opèrent sur place, n'ont plus en

stock que trois à quatre jours de nourriture. Sujet d'inquiétude supplémentaire: des éléments tutsis se manifestent maintenant, en force, plus au nord, dans la région de Goma. On craint à Bruxelles que les forces tutsies ne prennent, ainsi, en tenaille la longue bande de terrain entre Goma et Bukavu où sont ins-

responsables du génocide de 1994, ont reconstruit leurs structures, se sont réarmées et rêvent de reconquête.

Les Tutsis (rwandais, burundais, banyamulenges), profitant de l'actuelle faiblesse d'une armée zairoise très peu motivée, seraient en train de mener, à leur manière redoutable, une opération de « net-

L'ONU propose l'envoi d'un médiateur

Réuni à huis clos, le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé, vendredi 25 octobre, à « toutes les parties » de cesser le feu et à « appuyer l'idée » de la nomination d'un médiateur de l'ONU qui serait chargé, notamment, de préparer une conférence régionale, en liaison avec l'Europe et l'Afrique. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali a parlé de « guerre régionale », à caractère ethnique, et dénoncé l'abandon de « zones », apparemment fournies par des « acteurs étrangers ».

La France soutient, depuis longtemps, l'idée d'une conférence internationale qui réunirait les pays de la région des Grands Lacs (Zaïre, Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie, Kenya), avec la participation de pays occidentaux. Mais les États-Unis émettent des réserves à propos d'une telle réunion « qui ne serait pas bien préparée et serait convoquée de manière précipitée ».

tailles les principaux camps de réfugiés, qu'elles ne soustraient ce territoire au contrôle du Zaïre et ne s'y livrent, alors, à une entreprise d'épuration ethnique sanglante. Depuis l'été 1994, le régime de Kigali dénonce l'existence de ce « Hutuland », où les anciennes forces armées rwandaises, celles qui sont

royage ». Ils chercheraient à bloquer les réfugiés de la frontière.

Comment venir en aide aux réfugiés, désorientés, souvent sur les routes, menacés? Emma Bonino, la commissaire européenne responsable d'« Echo », voudrait établir un pont aérien en direction de Bukavu et de Goma, afin d'acheminer nourriture et médicaments. M. Ajello, qui rentrait, jeudi soir à Bruxelles, Léon Kengo Wa Dondo, le premier ministre zairois, lui a demandé que l'armée zairoise assure la sécurité des deux aéroports. La décision de lancer un pont aérien pourrait être rapidement prise. On n'exclut pas des contacts avec les rebelles banyamulenges pour obtenir, de leur part, les autorisations nécessaires afin de venir au secours des personnes déplacées dans les zones qu'ils contrôlent.

Sur le plan politique, M. Ajello s'efforcera de réunir le plus vite possible autour d'une table de négociation Rwandais et Zairois. Un rendez-vous était prévu pour début novembre, l'envoyé spécial de l'UE s'efforcera de l'avancer. Faudra-t-il associer le régime illégitime du Burundi aux tractations, alors que son armée est probablement impliquée de façon très directe sur le terrain? Et si la réponse est positive, selon quelles modalités? C'est une des questions délicates que devra trancher l'envoyé spécial européen.

Jean-Claude Buhner

Philippe Lemaître

Informations contradictoires sur la santé du président Mobutu

BERNE

de notre correspondant

Déjà empêtrées dans l'affaire de l'or nazi et des avoirs juifs déposés dans les banques helvétiques durant la seconde guerre mondiale, les autorités de Berne se seraient bien passées des critiques que leur vaut la présence en Suisse, depuis plus de deux mois, du président zairois Mobutu Sese Seko. Ces critiques ont été ravivées par l'annonce, jeudi 24 octobre, que le visa de M. Mobutu avait été prolongé, pour la quatrième fois, afin de lui permettre de poursuivre un traitement médical à Lausanne, où il a été opéré d'un cancer de la prostate, le 22 août.

Ses médecins et le Centre hospitalier universitaire vaudois - où il suit un traitement ambulatoire - se refusant à fournir la moindre indication, des informations contradictoires circulent sur l'évolution de l'état de santé du président zairois, âgé de soixante-six ans. Toutefois, M. Mobutu quitte régulièrement le luxueux palace des bords du Léman où il s'est installé avec une nombreuse suite.

L'octroi du premier visa, le 15 août, avait

suscité des protestations non seulement chez les opposants zairois en exil, mais aussi chez les parlementaires suisses. Parmi les réactions les plus vives, celle d'un nouvel élu communiste au gouvernement du canton de Vaud qui, jugeant « indigne la présence de ce dictateur », a fait part de son intention de proposer à ses collègues de prendre publiquement position contre le séjour sur le sol cantonal du chef d'Etat zairois.

RAISONS « EXCLUSIVEMENT MÉDICALES »

Le protestataire avait jugé « indécent » les moyens mis en œuvre pour soigner le président zairois « quand on songe à l'extrême dénuement » de ses compatriotes. Il s'est aussi demandé pourquoi Berne acceptait de l'accueillir quelques semaines à peine après avoir invoqué les violations des droits de l'homme, à l'époque de la dictature au Chili, pour refuser un visa au général Pinochet.

De son côté, un député socialiste s'était indigné qu'un « visa humanitaire ait été accordé à un personnage responsable de multiples violations des droits de l'homme dans son

pays ». Lors de l'arrivée du président Mobutu, le ministère helvétique des affaires étrangères avait tenu à faire savoir que le visa lui avait été attribué sur la « base d'attestations médicales ». Les mêmes raisons « exclusivement médicales » ont été avancées à chaque prolongation de son autorisation de séjour en Suisse. En tout cas, le temps semble révolu où le maréchal Mobutu pouvait venir à sa guise se reposer dans la résidence qu'il s'est fait construire sur les hauteurs de Lausanne.

Depuis quelques années, ce n'est qu'un compte-gouttes qu'il a obtenu un visa, et ses hôtes ont maintenant tendance à le trouver encombrant. Le président zairois ne peut pas avoir d'activités politiques en Suisse, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Berne. S'il s'était tenu jusqu'alors à une certaine discrétion, M. Mobutu vient de sortir de sa réserve en faisant publier, mardi 22 octobre, une déclaration demandant à son gouvernement d'« assurer l'intégrité du territoire », soutenant ainsi la position de l'armée zairoise, alors que les autorités civiles de Kin-

shasa se montraient plus prudentes. La présence à Lausanne du président zairois a également contribué à relancer le débat sur l'argent placé en Suisse par certains hommes d'Etat profitant du secret bancaire. Selon la presse helvétique, la fortune de M. Mobutu dans les banques suisses s'élèverait à plusieurs milliards de dollars.

Les journaux locaux croient savoir, en outre, que les autorités de Berne auraient profité du séjour du président zairois pour tenter de régler l'affaire des dettes, d'un montant de quelque 2,5 millions de francs suisses (environ 10 millions de francs), contractées depuis 1990 par le personnel et les missions diplomatiques du Zaïre en Suisse et aux Nations unies à Genève.

A Berne, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a confirmé que la « résolution de ce problème est en bonne voie ». A en croire les journaux de Lausanne, la note d'hôtel du président zairois et de son entourage se situerait déjà entre 1 million et 2 millions de francs suisses.

Le gouvernement sud-africain tente de contrôler l'immigration clandestine

Pour fuir la pauvreté, quatre millions d'étrangers vivent dans le pays le plus riche d'Afrique

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud procède, jusqu'au 31 octobre, au premier recensement post-apartheid de sa population. Au même moment, une partie des immigrants clandestins sont invités à se faire connaître pour bénéficier d'une régularisation de leur situation. Sur un total d'environ 42 millions d'habitants, le pays compte, selon différentes estimations, 4 millions d'étrangers en situation illégale, soit environ 10 % de la population, un des taux les plus élevés au monde.

Depuis l'abolition du régime de ségrégation raciale, l'Afrique du Sud est en plein développement et s'est ouverte à l'extérieur. Elle attire des ressortissants de tout le continent africain fuyant la pauvreté et l'instabilité de leurs pays. La patrie de Nelson Mandela constitue un géant économique à l'échelle de l'Afrique et de la zone australe qui comprend des nations, comme le Mozambique ou le Malawi, parmi les plus pauvres de la planète. A elle seule, elle produit quatre fois plus de richesses que les onze autres Etats de la région.

Les habitants de ces Etats, à

commencer par les Mozambicains, représentent la très grande majorité des immigrants clandestins en Afrique du Sud. Mais de plus en plus les Zairois, les Nigériens, les Ghanéens tentent leur chance. « Les Africains considèrent la nouvelle Afrique du Sud comme un pa-

La patrie de Nelson Mandela produit, à elle seule, quatre fois plus de richesses que les onze autres Etats de la zone australe du continent

radis où ils sont les bienvenus. Mais ils se trompent. Notre pays ne peut pas prendre en charge toute la misère du continent », affirme Piet Colyn, directeur général du ministère de l'Intérieur, responsable des questions d'immigration.

La présence de quelque 4 millions de clandestins constitue un lourd fardeau au moment où la croissance sans précédent de ces dernières années connaît un ralentissement. Cette croissance n'a, de toute façon, pas suffi à résorber le

chômage, qui touche plus de 40 % de la population active noire. La présence des clandestins ne fait qu'exacerber la course à l'emploi. Souvent sans qualification, mais peu enclins à se syndiquer et faciles à renvoyer, les immigrants en situation irrégulière constituent une

main-d'œuvre précieuse dans les fermes et les chantiers de construction, d'autant plus qu'ils acceptent de travailler pour des salaires bien plus bas que les Sud-Africains. Ils entrent également en concurrence avec ces derniers pour l'accès aux infrastructures en matière de logement, santé et éducation, encore largement insuffisantes pour satisfaire les besoins de la population locale dans les townships.

La présence des immigrants clandestins est de plus en plus jugée indésirable par les Sud-Africains. « Il y a un sentiment croissant d'hostilité à l'égard des étrangers, une véritable xénophobie. Les gens ne sont tout simplement pas prêts à partager le peu qui est disponible », explique Anthony Minaar, coauteur d'une étude sur l'immigration clandestine et membre du centre de recherche de la police.

Des habitants du township d'Alexandra, au nord-est de Johannesburg, ont récemment manifesté devant l'agence locale des affaires intérieures pour s'opposer à la régularisation des clandestins. C'est dans ce même quartier que, en 1995, des groupes de jeunes avaient attaqué et brûlé plusieurs maisons d'étrangers. « Le danger, c'est que les étrangers deviennent une cible, que les gens se défoulent sur eux de leur frustration », s'inquiète M. Minaar.

Conscient de ces tensions, le gouvernement de Nelson Mandela s'emploie officiellement à intensifier la lutte contre l'immigration clandestine. En 1995, 150 000 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits aux frontières, contre environ 90 000 les deux années

précédentes. Les autorités ont également alourdi les amendes infligées aux employeurs embauchant des clandestins. Mais l'Etat sud-africain n'a pas les moyens d'une politique répressive. La police et la justice sud-africaines ont déjà bien du mal à faire face à une criminalité en pleine augmentation. Les prisons sont pleines et les tribunaux, engorgés.

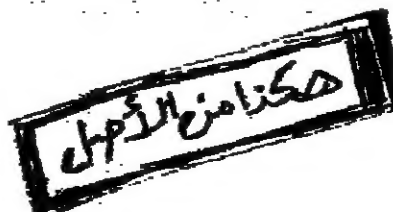
Le gouvernement manque également de moyens pour contrôler les frontières. Grand comme deux fois la France, le territoire sud-africain est bordé par plusieurs centaines de kilomètres de frontières constituées par des déserts ou des montagnes. De plus, deux Etats sont enclavés en son sein: le Lesotho et le Swaziland.

« Ce n'est pas seulement une question de moyens, c'est aussi un problème de volonté politique », affirme Mike Hough, professeur à l'université de Pretoria. L'Afrique du Sud ne peut se permettre de renvoyer massivement les illégaux, sous peine d'aggraver ses relations avec les pays de la région, déjà très tendues sur le plan économique. Ces pays l'accusent de vouloir imposer son hégémonie sur l'Afrique

australie et, contrairement à son discours officiel, de ne pas contribuer au développement de la région du fait de sa politique commerciale agressive et protectionniste.

Les Etats voisins rappellent, par ailleurs, l'Afrique du Sud à son devoir de solidarité ou de réparation. Beaucoup d'entre eux ont aidé l'ANC de Nelson Mandela dans sa lutte contre l'apartheid. D'autres, comme le Mozambique, sortent ravagés d'une longue guerre civile que l'Afrique du Sud a alimentée au temps du régime de ségrégation raciale. Sous ces pressions et le plus discrètement possible, pour ne pas alerter l'opinion publique sud-africaine, le gouvernement a décidé de régulariser la situation des immigrants clandestins ressortissants des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) vivant en Afrique du Sud depuis plus de cinq ans. Mais le gouvernement a pris soin de limiter l'accès à cette régularisation par des critères restrictifs. Jusqu'à présent, seuls 150 000 d'entre eux ont bénéficié.

Frédéric Chambon



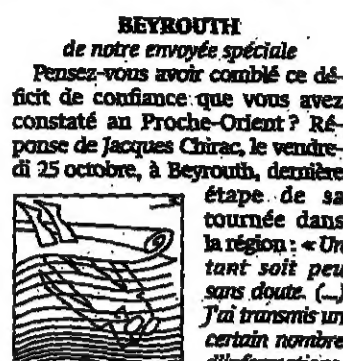
M. Chirac n'exclut pas des « résultats positifs et concrets » de sa tournée au Proche-Orient

Son message risque d'être abusivement interprété par Israël et les pays arabes

M. Chirac a terminé par une escale de quelques heures au Caire, le vendredi 25 octobre, une tournée au Proche-Orient qu'il a conduit en

Syrie, en Israël, dans les territoires palestiniens, en Jordanie et au Liban. « J'ai mieux compris les éléments de la crise que connaît actuellement le

processus de paix et j'ai mieux apprécié le rôle qui devrait être celui de tous les hommes de paix », a-t-il déclaré.



ANALYSE

de notre envoyée spéciale
Pensez-vous avoir comblé ce déficit de confiance que vous avez constaté au Proche-Orient ? Réponse de Jacques Chirac, le vendredi 25 octobre, à Beyrouth, dernière étape de sa tournée dans la région : « Un tant soit peu sans doute. (...) J'ai transmis un certain nombre d'informations, de suggestions, d'une étape à l'autre. » Et d'ajouter qu'il n'était « pas du tout exclu » que son voyage donne « des résultats positifs et concrets dans des délais relativement brefs ». Puis de se raviser : « Peut-être. Inch Allah. » Lors- qu'on pense que l'entourage du chef de l'Etat confiait, au début de la tournée, qu'il n'y avait peut-être que des coups à prendre, le changement de ton, même prudent, est sensible.

En fait, le message du président de la République a les faiblesses de sa force. Il a le mérite de la clarté et d'une honnêteté politique qui, naturellement, n'ont pas fait plaisir à tout le monde. Les « informations » et les « suggestions » que ses interlocuteurs ont chargé M. Chirac de transmettre prouvent que, malgré

les critiques, les portes ne lui ont pas été totalement fermées ; mais cela ne débouche pas nécessairement sur l'objectif qu'il s'est lui-même fixé : obtenir pour l'Europe le rôle politique de co-partenaire du processus de paix.

Le président de la République mise de toute évidence sur la politique des petits pas, qui permettrait, à moyen terme, un coparrainage euro-américain. Mais le risque est grand que les premiers petits pas restent sans lendemain, ou, alors, seulement à l'occasion, au cas par cas, lorsque la « bonne volonté » qu'il met à la disposition des intéressés pourra être ponctuellement utile.

M. Chirac compte sur son optimisme. Après tout, celle-ci avait été payante lors de la guerre entre le Hezbollah et Israël, en avril, au Liban, puisque l'Etat juif et les Etats-Unis avaient fini par accepter la présence de la France au sein du Comité de surveillance du cessez-le-feu. Mais la ténacité française n'aurait pas alors abouti si Paris n'avait pas précédé Washington sur le terrain. La France avait en effet la bonne idée d'être la première à élaborer un ensemble de propositions pour un arrêt des hostilités, qui servaient de base à la discussion.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Lorsque le président de la République

offre la « bonne volonté » de la France et de l'Europe pour contribuer à débloquer les pourparlers de paix israélo-arabes, il ne s'agit pas d'un contenu concret. L'idée française de désigner un envoyé spécial européen au Proche-Orient ne comble pas cette lacune ; étant tenues dans l'ignorance de la négociation, l'UE et la France peuvent difficilement imaginer ce qui pourrait la relancer.

DÉPENDANCE

Cette absence de contenu donne des arguments à ceux qui, comme Israël ou les Etats-Unis, s'opposent, par principe, à un quelconque rôle politique européen. A moins que Damas s'emploie à convaincre les Arabes d'exiger un coparrainage européen du processus de paix, comme on l'aime de source syrienne, et réussisse à l'imposer. Ce qui est peu probable étant donné la dépendance dans laquelle de nombreux Etats arabes se trouvent vis-à-vis des Etats-Unis, même si une telle relation les étouffe. Même pour les Arabes qui souhaitent une Europe plus active, la nature de ce rôle reste à définir. Pas plus que M. Chirac lui-même, ils ne pensent que l'Europe doive entrer en concurrence avec les Etats-Unis.

L'enthousiasme avec lequel les Etats - et surtout les populations -

arabes ont accueilli les positions de M. Chirac sur le règlement des conflits avec l'Etat juif est d'une certaine manière un handicap. D'abord parce qu'il est interprété, à tort, comme la preuve de la partialité de la France et de son « tropisme » arabe ; ensuite parce que cet engouement pourrait être le signe d'une lecture abusive, par les Arabes eux-mêmes, au moins par certains d'entre eux, du message du président de la République ; ils se tromperaient s'ils croyaient y voir un encouragement à plus d'intégration.

Les tiraillements au sein de l'UE compliquent encore la situation, et pas seulement, comme l'a laissé entendre M. Chirac lui-même, parce que l'Europe n'a pas encore adopté une politique étrangère et de sécurité commune. Le problème porte sur le fond, tous les Européens n'étant pas convaincus, pour des raisons diverses, de l'opportunité d'exiger un rôle aux côtés des Etats-Unis.

M. Chirac a en tout cas pris date, sans que son initiative entraîne de rupture, ni même de brouille sérieuse avec ses détracteurs, qu'il s'agisse d'Israël, des Etats-Unis, ou de certains Etats européens. Il a dit ce qu'il pensait être le droit pour régler les problèmes entre l'Etat juif et ses voisins arabes, et énoncé ce que sont à ses yeux les responsabilités et la capacité d'action des Européens au Proche-Orient.

Indifférent aux critiques israéliennes portant sur son « passé israélien », il en a profité pour mettre les points sur les i à propos de la situation humanitaire en Irak, qui ne souffre à ses yeux aucun atavisme ni aucune manœuvre politicienne. Il a aussi rappelé au régime de Saddam Hussein qu'il devait respecter toutes les résolutions de l'ONU - ce que Bagdad refuse -, en même temps qu'il a indirectement critiqué les Etats-Unis, qui tiennent à l'égard de l'Irak un langage qui va au-delà des résolutions du Conseil de sécurité. M. Chirac aurait pu profiter du capital de sympathie dont il est désormais détenteur pour exhorter la Syrie et le Liban à un plus grand respect des libertés publiques. De toute évidence, ses priorités sont ailleurs.

J.-L. S.

Mouna Naïm

Le président du CRIF : « La méthode n'était pas la bonne »

INVITÉ personnel du président de la République lors de la visite de celui-ci en Israël, Henri Hajdenberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), pressenti de malaise. Interrogé par *Le Monde*, à son retour à Paris, il a tenu à rassurer la communauté juive de France, « qui se montre généralement mécontente de la tournée au Proche-Orient du chef de l'Etat. » « Je ne doute pas personnellement des intentions de Jacques Chirac, mais la méthode n'était pas la bonne, a-t-il affirmé. On a décidé de faire de la diplomatie-spectacle pour montrer que la France est présente au Proche-Orient. C'est une diplomatie à risques, parce que, dès qu'un incident survient, cela prend tout de suite de grandes proportions. »

Le président du CRIF considère que différents incidents, à commencer par la colère exprimée par M. Chirac face aux responsables israéliens de sa sécurité, ont occulté « la relation chaleureuse » établie à cette occasion avec le premier ministre Benjamin Netanyahu et avec le président Ezer Weizman. Il précise, à propos de la promenade mouvementée

dans Jérusalem, que le conseil de France a fait modifier le parcours « au dernier moment » et regrette qu'il n'y ait eu, alors, aucun responsable politique israélien présent pour apaiser la tension.

Sur le fond du contentieux franco-israélien, M. Hajdenberg, qui, lors de divers entretiens à l'Elysée, a été associé à la préparation du voyage de M. Chirac, estime que ce dernier « n'est pas parti du Proche-Orient pour dire que la France a une politique arabe ». « En tout cas, on ne m'a pas dit cela », précise-t-il. Mais le président du CRIF considère que la diplomatie française se trompe en imaginant que la France, en raison de ses sympathies arabes, puisse faire le pendant aux Etats-Unis, eux-mêmes favorables à Israël. « Je ne vois pas pourquoi mon pays ne pourrait pas jouer un rôle de vrai conciliateur. Mais il n'y aura pas de place pour la France, dans le processus de paix, tant qu'elle n'aura pas la confiance des Israéliens. L'Europe, elle, serait sans doute mieux acceptée comme médiateur », assure M. Hajdenberg.

J.-L. S.

Mouna Naïm

La police japonaise serait infiltrée par la secte Aum

TOKYO

L'affaire est troublante. Après l'attaque, c'est la police qui serait infiltrée par la secte Aum Shinrikyo, responsable, le 20 mars 1995, de l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo qui fit douze morts et intoxiqua plusieurs milliers de personnes. Un policier en service actif, membre de la secte, serait le responsable de la tentative de meurtre, perpétrée dix jours après l'attaque dans le métro, contre le directeur général de la police, Takaji Kunimatsu (*Le Monde* du 26 octobre), qui réussit à s'enfuir.

La précision du tireur masqué indiquait qu'il s'agissait d'un expert. On pensa alors que cette action visait à perturber l'enquête sur l'attentat dans le métro, que

M. Kunimatsu avait directement prise en main. Le policier suspect, dont on sait seulement qu'il est âgé de trente et un ans, aurait été venu, début mars, le gourou de la secte, Shoko Asahara, dont le procès est en cours, que la police préparait une perquisition dans les locaux d'Aum. La secte était alors soupçonnée d'être responsable de l'enlèvement d'un employé d'un cabinet de notaire.

Cherchant une diversion, Asahara aurait ordonné l'attentat dans le métro. Le policier membre d'Aum fut même envoyé en renfort au poste de police proche de la station de métro de Tsukiji, une des cibles de l'attaque, d'où il put ainsi informer la secte sur l'évolution de l'enquête.

Préoccupante en soi, cette affaire l'est aussi par le mystère qui

l'entoure. La police savait, dès avril, qu'un agent en service actif appartenait à Aum après avoir découvert son nom sur une liste de fidèles. Il fut simplement déplacé. Or il n'était pas qu'un membre parmi d'autres, puisqu'il appartenait au cercle d'Asahara. Ce n'est qu'en juin que les enquêteurs commencèrent à s'intéresser à cet étrange policier et qu'il fut retiré du service actif. Il aurait rapidement avoué être l'auteur de l'attentat contre M. Kunimatsu.

Rien n'a filtré de ses confessions parce qu'il n'y avait aucune preuve pour confirmer des aveux non exempts de contradictions et provenant d'un homme psychologiquement instable, dit-on à la police. Les explications officielles sont confuses. La police semble avoir été prise de court par les in-

formations publiées jeudi à la suite d'une lettre anonyme parvenue à la mi-octobre aux principaux organes de presse révélant que le responsable de l'attentat contre M. Kunimatsu était un policier membre de la secte qui aurait déjà avoué son crime. Vendredi, une nouvelle lettre anonyme parvenait au *Yomiuri* : elle émane, semble-t-il, d'un policier qui critique ses chefs pour la lenteur de l'enquête sur l'attentat contre M. Kunimatsu. Après l'assassinat en avril de Hideo Muraï, un personnage-clé de la secte, par un petit voyou, mais dont le commanditaire n'a jamais été identifié, l'enquête sur l'attentat contre M. Kunimatsu crée un malaise, à commencer parmi les policiers.

Philippe Pons

La Corée du Sud deviendra le 29^e membre de l'OCDE

CANDIDATE depuis plusieurs années, la Corée du Sud a finalement été officiellement invitée, vendredi 25 octobre, à devenir le 29^e membre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le « club » des pays industrialisés. L'OCDE, créée en 1960 par les vingt pays les plus développés du monde, n'avait pratiquement pas changé son « actionnariat » jusqu'aux années 90, lorsque le Mexique tout d'abord, puis la République tchèque, la Hongrie et la Pologne en étaient devenus membres. Malgré le poids croissant de l'Asie dans l'économie mondiale, ce continent était seulement représenté par le Japon de-

puis 1964. La Corée du Sud est donc le premier « dragon » asiatique à rejoindre l'OCDE. Selon le secrétaire général de l'organisation, Donald Johnston, l'adhésion était tout naturelle, puisque « ce pays pauvre et ravagé par la guerre du début des années 50 est à présent une grande nation industrielle et commerciale ».

Plusieurs obstacles avaient retardé l'admission de Séoul, dont le produit intérieur a été multiplié par douze depuis 1963, sous l'effet de politiques monétaires et budgétaires très rationnelles, mais aussi d'une priorité donnée à l'exportation, ainsi qu'à l'éducation ou à la réduction de la pauvreté rurale. Ce

« miracle coréen » est régulièrement critiqué, pour avoir autorisé une législation du travail et une protection sociale insuffisantes. Certains Etats, dont la France, reprochent par ailleurs à la péninsule son protectionnisme, en particulier dans le secteur des services financiers.

En introduction d'une étude sur le modèle coréen, publiée en avril 1995 sous l'égide de l'OCDE, un expert, Chung Lee, écrivait qu'un « tel interventionnisme des pouvoirs publics peut renforcer l'efficacité économique dans un pays en transition ». Vendredi, le ministre coréen des affaires étrangères, Gong Ro-myung, a eu beau rappeler que

la modestie est considérée dans son pays comme une très grande vertu, les responsables coréens ont largement vanté l'exemple donné par leur pays au reste du monde en développement.

De passage à Paris en pleine « affaire » Thomson, les responsables coréens savaient qu'ils seraient aussi interrogés sur le rôle du reprenneur potentiel, Daewoo. M. Gong s'est simplement déclaré « stupéfait par l'attitude de la France ». Considérant qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure française », il a refusé d'en dire davantage.

Françoise Lazare

Les talibans ont attaqué les troupes du général ouzbek Dostom

KABOUL. La milice des talibans a attaqué pour la première fois, vendredi 25 octobre, les forces du général ouzbek Abdul Rashid Dostom dans le nord-ouest de l'Afghanistan, où elle s'est emparée de la province de Badghis, selon un responsable du mouvement religieux. Toujours selon la même source, les « étudiants en théologie » auraient également pénétré dans la province voisine de Faryab, plus au nord, où « d'intenses combats » ont fait rage toute la journée de vendredi pour le contrôle de la ville de Maimana. Ces combats ont éclaté alors que les troupes du général Dostom, qui contrôlent plusieurs provinces du nord et du nord-ouest du pays, ont rejoint ces derniers jours celles du régime du président Burhanuddin Rabbani, renversé le 27 septembre, qui affrontent les combattants talibans sur un autre front, au nord de Kaboul. - (AFP)

Le secrétaire d'Etat du Vatican en visite officielle à Cuba

LA HAVANE. Le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, a annoncé, vendredi 25 octobre, à son arrivée à La Havane pour une visite officielle de quatre jours, que son voyage « servira à examiner avec les autorités cubaines la manière d'améliorer les relations avec l'Eglise ». Le prélat a indiqué qu'il souhaite « encourager l'Eglise de Cuba à poursuivre son chemin », estimant qu'elle est « un élément très important dans le dialogue public national ». Après des moments de tension, notamment en raison de déclarations critiques de la Conférence épiscopale cubaine, en septembre 1993 et en mars 1996, il ne semble plus y avoir de trace d'irritation entre l'Eglise et le gouvernement castriste, dont « les relations sont plus proches de la normalité que de l'anormalité », estime-t-on de source officielle. - (AFP)

Le nouveau premier ministre norvégien souhaite une société « plus chaleureuse »

OSLO. Thorbjørn Jagland, le nouveau premier ministre norvégien, qui a succédé à M^{re} Gro Harlem Brundtland, démissionnaire, a l'intention de renouer avec une politique plus fidèle aux valeurs de son parti (travailliste), après un recentrage du précédent gouvernement. Priorités seront données aux exclus de la prospérité pétrolière, aux personnes âgées, à l'éducation et à la formation. Un discours qui semble rejouer la puissante Confédération générale du travail (LO) dont M. Jagland est très proche. Pour parvenir à cette « société plus chaleureuse et plus sûre » qu'il a appelée de ses vœux, vendredi 25 octobre, il n'est pas exclu que le nouveau premier ministre décide d'augmenter les dépenses de l'Etat dans le prochain budget (largement excédentaire). Pour tenter de gagner les élections législatives de septembre 1997, M. Jagland, quarante-cinq ans, s'est entouré d'une équipe jeune. Huit nouveaux visages font leur entrée au gouvernement, minoritaire, composé à 40 % de femmes. Deux personnalités émergent : Terje Rod Larsen, coordonnateur de l'ONU pour les territoires palestiniens, qui sera chargé du Plan avec pour mission de préparer le pays au siècle prochain, et Arne Holt, juriste et auteur de romans policiers à succès, dont la nomination au ministère de la Justice a fait sensation. - (Corresp.)

Des produits sanguins contaminés par le virus du sida en Chine

PÉKIN. Les autorités chinoises ont, pour la première fois, reconnu que certains produits sanguins utilisés par des établissements publics étaient contaminés par le virus du sida et que des négligences avaient été constatées dans la gestion de ces produits, rapporte le *New York Times* dans son édition du samedi 26 octobre. En avril, le ministère de la santé publique avait, sans donner aucune explication, interdit aux établissements de soins d'utiliser un certain type de sérum produit dans une entreprise de l'armée, et d'en détruire les stocks, après que la presse à Hongkong et aux Etats-Unis eut affirmé que ces produits étaient contaminés par le virus HIV. Le ministère chinois des affaires étrangères vient de le confirmer, sans toutefois donner aucune indication sur le nombre de victimes éventuelles. Quatre mille trois cent cinquante cas de sida sont officiellement recensés en Chine, mais les autorités sanitaires estiment que le nombre de cas pourrait s'élever jusqu'à cent mille, rapporte le *New York Times*.

Le groupe des donateurs a décidé d'apporter à l'Ukraine 3 milliards de dollars pour 1997

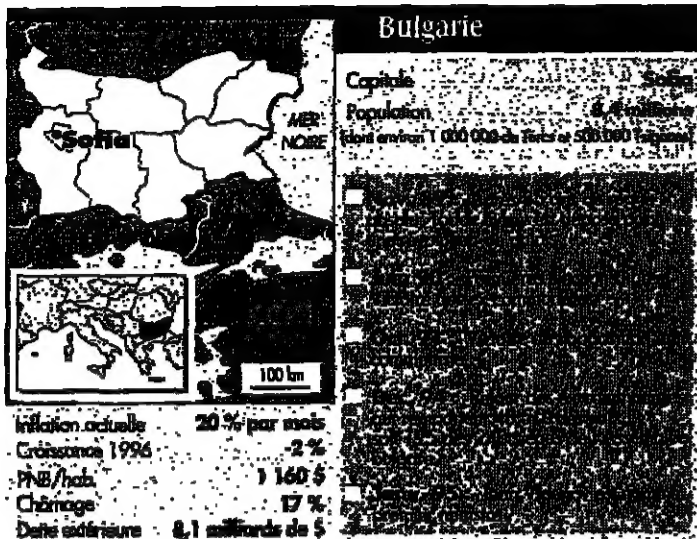
PARIS. Réuni à Paris les 24 et 25 octobre sous l'égide de la Banque mondiale, un groupe représentant quinze pays donateurs et huit organisations internationales, a décidé d'apporter à l'Ukraine un soutien de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs), pour 1997. Sur cette somme, 1,2 milliard avait déjà été promis. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale se sont engagés à apporter au moins 1,4 milliard (dont une facilité à moyen terme du FMI), 400 millions de dollars au minimum restent donc à trouver en Europe, aux Etats-Unis et au Japon pour consolider ce soutien aux réformes économiques radicales entreprises sous l'égide du président Léonid Koutchna, qui devraient comprendre en particulier une très importante réforme fiscale en 1997.

L'armée russe est au bord de la crise financière

MOSCOU. Dans un discours prononcé le vendredi 25 octobre devant des anciens combattants, le général Igor Rodionov, ministre de la défense russe, a déclaré que l'armée était « à la veille de développements indésirables, voire incontrôlables ». « Si le budget 1997 n'est pas modifié, a-t-il ajouté, la Russie pourrait perdre ses forces armées en tant qu'organisation structurée et pilier de l'Etat, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer ». Selon le général Rodionov, le projet de budget ne couvre qu'un tiers des besoins minimaux de l'armée et rendra difficile la mise en œuvre de l'engagement pris par le président Eltsine de créer une armée professionnelle avant l'an 2000.

La Bulgarie élit un président sur fond de pénurie

A Sofia, le chauffage est devenu un luxe



SOFIA
de notre envoyé spécial

Perdu au milieu de « la cité de l'amitié », l'un de ces quartiers de béton qui ceint le centre de Sofia, Sava scrute le ciel d'un regard morose. Par-delà les immeubles, le sommet du mont Vitocha, qui domine la capitale bulgare, disparaît dans les brumes. « L'hiver sera dur », lance-t-il. L'hiver n'est jamais très clément dans cette partie des Balkans. Mais, cette année, quelles que soient les conditions climatiques, il sera le plus rigoureux de ceux qu'ont connus les Bulgares depuis longtemps.

Comme des milliers de ses compatriotes, Sava a en effet résilié, il y a quelques jours, son abonnement à la compagnie de chauffage urbain. Sa maison se trouve dans une zone d'habitat social, l'inflation et son épargne engloutie dans une des faillites bancaires de 1996 le chauffage est devenu un luxe. Pas de colère, pourtant. « Le désespoir a mené les gens à l'apathie », explique une jeune étudiante. Une poignée de personnes seulement ont ainsi répondu, à la mi-octobre, à l'appel des syndicats leur demandant de brûler symboliquement leurs factures d'électricité et de chauffage devant le Parlement et d'exiger la démission du gouvernement socialiste de Jean Videnov.

PREMIER TOUR LE 27 OCTOBRE

A quelques jours de l'anniversaire de la fin du règne de trente-cinq ans du communiste Todor Jivkov, chassé du pouvoir en novembre 1989, personne ne se rappelle avoir vécu une année plus noire. Le lev (la monnaie nationale) a été dévalué de 250 % en un an et, en quelques mois, le système bancaire s'est effondré : sur quarante-sept banques, seize sont soit en instance de faillite, soit placées sous la tutelle de la Banque nationale, lorsqu'elles n'ont pas déjà fermé leurs portes, engloutissant un tiers de l'épargne du pays. Les réserves de change plafonnent à 500 millions de dollars. Enfin, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, tristes par la lenteur des réformes, bloquent depuis plusieurs semaines 270 millions de dollars (1,35 milliard de francs) de prêts, contraignant le pouvoir à brader quelques entreprises publiques pour payer sa facture énergétique. « La Bulgarie va bientôt se trouver en cessation de paiement », dit l'un des rares financiers étrangers installés dans ce pays.

Le temps semble loin où le président et ancien dissident Jeliou Jeliou espérait, en 1992, voir son pays rejoindre rapidement le niveau de développement économique de la Hongrie ou de la Pologne. Aujourd'hui, rien ne tourne plus rond. Les investisseurs étrangers évitent le pays, le PIB devrait chuter d'au moins 2 % cette année et, depuis plus d'un semestre, les prix augmentent de 20 % par mois. Grand producteur agricole, la Bulgarie en est réduite à demander une aide d'urgence à l'Union européenne pour faire face à une pénurie de blé provoquée par une réforme interrompue au milieu du gât et par les malversations d'exportateurs proches du pouvoir. Même les prévisions démographiques sont

« alarmantes ». Selon un rapport de l'Institut national des statistiques, la Bulgarie ne devrait plus compter en 2020 que 7,1 millions d'habitants, contre 8,4 millions aujourd'hui.

Cette catastrophe économique fait actuellement le jeu de l'opposition « anticommuniste ». Au terme d'une campagne électorale dépeçonnée, son candidat, Peter Stoiakov - un avocat de quarante-quatre ans - a ainsi de fortes chances de succéder au président Jeliou, son frère ennemi au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), battu lors de primaires au printemps. Crédité de 48 % des intentions de vote quelques jours avant le scrutin, le prétendant unique d'une opposition habituellement déchirée pourrait même sortir victorieux dès le premier tour, dimanche 27 octobre.

Face à lui, Yvan Marazov cherche à limiter les dégâts. Historien spécialiste de l'Antiquité et actuel ministre de la culture, le candidat très peu charismatique du Parti socialiste (PSB, ex-communiste) part avec de très lourds handicaps. Sans beaucoup de conviction, il rejette sur l'éphémère gouvernement UFD de 1992 la responsabilité de l'actuelle déroute économique.

« Les rouges ont tué dans l'ouf un secteur privé qui n'assure que 40 % du PIB », réplique Todor Tobakov, avocat d'affaires. Surtout, il leur reproche d'avoir fait le lit de la « mafia » - anciens membres de la police secrète ou de la nomenklatura, simples escrocs, ou les trois à la fois, qui parviennent au volant de leurs grosses berlines aux vitres fumées, alors que le SMIC ne dépasse pas 30 dollars, soit moins de 60 litres d'essence. « Leurs avoirs en dollars atteignent le montant de la dette du pays », affirme un banquier.

« Les milliardaires "à crédit" qui se sont enrichis grâce à des "pyramides" bancaires utilisent le pouvoir politique et construisent impunément un Etat parallèle », s'alarme un proche du président Jeliou. Illustration tragique de cette dérive, l'ancien premier ministre et homme d'affaires Andreï Loukachev est tombé, il y a quelques semaines, sous les balles d'un tueur, alors qu'il s'appropriait, affirme la rumeur, à sortir des dossiers compromettants pour le pouvoir.

Elu, M. Stoiakov laverait l'af-front des défaites constantes subies par l'opposition en 1994 et aux municipales de l'année dernière. Hormis son influence morale, le président ne peut notamment pas peser sur la conduite du gouvernement et du Parlement, toujours fermement tenus par les socialistes. En cas de victoire dimanche, l'opposition rêve donc d'élections législatives anticipées. Elle n'a pourtant pas les moyens légaux de les provoquer. « Si les communistes ne partent pas tout seuls, nous les chasserons », s'enflamme Antony, un militant de l'UFD. Mais le Bulgare de la rue a des préoccupations plus terre à terre. Pour lui, s'agit avant tout de passer l'hiver.

Christophe Chatelot

Le procureur du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie révèle l'existence d'un faux témoignage

Une enquête a été lancée par le TPI pour déterminer l'origine de cette déposition à charge

Le bureau du procureur du Tribunal pénal international (TPI) a annoncé, vendredi 25 octobre, que le principal témoin à charge dans le procès

du Serbe de Bosnie Dusan Tadic avait fait une fausse déposition, après avoir été, selon ses dires, manipulé par la police bosniaque. Une en-

quête a été ouverte par le Tribunal pour déterminer l'origine de ce faux témoignage. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

LA HAYE

de notre correspondant

Après l'annonce de l'existence d'un faux témoignage dans le premier procès de l'histoire du Tribunal pénal international (TPI), le procureur, Louise Arbour, a indiqué, vendredi 25 octobre, qu'elle lançait une enquête sur les récents développements dans le procès Tadic, ainsi que sur les relations de son bureau avec le gouvernement bosniaque. Cette décision a conduit la journée la plus riche en rebondissements du procès de Dusan Tadic.

Cet ex-caféier bosno-serbe est le premier inculpé à passer en jugement devant la juridiction internationale. Tadic est accusé de crimes contre l'humanité pour tortures, sévices sexuels et pour le meurtre de treize personnes, notamment dans les camps de prisonniers à Omarska et Trnopolje. Ce sont justement les événements de Trnopolje qui ont fait l'effet d'un véritable coup de théâtre.

L'été dernier, l'accusation présentait sous huis clos l'un des témoignages les plus accablants contre Dusan Tadic. Le dénommé « L. » affirmait que l'accusé, qu'il identifiait comme le commandant du camp, avait exécuté deux vieillards musulmans et qu'il lui avait ordonné d'en abattre huit autres. « L. », qui aurait

été gardien à Trnopolje, avait ajouté que Tadic l'avait obligé à égorger d'autres détenus et à violer une vingtaine de prisonnières musulmanes.

CONFRONTATION

Ces derniers jours, la défense, menée par l'avocat néerlandais Michiel Wladimiroff, avait présenté des témoins contestant en doute les déclarations de « L. ». Vendredi matin, M. Wladimiroff affirmait que « L. » avait reconnu avoir menti aux juges. Plus tard, Grant Nieman, substitut du procureur, demandait à la cour de « ne pas tenir compte de la totalité

du témoignage ». Une confrontation est à l'origine de ce coup de théâtre entre le père et le frère de « L. » et ce dernier. « L. », de son vrai nom Dragan Opacic, a alors raconté une histoire surprenante : capturé par les forces bosniaques gouvernementales, alors qu'il servait dans l'armée bosno-serbe, il aurait été contraint par « la police bosniaque » à déposer contre Tadic, « sous peine d'être exécuté ». Opacic aurait été « entraîné » à déposer, notamment en visionnant des cassettes vidéo.

Ce développement pour le moins inattendu pose un grand nombre de questions. La défense a-t-elle raison

lorsqu'elle affirme - c'est le cœur de sa stratégie - qu'il y a erreur sur la personne ? Même s'il est impossible de faire abstraction des autres témoignages qui restent valables, il est certain que l'équipe de M. Wladimiroff a réussi à embrouiller l'accusation.

Mais l'affaire dépasse le seul cas de Tadic : les enquêteurs ont-ils bécilé leur travail ou ont-ils été trompés par Sarajevo qui a pris contact avec le TPI pour lui proposer le témoignage de « L. », déjà condamné pour crimes de guerre en Bosnie ? Si oui, dans quel but ? Le risque qu'une telle machination soit démontée n'est-il pas suffisamment grand pour que Sarajevo se soit abstenu d'y recourir ? Dans ce cas, « à qui profite le crime ? ». Le témoin a-t-il subi des pressions depuis son retour en ex-Yougoslavie ?

« Quoi qu'il en soit, cela pose la question des conditions de travail des enquêteurs qui disposent de peu de moyens, et sont dépendants de beaucoup d'instances et d'organisations », se justifie-t-on dans l'entourage du procureur. Louise Arbour affirme, de son côté, que cette affaire « prouve que le Tribunal fonctionne bien. La révélation du faux témoignage ne sape pas son travail, il le renforce ».

Alain Franco

Sarajevo n'a « aucun intérêt » à manipuler un témoin

Le gouvernement bosniaque n'a « aucun intérêt » à manipuler un témoin, a affirmé, vendredi 25 octobre, l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine aux Nations unies, Muhamed Sacirbey. Dans un entretien avec la télévision néerlandaise, l'ambassadeur a expliqué : « Conclure que c'est dans l'intérêt du gouvernement bosniaque de fausser le procès de Dusan Tadic revient à ignorer à quel point il est important d'assurer que le Tribunal et le gouvernement bosniaque conservent leur crédibilité » et que « justice soit rendue aux victimes ».

M. Sacirbey a précisé qu'il avait été contacté dans la journée par le bureau du procureur du Tribunal pénal international (TPI), afin d'étudier « de quelle façon la coopération » entre le TPI et Sarajevo « pouvait être optimisée en vue de faire la lumière sur les accusations » portées par le faux témoin, Dragan Opacic, qui affirme que sa déposition a été fabriquée de toutes pièces par la police bosniaque. - (APR)

Le gouvernement polonais en pleine déconfiture fiscale à la Diète

VARSOVIE
de notre correspondant

Un premier ministre blême de colère qui s'adresse aux députés pour leur dire que ce qu'ils viennent de faire - baisser les impôts - est « une honte » : la Diète polonaise a vécu, jeudi 24 octobre, une de ces journées qui font le charme de la vie politique locale, et où, sous les regards amusés d'une opposition d'ordinaire impuissante, les partenaires conflictuels de l'actuelle majorité se déchirent en public. Avec, cette fois, un résultat inattendu : une baisse soudaine, et considérable, du barème d'imposition des revenus les plus faibles qui a englobé en quelques minutes - le temps d'un vote, salué par un éclat de rire quasi général - l'équivalent du budget, malade, de l'éducation nationale.

L'affaire du barème de l'impôt est un boulet que la majorité parlementaire traîne, jusque-là sans trop en souffrir, depuis 1993. Après avoir emporté les élections, la coalition constituée par les postcommunistes et les paysans avait décidé d'une hausse exceptionnelle des impôts pour un an, hausse bien entendue régulièrement reconduite depuis, et qui rend la fiscalité polonaise directe particulièrement lourde (21 % du revenu dès la première tranche, qui correspond à des salaires extrêmement modestes, 33 % et 45 % ensuite).

Jusqu'à ces tout derniers jours, le gouvernement affirmait qu'en raison des charges pesant sur le budget il était tout à fait impossible de baisser ces impôts, alors même que le ministre des finances, Grzegorz Kolodko, expliquait que l'on pouvait et même que l'on devait le faire. La cause semblait cependant entendue, lorsque soudain, à la veille du débat sur le budget, le premier ministre Cimoszewicz, sans avoir même pris la peine de prévenir les responsables du Parti paysan, sortit de son chapeau un nouveau barème (à 20 %, 31 % et 43 %), et expliquait en substance que, tous calculs faits, ce qui paraissait impossible vingt-quatre heures plus tôt était finalement possible.

BOITE DE PANDORE

En réalité, il semble que le ministre des finances avait réussi à convaincre *in extremis* le premier ministre, et aussi le président Kwasniewski, qu'à moins d'un an du renouvellement du Parlement le maintien d'impôts aussi élevés pourrait coûter très cher aux postcommunistes. Mais M. Cimoszewicz ne se doutait pas qu'en agissant ainsi par surprise, en faisant soudain valoir qu'il était finalement possible de réduire les impôts, et surtout en traitant, à nouveau, de manière cavalière sinon méprisante ses alliés paysans, il ouvrait une boîte de Pandore. Les paysans, emmenés par l'ancien premier

ministre Waldemar Pawlak, lui ont fait la réponse du berger à la bergère, en apportant leurs voix à une proposition encore plus radicale de réduction des impôts (selon un barème de quatre tranches, à 17 %, 20 %, 33 % et 45 %).

Cette proposition, avancée par un petit parti d'opposition de gauche, l'Union du travail, n'aurait, en d'autres circonstances, pas eu la moindre chance d'être retenue. Mais elle recut non seulement le soutien des « paysans », désireux de donner une leçon aux postcommunistes et de se faire bien voir de leurs électeurs ; mais aussi celui des libéraux de l'Union de la liberté, pourtant conscients des risques d'inflation induits par cette baisse brutale des revenus de l'Etat, mais eux aussi trop heureux de faire un mauvais tour aux postcommunistes.

Le sel de l'affaire est qu'aussi bien les paysans que les libéraux envisageaient surtout leur vote comme un geste politique, sans supposer qu'il aboutirait, sur ce point précis, à un renversement de la majorité. D'où la surprise et l'éclat de rire qui saluèrent le résultat du vote. Reste, après s'être bien amusé, à trouver une solution pour passer, une nouvelle fois, les blessures au sein de la coalition, calmer la fureur du premier ministre... et boucler le budget.

Jan Krausz

« Vache folle » : de nouveaux cas suspects de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ont été recensés en Grande-Bretagne

QUATRE cas suspects de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) viennent d'être recensés par les spécialistes britanniques chargés de la surveillance médicale et épidémiologique de cette maladie. Selon d'autres sources britanniques, le nombre de ces nouveaux cas suspects serait d'ores et déjà plus élevé.

Jusqu'à présent, seuls quatorze cas de la nouvelle forme de MCJ ont été officiellement diagnostiqués en Grande-Bretagne, parmi lesquels deux personnes sont encore vivantes. Les deux derniers cas concernaient une jeune fille de

seize ans et un homme de cinquante et un ans, un âge que l'on tenait jusqu'à présent pour trop élevé pour être concerné par cette nouvelle maladie neurodégénérative mortelle.

Les spécialistes britanniques laissent entendre depuis quelques semaines que des nouveaux cas suspects étaient en cours d'analyse et de vérification. L'un de ces spécialistes - le docteur James Ironside (unité de la surveillance nationale britannique de la MCJ, Western General Hospital, Edimbourg) - vient de confirmer qu'une partie de ces cas se sont révélés positifs. « C'est un petit nombre », déclare le docteur Ironside, cité par *The Observer* dans son édition datée du vendredi 25 octobre, il s'agit de moins de cinq cas, mais il est difficile de faire une estimation concernant les cas à venir.

« L'année prochaine ou les deux années à venir pourraient, de ce point de vue, être critiques », a ajouté le docteur Ironside. Si la maladie se caractérise par une longue période d'incubation, on pourrait voir apparaître des milliers de nouveaux cas. Le docteur Ironside n'est pas le seul parmi les spécialistes britanniques à formuler des

hypothèses aussi catastrophiques, ce qui, outre-Manche, n'était jusqu'à présent que le fait de scientifiques plus ou moins en rupture avec leurs institutions.

ÉPIDÉMIE HUMAINE

La multiplication des arguments expérimentaux en faveur de la transmission à l'espèce humaine de l'agent responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », et la découverte des errements des pouvoirs publics britanniques dans la gestion de cette crise sanitaire font qu'un nombre croissant de scientifiques de renom d'outre-Manche ne craignent plus de parler d'une possible épidémie humaine de la nouvelle forme de MCJ.

C'est notamment le cas du professeur John Collinge, qui vient de publier, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature*, des résultats de biologie moléculaire plaçant fortement en faveur de la transmission à l'espèce humaine de l'agent infectieux bovin (*Le Monde* du 25 octobre).

Selon plusieurs observateurs spécialisés, les autorités sanitaires britanniques ne souhaitent nulle-

ment faire preuve dans ce domaine de la plus grande transparence. Une controverse se développe ainsi au sein de la communauté scientifique britannique où, schématiquement, deux conceptions s'opposent. Il y a d'une part ceux qui estiment que toutes les données sur les nouveaux cas de MCJ doivent être rendues publiques, et il y a d'autre part ceux qui font valoir que ces données doivent, avant d'être publiées, faire l'objet des plus extrêmes vérifications.

Il faut ici tenir compte de la longue période de latence de la maladie humaine, de la complexité des procédés diagnostiques de vérification et de l'impact politico-économique de ces données. Depuis quelques mois, les scientifiques spécialisés, tout comme les autorités sanitaires, apparaissent dans ce domaine comme tétanisés par les nouvelles responsabilités qui sont les leurs.

Jean-Yves Nau

Le gouvernement français devrait confirmer, dimanche 27 octobre, un nouveau cas de « vache folle » dans le Finistère et l'abattage du troupeau concerné.

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
MATÉLAS & SOMMIERS
CANAPÉS, SALONS, CLIC-CLAC
MOBECO
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7

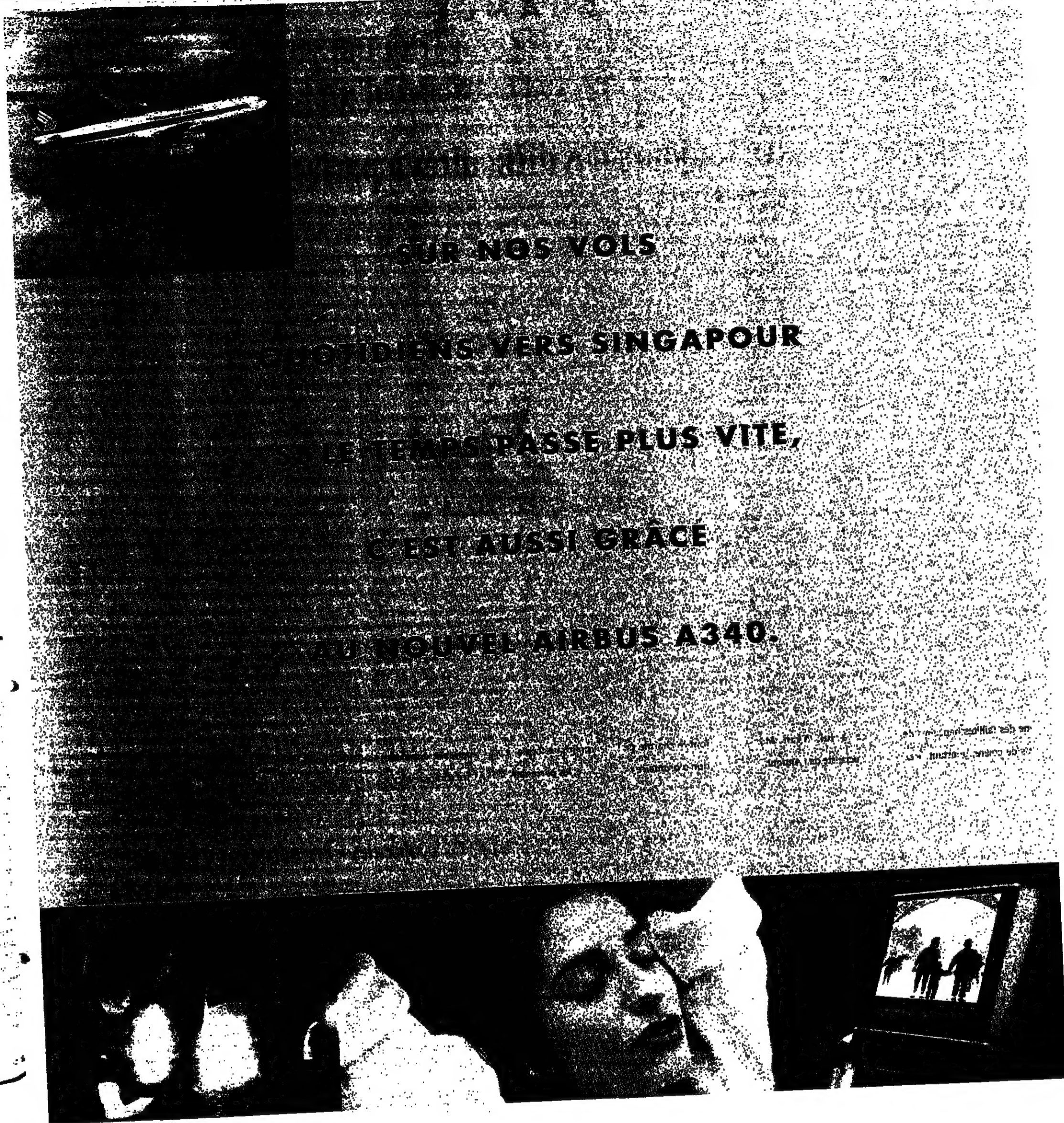
مكتبة الأمل

ALBIS A246

مكتبة الأمل

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1996 / 5

(Publicité)



SUR NOS VOLS

QUOTIDIENS VERS SINGAPOUR

LE TEMPS PASSE PLUS VITE,

C'EST AUSSI GRÂCE

À NOTRE NOUVEL AIRBUS A340.

Le temps passe plus vite à bord du nouvel Airbus "CELESTAR" de Singapore Airlines. Sans doute parce qu'il s'agit du plus rapide et du plus confortable des Airbus jamais construits. Alors détendez-vous dans un fauteuil spacieux et découvrez KrisWorld. C'est, pour vous distraire, le plus sophistiqué et passionnant des systèmes multimédia. Certes, voler dans le plus moderne des Airbus du monde n'arrive pas tous les jours. A moins d'être sur Singapore Airlines, bien sûr.

AIRBUS A340

A great way to fly
SINGAPORE AIRLINES



COMMUNISME Le quarantième anniversaire de l'insurrection d'octobre 1956 à Budapest contre le régime communiste et l'occupation soviétique met en lumière les diffi-

cultés qu'éprouvent toujours les dirigeants du PC français à parler de l'histoire de leur parti et des liens qui furent les siens avec l'Union soviétique. Le « dossier » sur la Hongrie

promis par *L'Humanité* n'a toujours pas été publié. ● LA SAGA des volontaires français des Brigades internationales, constituées en 1936 pour combattre le fascisme aux côtés des

républicains espagnols, est célébrée avec éclat, en revanche, par le PCF. ● LES HISTORIENS communistes cherchent aujourd'hui à mettre en valeur l'enracinement du PCF dans

les traditions ouvrière et républicaine nationales, plutôt que d'explorer ses relations avec le mouvement communiste international né de la révolution bolchevique de 1917.

Le PCF éprouve toujours des difficultés à parler de son histoire

Alors que le PS a choisi de renoncer à « demander des comptes » aux communistes sur l'attitude de leur parti vis-à-vis du stalinisme, l'anniversaire de l'insurrection de 1956 à Budapest montre que la Place du Colonel-Fabien tarde à engager la réflexion sur le passé

ENGAGÉ, depuis janvier 1994, dans une période de « mutation », le parti communiste continue à entretenir des relations difficiles avec son histoire. En dépit des occasions offertes par l'ouverture des archives, comme celle du quarantième anniversaire de l'insurrection de Budapest, le 23 octobre 1956, il peine à jeter un regard pleinement critique sur son passé.

En dehors de quelques déclarations vagues ou quelques présences symboliques, comme celle de Lise London, la veuve d'Arthur London (le protagoniste de *L'Aveu*, victime des purges stalinienne en Tchécoslovaquie au début des années 1950) à la cérémonie organisée en l'honneur des Brigades internationales vendredi 25 octobre, le PCF semble considérer qu'il est « à jour » sur la période stalinienne et post-stalinienne, pourtant fort longue, de son histoire.

Aussi bien le PCF est-il assez peu sollicité par ses partenaires. Alors que s'amorce depuis quelques mois un rapprochement avec le Parti socialiste en vue des élections législatives de 1998, le PS semble en effet avoir décidé de ne pas révéler ce front-là. Rue de Solferino, on explique sans ambages qu'une sorte de pacte tacite s'est scellé entre les deux formations : le PCF renonce à faire « l'inventaire » des années Mitterrand ; en retour, les socialistes ne demandent plus de comptes à la place du Colonel-Fabien sur le stalinisme. Il y a peu, lors d'un forum du PCF à Bercy, Lionel Jospin, attaqué sur les années Mitterrand, renvoyait chacun à son « bilan historique », prévenant qu'il déteste « recevoir et donner des leçons » (*Le Monde* du 4 avril).

La semaine écoulée montre comment le PCF entend tourner les pages de son album d'histoire. Le geste des brigadistes engagés au côté des républicains espagnols est célébré de concert avec la France gaulliste. Les vingt-sept otages fusillés à Chateaubriant, le 22 octobre 1941, sont à l'honneur de *L'Humanité* du jour. Durant toute l'année 1996, on commémore le Front populaire. Mais Budapest, auquel le quotidien communiste, le 24 octobre, promettait de consacrer le lendemain un dossier – non publié à ce jour – demeure un sujet difficile.

NOUVEAUTÉS DÉRANGANTES

A la différence du PCI, le PCF n'a jamais reconnu dans l'insurrection hongroise du 23 octobre 1956 une révolution antitotalitaire, ni condamné l'intervention des troupes soviétiques, comme il le fera pour la Tchécoslovaquie, en 1968. Même si Robert Hue va jusqu'à admettre qu'« il y avait dans la propre pratique du PCF les éléments d'un stalinisme à la française », le Parti communiste, qui avoue qu'il



n'a « pas rompu assez tôt avec le stalinisme », se montre réticent à éclairer son attitude de l'époque avec les enseignements des documents et archives qui affluent de-

puis 1991 et à en tirer quelques enseignements.

Sur l'attitude des PC occidentaux face à l'insurrection hongroise et sur leurs liens avec l'Union soviétique et ses satellites, certains historiens apportent quelques nouvelles dérangantes. L'italien Federico Argenti explique, dans *La révolution calomniée*, qui sera publiée le 4 novembre par le journal ex-communiste *L'Unità*, qu'« il n'y a pas eu avant la répression de l'insurrection de consultation directe entre Krouchtchev et Thorez, tout simplement parce que le premier savait qu'il était sûr de son accord, et qu'il jugeait donc que c'était inutile ». L'historien se dit aussi « certain que le PCF ne s'est opposé aucunement à l'exécution d'Imre Nagy. Maurice Thorez trouvait même son homologue hongrois Janos Kadar

« trop mou ». » De tous les chefs communistes consultés sur la « trahison » d'Imre Nagy, exécuté en 1958, la seule opposition connue est venue du Polonais Gomulka.

On sait aujourd'hui que c'est dès 1953 que les dirigeants du PCF sont informés qu'un processus de déstalinisation est en cours à Moscou. Plus celle-ci s'impose, plus la direction française s'obstine à n'y voir qu'une parenthèse : le numéro 3 du parti, Auguste Lecœur est exclu en 1955, pour avoir osé critiquer Staline devant le comité central. Thorez fait encore acclamer Staline, quelques semaines après avoir pris connaissance du rapport Krouchtchev.

LIENS FINANCIERS

Deux publications très attendues apporteront peut-être quelques éclairages sur les causes plus lointaines d'un tel conservatisme, pudiquement baptisé « retard ». Beaucoup des dirigeants en poste dans les années 50 ont été sélectionnés dès l'époque du Komintern, aux beaux jours de la période stalinienne. Un homme a joué un rôle occulte dans ces promotions : il s'agit du tchèque Evzen Fried, dit « le camarade Clément ». Stéphane Courtois et Annie Kriegel (jusqu'à sa mort, en 1995) ont travaillé à la biographie de ce « révolutionnaire professionnel », qui devait paraître au Seuil, en janvier.

Autre tabou dont les archives des ex-pays du « camp de la paix » ont commencé à livrer les secrets au début des années 90 : le rôle de l'argent et les liens financiers qu'entretenaient les partis communistes occidentaux avec l'Est. Dans *Les Auteurs des archives, Prague 1948-1969*, qui sera publié le

6 novembre au Seuil, Karel Bartošek, un historien tchèque exilé en France, devrait mettre en évidence le rôle de « base-arrière » des PC français et italiens qu'a joué Prague tout au long de la guerre froide et au-delà. On attend les révélations de cet ouvrage sur Arthur London, Maurice Thorez, Jacques Duclos, André Marty, Waldeck Rochet ou Raymond Aubrac.

« Il serait évidemment temps pour le PCF de reconnaître Budapest comme une révolution antitotalitaire », observe Serge Wolikow, historien proche du PCF, même si cela doit paraître comme un enjeu dépassé. Si la question ne fait plus vraiment problème dans la vie sociale, elle reste un enjeu culturel et intellectuel. Ce serait cohérent avec la philosophie du temps et du moment. La période d'ouverture actuelle du PCF est propice à ce genre de révisions, alors que le trentième anniversaire de l'insurrection hongroise, en 1986, coïncidait avec une phase de repli, où « les travaux des historiens communistes n'avaient aucun écho sur la direction du parti ».

M. Hue reste-t-il prisonnier de la culture communiste interne ? Est-il gêné par cette situation inédite qui voit un secrétaire national succéder à un secrétaire général toujours actif ? Juge-t-il qu'il a peu de profit à tirer d'une telle autobiographie ? Après tout, l'ébranlement de 1956, même s'il a marqué une rupture entre le PCF et l'intelligentsia, ne s'était pas traduit par un taux de perte de militants très supérieur à celui des autres années. Sur les années Mitterrand, soulignent les historiens, un nouveau « retard » est à craindre.

Ar. Ch. et N. W.

« Pour le PCF, le communisme c'est Gracchus Babeuf et non Lénine »

PROFESSEUR à Paris-X Nanterre, Marc Lazar, auteur de *Maisons rouges, les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours* (Aubier, 1992) et, avec Stéphane Courtois, d'une *Histoire du Parti communiste français* (PUF, 1995), donne un cours sur l'historiographie du communisme à l'Institut d'études politiques de Paris.

« Comment expliquez-vous le silence du Parti communiste sur la répression de l'insurrection hongroise du 23 octobre 1956 ?

— Depuis le début des années 80, le Parti communiste invoque l'argument du « retard historique » accumulé « depuis 1956 », mais il n'en dit pas plus. Le PCF s'est finalement décidé à parler du rapport Krouchtchev, mais continue à occulter Budapest. Ce silence tient aussi pour une bonne part à l'état de l'historiographie communiste : il y a des historiens qui travaillent sur les pays étrangers en général, d'autres sur l'histoire du parti français, comme Serge Wolikow et Roger Martelli, mais il n'existe guère au PCF d'historiens spécialistes de l'URSS et des pays de l'Est, comme en Italie. Cela n'a pas aidé le PCF à réviser sa position sur la Hongrie. Notons toutefois qu'en 1986 encore, le Parti communiste italien refusait toujours de reconnaître le caractère démocratique et antitotalitaire de la révolution hongroise. Cette reconnaissance n'a eu lieu qu'en 1989.

— Dans *Communisme, la mutation* (Stock, 1995), Robert Hue ne tente-t-il pas quelques « avancées » ?

— Ah bon ? Et où cela ? La reconnaissance officielle du stalinisme date de 1975 ; dans le document préparatoire au vingt-neuvième Congrès, qui se réunit dans deux mois, j'ai vu aussi qu'on utilise les termes de « terreur », de « totalitarisme », mais on ne les définit pas. En réalité, Robert Hue reprend les thèses d'un certain nombre d'historiens du PCF, que

l'on peut résumer ainsi : le communisme est un phénomène fondamentallement français, et la période soviétique un élément extérieur. Dans son livre, Roger Martelli écrit par exemple : « Le communisme français, c'est de la fibre ouvrière libérée d'un zeste de réalisme soviétique. »

— L'histoire de l'URSS ne serait-elle qu'une parenthèse...
— Pour les communistes français, le communisme, c'est Cabet et Gracchus Babeuf, pas Lénine ni Kadar. Ce qui explique pourquoi il n'est pas question de changer de nom, comme le proposent certains. On veut montrer que le communisme n'est pas une « contre-société », mais fait bel et bien partie de la société française.

— Vous pensez donc que le Parti communiste français continue à entretenir un rapport plus stratégique que scientifique à sa propre histoire ?

— Puisque l'on se veut toujours communiste, on essaie de faire vivre une mémoire, qui impose des limites au travail historique. A cet égard, le cas de la Hongrie est emblématique. Jusqu'au milieu des années 60, le Parti communiste était le seul parti français à produire une version officielle de son histoire, sous la forme d'un manuel dont le contenu imprégnait encore la culture des dirigeants actuels. Jusqu'en 1964, cette version officielle était calquée sur le modèle soviétique. A partir des années 70, une partie des historiens communistes se met à travailler dans une atmosphère de liberté réelle, quoique relative. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que les militants, ni même certains dirigeants communistes, connaissent bien leur histoire. Il n'en reste pas moins que la reconnaissance de certains faits demeure douloureuse. »

Propos recueillis par Ariane Chemin et Nicolas Weil

Les jeunes célèbrent l'épopée des « brigadistes » en Espagne

C'EST LE BEAU-PÈRE du secrétaire national. Il s'appelle Jean Solar, et sa photo orna le stand des Brigades internationales, en septembre, à la Fête de l'Humanité. Pour Robert Hue, comme pour beaucoup de communistes, il est l'ombre familière qui veille sur une mémoire communiste et française qui ne doit pas s'éteindre.

Deux cents jeunes communistes partiront, dans quelques jours, sur les pas des quelque dix mille volontaires français engagés, en 1936, aux côtés des républicains espagnols. Avec Henri Rol-Tanguy et quatre cents vétérans, ils descendront à leur tour les rambles de Barcelone. « Nous sommes leurs héritiers, comme nous sommes les héritiers des fusillés de Châteaubriant », dit Sylvie Vassallo, secrétaire de la Jeunesse communiste, dans *L'Humanité* du 25 octobre.

A Montreuil, à Champigny-sur-Marne, à Gentilly, les communistes fêtent le soixantième anniversaire des Brigades internationales. Tapis, tortillas, films (*Mourir à Madrid*, de Frédéric Rossif), conférences ou « expos », l'an-

dienne ceinture rouge a allumé les bougies du souvenir. C'est de là que partirent les camions d'ouvriers jusqu'à la gare d'Austerlitz. Si les volontaires furent aussi anarchistes, catholiques, voire socialistes (tendance Marceau Pivert), ils étaient en majorité militants ou proches du parti.

Chacun y va de son hommage. Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil, vient de donner le nom d'esplanade Guernica à une place au cœur de sa ville. Tremblay-en-France, une municipalité communiste de la Seine-Saint-Denis, a choisi pour cette occasion de baptiser l'une de ses écoles « André-Malraux ». A l'occasion du transfert des cendres de l'écrivain au Panthéon, le 20 novembre, les députés communistes François Aseri et Jean-Claude Lefort, tous deux fils de brigadistes, entendront annoncer par Jacques Chirac l'octroi du titre d'ancien combattant aux volontaires français en Espagne républicaine (*Le Monde* du 26 octobre).

Vendredi 25 octobre, à Vitry, on a aussi levé son verre à la bonne nouvelle. Selon Roger Os-

sart, quatre-vingt-un ans, secrétaire général et l'un des plus jeunes membres de l'Amicale des volontaires français en Espagne républicaine (AVER), la mesure concerne à peine la moitié des membres des quelque quatre-vingt-dix vétérans actuellement en vie. « Cela vient un peu tard, dit-il, parce que nos veuves, nos orphelins, nos mutilés ont vécu des situations difficiles. Mais, symboliquement, c'est très important. Le Parlement espagnol avait choisi de nous accorder la nationalité, en 1938. La décision de Chirac, c'est une réparation morale de la non-intervention prônée à l'époque. »

Secrétaire général des Amis des combattants de l'Espagne républicaine, le communiste Pierre Rebière, également président des Familles de fusillés de la Résistance, se réjouit, lui aussi, de ce geste. « C'est une position politique qui s'inscrit dans la continuité du discours du Vef d'HIV, estime-t-il. Elle tranche, il faut bien le dire, avec celle du précédent président. » Gaullistes, communistes : tous fils de brigadistes.

Ar. Ch.

M. Chevènement à la recherche d'une « alternative républicaine et progressiste »

C'EST SOUS LE SIGNE de « l'après-Gardanne » que le Mouvement des citoyens a réuni, les 25, 26 et 27 octobre, à Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, son premier congrès national ordinaire depuis sa fondation en décembre 1993. Alors que, lors de la campagne présidentielle de 1995, Jean-Pierre Chevènement avait immédiatement fait part de son « préjugé favorable » en faveur de Lionel Jospin, l'ancien ministre de la Défense célèbre aujourd'hui avec force « l'alternative républicaine et progressiste » qui s'est créée, selon lui, autour du candidat communiste de la circonscription des Bouches-du-Rhône, Roger Mei, qu'il était allé soutenir en compagnie de Robert Hue. A ses yeux, la défaite de Bernard Kouchner annonce celle d'« un certain establishment maastrichtien ».

Moins de deux ans avant des élections législatives où la gauche aura besoin de toutes ses forces face à la droite, le MDC, qui a pris

ses distances avec les « républicains de l'autre rive », juge qu'il a une chance à saisir. Malgré sa faible représentation parlementaire – quatre députés, un sénateur –, il commence à exister. Ses responsables continuent leur « longue marche », programmée lors du congrès de Belfort, en octobre 1994, afin de faire oublier l'échec des européennes de 1994 (2,54 %). Ils dénombrent aujourd'hui trois mille huit cents adhérents, contre deux mille quatre cents fin 1995, et observent qu'ils sont deux fois plus nombreux que la Convention des institutions républicaines, avec laquelle François Mitterrand avait pris le contrôle du PS en 1971.

A Saint-Nazaire, le MDC devait rappeler son opposition à la manière dont s'engage la construction européenne et dénoncer les négociations du pacte de stabilité, « simple fusion franc-mark, contrairement aux promesses tenues devant les Français ». Au moment où le

Parti communiste abandonne sa pétition sur le passage à la monnaie unique – transformée en un « Appel de personnalités contre Maastricht » et en rencontres sur l'Europe –, les partisans de Jean-Pierre Chevènement entendent se faire les champions du « non » de gauche à Maastricht. « Il est encore temps de choisir la France que nous voulons. Avec le MDC, engageons un référendum ! », dit la nouvelle campagne d'affichage.

INVESTISURES

Reste le plus difficile : le débat sur les investitures. Favorable à des candidatures uniques de la gauche dans quarante-neuf circonscriptions menacées par le Front national, le secrétaire général du Mouvement, Michel Suchod, devait présenter à Saint-Nazaire un « processus électoral d'envergure », avec une liste de quelque cent quatre-vingt-dix candidats. Les « citoyens » rééditeront-ils Gardanne ? Si la formule

de « pôle de radicalité » à la gauche du PS, lancée par les refondateurs communistes, ne convient pas exactement au député de Belfort, l'idée de faire pression sur les socialistes afin de « les aider à trancher le nœud gordien de la monnaie unique » lui paraît salutaire.

La huitième circonscription de Loire-Atlantique constituera, à cet égard, un joli test : officiellement, le PS et le Parti radical-socialiste font mine de « boudier » le congrès (qui accueille en revanche Jean-Claude Gaysot, membre du bureau national du PCF), histoire de ne pas passer trop vite sur la « provocation » de Gardanne ; officiellement, le rocardien Claude Evin est candidat à l'investiture pour les élections législatives ; officiellement, on n'exclut pas, rue de Solferino, de « réserver » la circonscription à Joël Batreux, maire (MDC) de Saint-Nazaire.

Ar. Ch.

Le rapport sur la gestion des Hauts-de-Seine est « débattu » sans être lu au conseil général

Charles Pasqua oppose aux magistrats financiers des arguments juridiques

Le conseil général des Hauts-de-Seine a « débattu », vendredi 25 octobre, du rapport de la chambre régionale des comptes mettant en cause

plusieurs aspects de la gestion du département, mais Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général, a refusé de donner à l'assemblée lecture

du rapport. Il s'est borné à répondre aux observations des magistrats financiers par la lecture d'une argumentation juridique détaillée.

LE RAPPORT de la chambre régionale des comptes sur la gestion du département des Hauts-de-Seine a été rendu public vendredi 25 octobre. Enfin presque. Car Charles Pasqua, président du conseil général, s'est montré très soucieux de ne pas indiquer à l'assemblée la lecture de ce document d'une vingtaine de pages, dont certains passages, pourtant, n'ont rien de spectaculaire (Le Monde des 19 et 26 octobre).

Toute la matinée, Pascal Buchet (PS) avait émaillé ses interventions d'allusions alléchantes à ce rapport. Ce n'est qu'une fois épuisé l'ordre du jour, vers 16 heures, que le document a été « débattu », à défaut d'être lu. Jean-Claude Caron, porte-parole du groupe RPR, a voulu si bien faire pour démontrer que la chambre régionale n'avait pas formulé de « griefs, mais de simples observa-

tions », qu'il s'est attiré les remontrances de M. Pasqua. « Ne rentrez pas dans le détail, je me réserve de le faire », l'a interrompu le président.

Retrouvé par cet avertissement, le groupe UDF a respecté la consigne. M. Buchet, en revanche, a mis à profit son temps de parole pour commenter, longues citations à l'appui, « les petits arrangements et les grandes manœuvres » de la majorité RPR-UDF des Hauts-de-Seine, qu'il a décelés dans le document. « Vous allez lire tout le rapport, monsieur Buchet ? », l'a interrompu Charles Pasqua. « Étant donné que vous ne l'avez pas lu... », a répondu son opposant, dont la voix était souvent couverte par les exclamations de la jeune garde RPR du conseil général.

« L'arrête pas de réclamer de l'argent et tu dis que c'est illégal d'en gagner ! T'es pas près d'avoir des sub-

ventions ! », a lancé à son intention Isabelle Ballez (RPR). M. Pasqua a calmé ses amis jusqu'à l'évocation par M. Buchet, à propos du chauffage des collèges, d'une « Corse correction ». « Il y a des limites à tout. Il ne faut pas confondre la libre expression et l'insulte », s'est alors fâché M. Pasqua, en tentant d'empêcher son contradicteur de poser la question d'un lien entre l'écologie et le financement du RPR.

Les élus de droite se sont indignés. Les communistes ont fait la sourde oreille. En quittant la salle des délibérations, à l'issue des longues explications juridiques lues par M. Pasqua en réponse au rapport, ils ont même poussé un « ouf ! » de soulagement. Leur représentante, Catherine Margat, avait certes été vigoureuse sur le thème de la « privatisation » des

actions du conseil général. Elle s'était bien gardée, cependant, de soulever l'hypothèse d'un quelconque financement politique du RPR au travers des marchés du département : d'abord parce que la société Tecni travaille aussi pour la municipalité communiste de Nanterre ; ensuite parce que si le conseil général des Hauts-de-Seine Pierre Sotura, élu de Colombes, mis en examen, en même temps que Georges Marchais et Robert Hue, en tant que trésorier du Parti communiste, dans l'affaire des bureaux d'études proches du PCF.

M. Buchet, maire de Fontenay-aux-Roses, était bien isolé dans sa volonté de mettre en relief certaines observations de la chambre régionale des comptes.

Pascal Sauvage

La Sécurité sociale pourrait être excédentaire en 1999

DANS LE RAPPORT adressé au Parlement pour le débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui débute le 29 octobre à l'Assemblée nationale, le gouvernement indique que le déficit du régime général (salariés) sera de 12,3 milliards de francs en 1998, mais les pouvoirs publics tablent sur un excédent de 7,9 milliards en 1999. Ce retour progressif à l'équilibre suppose une forte croissance des recettes (4 % en 1998, 4,2 % en 1999) et une maîtrise de la progression des dépenses (2,5 % sur chacune des deux années). Le gouvernement table sur « l'amélioration du marché de travail », une croissance de la masse salariale de 4,3 % et de 2,5 % pour le PIB (en volume). Côté dépenses, l'effort le plus rigoureux serait demandé à la branche maladie, dont les dépenses ne devraient pas progresser de plus de 1,8 % en 1997 et autant en 1998 (3,9 % pour la vieillesse et 2,4 % pour la famille).

Les énarques ne peuvent bénéficier de promotions prioritaires

LE CONSEIL D'ÉTAT a annulé les tableaux d'avancement du corps des conseillers de chambres régionales des comptes pour l'année 1991, vendredi 25 octobre. Ces tableaux avaient été établis par le conseil supérieur des chambres régionales des comptes, instance qui gère la carrière des magistrats, alors présidée par Pierre Arpaillange. Sa délibération est « entachée d'une erreur de droit », car elle a pris en compte « un critère autre que celui tiré du mérite et de la valeur professionnelle des magistrats concernés ». Le conseil supérieur avait promu les anciens élèves de l'ENA, prioritairement aux conseillers non énarques recrutés par la voie de concours exceptionnels en 1983, 1986 et 1990, dans le but d'animer les chambres régionales des comptes, créées ex nihilo en 1982 par les lois de décentralisation.

DÉPÊCHES

■ **OUTRE-MER** : les députés ont adopté, vendredi 25 octobre, le projet de budget des DOM-TOM pour 1997, qui s'élève à 4,8 milliards de francs, soit une progression de 0,1 % par rapport à 1996. Jean-Jacques de Peretti (RPR), ministre délégué aux DOM-TOM, a assuré que ce budget préserve une « vision ambitieuse », « malgré la contrainte de l'effort de redressement de nos finances ». L'opposition socialiste et communiste a voté contre.

■ **PREMIER MINISTRE** : l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 25 octobre, les crédits des services du premier ministre pour 1997, où figurent notamment les crédits de l'action humanitaire d'urgence, du Conseil économique et social et du Commissariat au Plan, ainsi que les fonds spéciaux, le budget des rapatriés et le budget annexé des journaux officiels. Les députés ont réduit de 2 millions de francs supplémentaires les crédits du secrétariat général de la défense nationale, déjà en baisse de 30 % dans le projet de budget.

■ **HÔPITALIERS** : 700 000 agents titulaires de la fonction publique hospitalière ont voté aux élections des commissions administratives paritaires, jeudi 24 octobre. Les résultats seront connus à la mi-novembre. La CFDT occupe actuellement la première place devant la CGT et FO.

■ **SYNDICATS** : la CGT et la CFDT se sont rencontrées, jeudi 24 octobre, à l'occasion de la 25. Selon la CFDT, cette réunion « s'inscrit dans le cadre des rencontres proposées le 18 octobre par Nicole Notat ». L'UNSA a pour sa part annoncé, le 23, qu'elle accueille « favorablement » les demandes de rencontre de la CFDT et de la CGT.

Les éleveurs du Massif central se méfient de la FNSEA

LIMOGES

de notre correspondant

Quelques jours après les manifestations d'éleveurs du Massif central qui ont eu lieu vendredi 25 octobre, la réunion prévue le 30 octobre à Limoges est attendue avec intérêt. Elle doit rassembler, sur une base régionale, les organisations agricoles majoritaires, mais aussi les syndicats minoritaires, les groupements de producteurs, les entreprises. Les élus nationaux et locaux sont invités à cette réunion destinée à prolonger l'opération « Massif central mort » de vendredi.

Les éleveurs du « bassin allaitant » cherchent à s'organiser pour l'avenir. Ils sont tous d'accord : après les quelques cinquante bannages de routes, voies ferrées et pistes d'aéroport, il faut prévoir de nouvelles actions. « On ne peut compter que sur nous-mêmes », entendait-on parmi les manifestants, qui expriment souvent un sentiment de défiance vis-à-vis de la FNSEA et de ses instances dirigeantes. « Ce sont les céréaliers qui y font la loi ; ils sont prêts à nous laisser tranquillement crever », disait un jeune éleveur limousin, sur le barrage qui bloquait, au nord de Limoges, l'échangeur de la Croisière.

Le « bassin allaitant » va du Morvan au Rouergue et vit du « couple » bovin-viande. Les vaches donnent peu de lait pour la consommation humaine ; elles en ont juste assez pour nourrir leurs veaux. Les éleveurs vivent la crise de la « vache folle » comme une injustice. « Nos animaux ne sont pas carnivores, résume un manifestant, or, c'est nous qui dérouillons le plus. Dans les régions laitières, qui consomment les fromages, la viande est un sous-produit. Nous, nous n'avons que la viande pour vivre. Cent mille exploitations sont concernées. » Sur les barrages, un même sentiment revenait : l'unité paysanne. Comme si cette journée spectaculaire était un coup de semonce tiré vers la FNSEA autant que vers les pouvoirs publics.

Georges Chatain

Le Front national en campagne contre le « mondialisme »

LA JOURNÉE du 26 octobre s'annonçait chargée pour le Front national, qui réunissait son conseil national. Figuraient au programme l'« organisation de la riposte à la campagne contre le FN », la « préparation des échéances électorales » et celle du congrès national, prévu du 29 au 31 mars 1997 à Strasbourg.

Les cadres lepenistes devaient donner les dernières consignes pour l'organisation des congrès départementaux chargés d'être des délégués qui siègeront au congrès national auprès des délégués de droit que sont les membres du bureau politique et du comité central, les responsables régionaux, les secrétaires départementaux, les parlementaires et anciens parlementaires, les conseillers régionaux et généraux, les secrétaires régionaux et les secrétaires départementaux FNJ.

Sur la centaine de précongrès prévus d'ici la fin février, certains ont déjà été organisés, ce qui démontre le caractère formel de ces précongrès et de la réunion du conseil national. Contrairement à ce qui est dit dans les consignes internes, aucun débat ne devrait avoir lieu,

lois des congrès départementaux, sur l'actualisation du programme du Front national, celle-ci n'ayant pas encore fait l'objet d'un texte.

Le délégué général, Bruno Mégret, devait profiter de la réunion du conseil national pour annoncer le lancement d'une campagne sur le thème « Non au mondialisme ! FN justice sociale » s'appuyant sur des affiches dont les slogans associent le « mondialisme » avec le chômage, la hausse des impôts, le déficit de la Sécurité sociale et la baisse des salaires. Une affiche montrera des immigrés qui entrent, des emplois qui partent, sous le slogan : « Non au mondialisme ! ».

Parallèlement, Samuel Marchal, qui n'est pas parvenu à imposer au niveau national le thème de « l'exclusion des Français », a décidé de l'utiliser pour une campagne menée avec le Front national de la jeunesse (FNJ), dont il a la responsabilité. Les affiches prévues affirment : « Je suis français. Avec Le Pen, j'ai du travail ».

Christiane Chombeau

Le directeur général de la gendarmerie est réservé sur le futur service national

DEVANT les députés de la commission de la défense, le directeur général de la gendarmerie, Bernard Prévost, a fait part, le 24 octobre, de ses « interrogations » sur la rénovation du service national. Il s'est élevé contre la « logique » d'un volontariat qui ne correspond pas, selon lui, aux besoins ni aux intérêts de la gendarmerie nationale.

En 1996, la gendarmerie utilise les compétences de 12 000 gendarmes auxiliaires, c'est-à-dire des recrues effectuant un service obligatoire dans le cadre du système actuel. En 2002, ces conscrits devraient être remplacés par 16 000 volontaires, candidats après le rendez-vous citoyen de cinq jours au cours duquel on décèlera les aptitudes des jeunes gens.

Le directeur de la gendarmerie a exprimé ses « craintes » que le régime prévu des rémunérations versées à ces volontaires – on parle de 2 000 francs par mois, nourris, logés et blanchis – ne soit pas assez attractif en regard des contraintes de la fonction. Il s'agit d'une indemnité égale pour tous les volontaires, qu'ils le soient dans le cadre d'un service de défense et de sécurité, auquel la gendarmerie participe, ou d'un service dans des administrations ou des associations civiles.

« La gendarmerie nationale, a expliqué M. Prévost, avait initialement souhaité un service d'une durée minimale de deux ans, qui inclurait une formation de trois mois pour permettre aux volontaires

d'obtenir la qualité d'agent de police judiciaire (APJ) adjoint. La rémunération envisagée était évaluée à 4 000 ou 5 000 francs par mois. Faisant allusion au projet de loi sur le service national qui organise un volontariat d'une durée de neuf à vingt-quatre mois fractionnable en plusieurs périodes (Le Monde du 4 octobre) au gré du volontaire, M. Prévost a ajouté : « C'est une autre logique qui semble aujourd'hui avoir été retenue. Il se serait proposé aux volontaires des emplois de courte durée, voire intermittents. Cette hypothèse risque de ne pas correspondre aux contraintes propres de la gendarmerie. La solution alternative envisagée aujourd'hui serait l'emploi d'engagés de courte durée. »

EFFECTIFS D'ENCADREMENT
Le directeur de la gendarmerie s'est, d'autre part, interrogé sur les « contraintes » que le fonctionnement des centres du rendez-vous citoyen risque de faire peser sur l'armée. L'encadrement de ces centres – trois fonctionneront dès 1997, à titre expérimental, et il devrait y en avoir douze au total – en partie fourni par les armées, dont la gendarmerie. Celles-ci contribueraient à hauteur d'un tiers des effectifs d'encadrement, le reste étant des vacataires des administrations civiles.

M. Prévost fait allusion à la menace – qui se fait jour – de voir ces administrations ne pas pouvoir fournir l'encadrement exigé. Si c'était le cas, les armées seraient invitées à prendre de plus amples responsabilités. La gendarmerie devrait notamment détacher un millier de cadres (officiers et sous-officiers) pour le rendez-vous citoyen, au lieu des deux cent quarante prévus à l'origine. Si le ministère de la Défense devait prendre à sa charge la totalité de la réforme du service, le coût du rendez-vous citoyen pour les armées serait de 2,6 milliards de francs. La direction actuelle du service national revient à 1 milliard de francs par an.

Jacques Isnard

le Shuttle

390^F
A/R 5 JOURS JUSQU'AU 17 NOVEMBRE 96

Pour éviter les bouchons de la Toussaint, roulez à gauche...



Pour en profiter appelez Le Shuttle au :
01 47 42 50 00
ou agences de voyages
Offre non disponible au péage.

Calais - Folkestone 24 h / 24 ■ Jusqu'à 4 départs par heure
35 minutes de traversée ■ Prix par voiture passagers compris

L'Angleterre en voiture, c'est facile avec Le Shuttle.

VOTRE CAVE A VIN

PARMIEN EN 4 JOURS SANS FRAIS

- Conservation et vieillissement des vins
- Température réglable
- Humidité contrôlée
- De 75 à 1500 bouteilles
- Pour le particulier et le professionnel

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.03

VICHY Dans un livre qui vient de paraître, une journaliste de *Libération*, Brigitte Vital-Durand, affirme qu'une partie du domaine privé de la Ville de Paris est constitué de biens

confisqués aux juifs pendant l'Occupation. **LE MAIRE DE PARIS**, Jean Tiberi, a estimé, vendredi 25 octobre, que l'on voulait « diaboliser la ville de Paris à des fins commerciales et

politiques ». Il a précisé qu'il avait demandé aux services de la municipalité de faire une étude historique sur l'origine des biens du domaine privé mis en vente. **MARC OLIVIER**

BARUCH, historien, analyse « l'aveuglement bureaucratique » des administrations parisiennes de l'époque : « La préfecture a une priorité de rénovation urbaine, elle doit expro-

prier des personnes, résume-t-il. Or, ces personnes ont dû fuir leur domicile ou sont à Drancy en attente d'être déportées. L'expropriation n'en sera que plus aisée. »

L'histoire du domaine privé de la Ville de Paris suscite une polémique

Dans un livre, Brigitte Vital-Durand affirme qu'une partie des logements est constituée de biens confisqués aux juifs sous l'Occupation. Le maire de Paris, Jean Tiberi, estime que l'on veut « diaboliser » la ville, alors que l'opposition demande un débat et une commission d'enquête

« JE VOUDRAIS que l'on cesse de diaboliser la ville de Paris à des fins commerciales et politiques. » C'est ainsi que Jean Tiberi, maire (RPR) de la capitale, a réagi, vendredi 25 octobre, aux nouvelles révélations sur l'existence, à l'intérieur du domaine privé de la ville, de biens confisqués aux juifs pendant l'Occupation. M. Tiberi devra sans doute s'expliquer à nouveau sur ce sujet lors de la séance du conseil de Paris, lundi 28 octobre. Les élus de l'opposition comptent bien l'interpeller sur cette question, qui touche à l'attitude des autorités parisiennes sous le régime de Vichy.

Ce débat est relancé par la parution du livre *Domaine privé*, de Brigitte Vital-Durand, journaliste à *Libération*, qui apporte des précisions sur un phénomène qui était, pour partie, connu. Il s'agit de la manière dont, sous le couvert de lois anti-juives et sous le prétexte d'une rénovation de certains quartiers déclarés insalubres, les autorités de Vichy, et particulièrement la préfecture de la Seine, se sont appropriées, par saisies et expropriations, des appartements appartenant à des personnes déportées ou qui avaient fui pour se protéger des persécutions.

Cela a notamment été le cas

dans l'« îlot 16 », situé entre les églises Saint-Paul et Saint-Gervais dans le Marais (4^e arrondissement). À la fin de la guerre, des survivants ont pu parfois récupérer leurs biens. Mais les parcelles d'immeubles détruits, les bâtiments expropriés contre une soi-disant indemnisation, les logements de ceux qui ne sont pas revenus des camps de la mort et dont les enfants étaient eux-mêmes morts ou trop jeunes pour engager des démarches, sont restés propriété des autorités parisiennes. Certains de ces biens ont été confiés à des sociétés d'économie mixte, comme la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI) ou la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP). Les autres ont été transférés au domaine privé, dont la Ville de Paris a la gestion directe depuis 1975.

REQUÊTE DE L'OPPOSITION

Pour l'opposition municipale, la parution de ce livre est l'occasion de critiquer une nouvelle fois la gestion du domaine privé par M. Tiberi et par Jacques Chirac, lorsqu'il était maire de la capitale. « Il faut interrompre la vente du domaine privé, dont nous disons depuis vingt ans que certaines propriétés sont le reliquat du patrimoine de ceux qui ne sont pas revenus des

camps de concentration », réclame Henri Malberg. Le président du groupe communiste au conseil de Paris souhaite que cette question soit débattue, en précisant qu'« il faut une discussion tranquille pour une solution honorable ».

Les socialistes réclament, lundi, la demande faite par Bertrand De-

lanoe, sénateur et président du groupe socialiste, dans une lettre adressée, jeudi 24 octobre à M. Tiberi. M. Delanoë réclame « la création d'une commission extra-municipale à laquelle seraient associés des élus de chaque groupe siégeant au conseil municipal, des historiens et

des personnalités représentatives de la communauté juive parisienne. Sa mission serait de déterminer l'origine des lots du domaine privé acquis à cette époque, ainsi que les conditions historiques dans lesquelles ils y sont entrés ».

Rejetant le reproche de faire de la politique politicienne, Bertrand

maire de Paris de suivre l'exemple donné par Jacques Chirac, président de la République qui, en juillet 1995, « a reconnu la responsabilité de l'état français dans les persécutions dont furent victimes les juifs en France sous le régime de Vichy ».

La parution de cet ouvrage relance ainsi une question sur laquelle certains conseillers de Paris s'étaient émus à plusieurs reprises. Ainsi, Georges Sarre, député et président du groupe Mouvement des citoyens (MDC) était intervenu, lors du conseil du 25 septembre, pour demander à la ville « de faire le point sur (...) les appartements achetés pendant la guerre à des administrateurs provisoires de biens juifs et incorporés dans le domaine privé. Certains locaux habités par des familles juives déportées ou ayant fui Paris ont pu ne pas être récupérés par leurs occupants légitimes ou leurs ayants droit à la Libération, et il se dit que certains de ces biens tombés en désuétude seraient aussi incorporés au domaine privé, notamment dans l'« îlot 16 » ».

Déjà, au cours de l'été 1995, à la suite de déclarations de Serge Klarsfeld, avocat et historien, M. Sarre avait interrogé par lettre M. Tiberi. « Il serait immoral que la ville de Paris détienne dans son patrimoine

des biens acquis de cette manière », a assuré M. Tiberi, vendredi 25 octobre. Après avoir affirmé que « la Ville de Paris, compagne de la Libération, n'a certainement pas à rougir de son comportement pendant la guerre », le maire a précisé qu'« il serait immoral que la ville de Paris puisse procéder à la vente d'un immeuble qui aurait été intégré dans son patrimoine de cette manière ». Il a indiqué qu'il avait demandé aux services de la ville que « chaque bien de ce domaine mis en vente soit l'objet d'une étude historique sur son origine ».

LE NON-DIT CONTINUE

De son côté, Jean-François Legaret (RPR), adjoint au maire chargé du domaine et des concessions, a soutenu que, parmi les immeubles mis en vente depuis juin, « il n'y en avait aucun ayant appartenu à des israélites et les nouvelles listes de ventes envisagées n'en comportent pas non plus ». Ce que conteste l'auteur de *Domaine privé*. « En septembre, explique Brigitte Vital-Durand, des délibérations autorisant la vente de biens ont été votées. Pour certains, aucun précision sur l'histoire de leur propriété n'était donnée. Le non-dit continue. »

Françoise Chirac

Sous l'Occupation, un parc édifié pour partie grâce à un « pogrom administratif »

DOMAINE PRIVÉ est, en premier lieu, l'histoire de l'îlot 16, cette partie du quartier du Marais proclamée, dans les années 30, zone de rénovation. Son périmètre, sous l'Occupation, sera quelque peu agrandi. De la rue de Rivoli à la Seine, de l'Hôtel de Ville à Saint-Antoine, englobant les petits quartiers Saint-Paul et Saint-Gervais, c'est, dans l'entre-deux-guerres, la partie populaire du « Pletzi », le vieux quartier juif de Paris.

En 1940, vingt-cinq mille personnes vivent dans ces ruelles. À la Libération, l'îlot ne compte plus que cinq mille habitants. Les rafles, les déportations, les expulsions massives laissent une zone exsangue. Des centaines d'immeubles ont été détruits, des familles ont été expropriées, chassées, des familles ne sont pas revenues des camps.

Le domaine privé de la Ville de Paris compte aujourd'hui cent cinquante immeubles dans le périmètre de l'îlot 16, explique Brigitte Vital-Durand, l'auteur de *Domaine privé*. Un parc pour partie constitué durant l'Occupation par l'expropriation ou la saisie de biens juifs et une spoliation mise en œuvre entre 1941 et 1944. Ainsi, l'adminis-

tration de la préfecture de la Seine a-t-elle mis à profit les lois antijuives de Vichy et la collaboration pour mener une opération d'urbanisme enlisée depuis des années. « Au cœur du domaine privé, et greffé sur le génocide, fut programmé et consommé un pogrom administratif », écrit Brigitte Vital-Durand. La rénovation et l'aryanisation s'appauvrent sans arrêt.

Dès 1938, un certain Darquier de Pellepoix, futur commissaire général aux questions juives de Vichy, cite à la tribune du Conseil de Paris, dont il est l'élu, l'îlot 16 pour mieux dénoncer « la youpisation définitive de la France ». Tout se conjugue : la fuite en avant collaborationniste aide l'administration parisienne à conduire son projet urbain. En 1941, la préfecture estime que le chantier n'avance pas assez vite. Vichy promulgue de nouveaux textes, en septembre 1941, facilitant les déclarations d'insalubrité, accélérant les procédures d'expropriation, organisant une indemnisation dérisoire.

Dans le même temps, « l'aryanisation » permet de mettre sous administration des biens juifs. Ces derniers doivent abandonner leurs postes dans les sociétés d'aménagement et de construction associées à la Ville. La boucle est bouclée en septembre 1942, lorsque Charles Maguy, préfet de la Seine,

interroge le commissariat général aux questions juives sur le logement « des juifs dans les immeubles édifiés au titre du programme municipal ». La réponse tombe : pas de juifs dans les immeubles de la Ville.

Les sociétés de la Ville, dont la SAGI et la RIVP, s'empressent d'exécuter la mesure. « Des instructions ont été immédiatement données et nous avons pris toutes nos dispositions pour qu'aucune dérogation ne soit apportée, même en faveur des juifs expropriés en vue d'opérations d'édification », écrit, le 15 octobre 1942, le directeur de la RIVP. En 1944, quelques semaines avant le débarquement, Guy Périé de Féral, numéro deux de la préfecture, affiche sa satisfaction dans *L'Architecture française* : 403 immeubles ont été saisis, qui abritaient 10 480 personnes, « en majorité israélites ». Le vieux « Pletzi » n'est plus.

PRIX « FORT AVANTAGEUX »

C'est sur ces parcelles que va se poursuivre, après la guerre, la rénovation. Le grand projet de cité administrative de Vichy est abandonné, mais préfecture et Ville continueront des opérations ponctuelles. La Cité internationale des arts, fondation de la Ville, sera ouverte en 1963, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville. L'hôtel de Beauvais, 68, rue François-Miron, est en 1996 en cours de restaura-

tion. Le Conseil d'Etat y installa bientôt une partie de ses services. Propriété de la famille Simon-Lévy, il avait été mis en novembre 1941 sous administration provisoire. Un an plus tard, après plusieurs interventions de Darquier de Pellepoix, l'hôtel est « vendu » à la Ville pour la somme dérisoire de 1 300 000 francs, prix « fort avantageux », selon la préfecture. D'autres biens de la famille tombent dans l'escarcelle de la Ville et sont aujourd'hui dans son domaine privé.

Combien d'immeubles, de logements, ont-ils été ainsi récupérés par la Ville de Paris ? L'auteur de *Domaine privé* n'avance pas de chiffre global. Son enquête est, pour partie, inaboutie. Opacité des archives, manque de temps, Brigitte Vital-Durand reconnaît n'avoir pas exploré toutes les zones d'ombre de cette histoire. Les lacunes sont là, comme les imprécisions sur la façon dont certaines familles n'ont pas pu récupérer leurs biens ou en renégocier l'indemnisation dans l'après-guerre. Au moins, cet ouvrage permet-il de lever un tabou sur le domaine privé et sur ses secrets enfouis depuis des décennies à l'Hôtel de Ville.

François Bonnet

* *Domaine privé*, de Brigitte Vital-Durand, éditions First, 274 pages, 119 francs.

Marc Olivier Baruch, historien

« On peut parler d'aveuglement bureaucratique des administrations parisiennes »

HISTORIEN, Marc Olivier Baruch, trente-neuf ans, a soutenu, en mars 1996 à l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Jean-Pierre Azéma, sa thèse intitulée : *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*. Il s'apprête à publier aux éditions La Découverte un ouvrage, *Le Régime de Vichy*.

« Le livre de Brigitte Vital-Durand apporte-t-il, selon vous, un éclairage nouveau sur l'administration parisiennne de 1940 à 1944, jusque-là surtout connue à travers les rafles menées par sa police ?

— Le point le plus noir de l'histoire de l'administration sous Vichy demeure la participation des forces de police parisiennes aux rafles de juifs, notamment celle du Vel'd'hiv'. Il est vrai que l'on s'est moins intéressé à des questions plus administratives, qui concernent des entités telles que la préfecture de Paris, alors que l'honneur peut s'y croiser au détour d'une procédure. Ce livre est intéressant sur ce point, même s'il est écrit à l'emporte-pièce, avec des

approximations et des erreurs, et s'il malmène souvent la rigueur historique. Il permet de mettre en lumière un comportement administratif sous l'Occupation.

— Par quel cheminement est-on arrivé à ces comportements ?

— Ils sont dans la logique de la collaboration d'Etat voulue par Vichy. A partir du moment où un armistice est signé, l'administration du vaincu doit collaborer avec l'occupant. Simplement, à partir de cette obligation juridique minimale, Vichy avait besoin pour mener sa politique de « révolution nationale » d'aller plus loin dans les bonnes relations avec l'occupant. Amorcée avec l'entrevue de Montoire du 24 octobre 1940, allait ainsi se développer la politique de collaboration d'Etat. Lorsque la déportation des juifs deviendra la priorité allemande, à partir du début 1942, cela conduira aux rafles en zone occupée puis en zone sud. Cette politique évitait aux Allemands de mobiliser des forces importantes pour le maintien de l'ordre et les rafles. La police française s'en chargeait.

— Les faits relatés dans *Domaine privé* procèdent-ils de la même logique ?

— Il ne s'agit pas vraiment dans ce cas de collaboration. A l'inverse de ce qui s'est passé pour le Vieux-Port de Marseille, au début de l'année 1943, ce ne sont pas les Allemands qui ont demandé que l'on mène ces opérations à Paris. Cela s'est fait dans le cadre d'une politique menée par Vichy.

— Quand le régime parlait de « reconstruction nationale », ce n'était pas qu'une métaphore. Il y avait cette idée que la France souffrait de retards aggravés par les destructions de la guerre. On crée d'ailleurs, en février 1941, une délégation générale à l'équipement national. Vichy a aussi profité de l'effacement du Parlement. Il suffisait que le conseil des ministres discute d'un texte et que Pétain le signe pour que ce texte prenne force de loi. On constate une sorte de frénésie réglementaire et législative sous Vichy, notamment jusqu'au printemps 1942.

— Peut-on dire que la préfecture de Paris s'appuie sur la collaboration pour mener à bien la

reconstruction ?

— Dans les opérations d'urbanisme menées par la préfecture de Paris, il y a eu une conjonction, pour tirer profit des circonstances, aussi tragiques soient-elles. Le fait que les juifs étaient pourchassés et déportés n'était vu que sous son angle favorable à la poursuite des opérations d'urbanisme. On peut parler d'aveuglement bureaucratique des administrations parisiennes. La préfecture a une priorité de rénovation urbaine. Elle doit exproprier des personnes. Or ces personnes ont dû fuir leur domicile ou sont à Drancy en attente d'être déportées. L'expropriation n'en sera que plus aisée.

— Le livre montre que, à l'automne 1942, le préfet de Paris demande au commissariat général aux questions juives, antisémite par vocation, s'il faut relouer les familles juives expropriées. N'est-ce pas un aveuglement : poser ce genre de question à un tel organisme revient à savoir d'avance que l'on recevra une réponse négative.

— La conduite d'un projet technique l'emporte sur tout le reste.

Une sorte de partage des tâches implicite permet de s'abstraire du contexte dramatique. On retrouve cette absence de scrupule, par exemple, dans la manière dont les juifs ont été exclus de la fonction publique. L'administration républicaine a traité ce dossier comme un autre. C'était assez compliqué à mettre en place, mais elle a mis un point d'honneur à le traiter de la manière la plus froide qui soit.

— Parfois, ce zèle peut avoir des conséquences inverses. En juillet 1940, une loi a autorisé la dénaturalisation de toutes les personnes naturalisées depuis 1927. Fin 1941, le ministère de l'Intérieur s'inquiétait parce que les administrations parisiennes appliquaient ce texte avec une grande lenteur. Dans ce cas-là, la conception très pointilleuse du travail administratif bénéficiait de fait aux personnes concernées.

— Existe-t-il une spécificité parisienne qui puisse expliquer ces agissements ?

— Peut-être l'administration y était-elle plus solide, plus structurée, plus lourde aussi. Ce poids hiérarchique accentuerait ce fon-

ctionnement bureaucratique. Sur-tout, à Paris, la principale particularité réside dans la séparation des affaires de police et des questions administratives entre deux préfets distincts. Mais la vraie responsabilité reste de toute évidence celle de Vichy.

— Comment expliquer que l'on découvre encore aujourd'hui des faits importants sur l'histoire de Vichy ?

— Je pense simplement que la matière à explorer est encore immense. Même à l'occasion d'affaires essentiellement administratives, dont les archives sont d'un accès assez simple, on découvre, comme c'est le cas ici, l'influence de la politique vichyssoise. Les archives de la préfecture de police, en revanche, sont beaucoup plus difficiles à consulter. Elles sont entourées d'une tradition de fermeture, qui semble toutefois s'assouplir. Mais il y a encore beaucoup de choses à apprendre sur l'administration nationale et locale pendant cette période.

Propos recueillis par Jérôme Fenoglio

Ultime étape du marathon judiciaire de Jean Bousquet

Pour son troisième procès, l'ancien maire de Nîmes comparait pour de fausses factures concernant la médiathèque de la ville

NÎMES

De dos, leurs silhouettes se confondent. Même costume gris, même carrure, même chevelure

blanche: Jean Bousquet, ancien maire de Nîmes, et Augustin Carrel, ancien entrepreneur de travaux publics, sont à la barre du tribunal correctionnel de Nîmes.

Pour Jean Bousquet, député (UDF) radical, l'audience du vendredi 25 octobre marque la fin d'un marathon judiciaire de plusieurs jours. Au cours de ses deux précédents procès - le gardiennage de sa propriété payé par la ville et les deux employés de maison rétribués par la société Cacharel - le parquet a requis à son encontre des peines de prison ferme (Le Monde des 24 et 26 octobre).

Pour ce troisième procès, Jean Bousquet est prévenu pour complicité d'abus de bien social. Le scandale est né en 1994, des déclarations d'un ancien entrepreneur de travaux publics, Augustin Carrel. Issu, comme Jean Bousquet, du quartier populaire de la Placette, à Nîmes, Augustin Carrel est un « repenti ». En septembre 1993, « l'itinéraire », comme on l'appelle au pied des arènes, ne supporte pas d'être écarté par la mairie de la gestion d'un parking nîmois. Sa société est en liquidation, il est poursuivi pour faillite frauduleuse et il vient de perdre l'un de ses fils dans un accident de la route.

Saisissant la justice et la presse, Augustin Carrel affirme avoir émis en 1988 des fausses factures pour le chantier de la médiathèque du Carrel d'art. Ces fausses factures s'élèvent à une somme de 900 000 francs versée, à la demande du maire, au club de football nîmois dans le cadre d'un partenariat publicitaire fictif.

A l'audience, l'interrogatoire mené par le président, Jean-Dominique Panzani, confirme en grande partie ses aveux. Le club Nîmes-Olympique possède deux chèques signés par Augustin Carrel, mais il

est incapable de prouver la moindre contrepartie: aucun panneau publicitaire au nom de l'entreprise Carrel n'a jamais été retrouvé. « C'est du sponsoring, c'est de l'immatériel », plaide le trésorier du club. On aide les entreprises à faire du relationnel. Augustin Carrel éclate de rire: « Cela fait cinquante ans que je fais du relationnel sur le Gard. Je n'ai pas besoin du foot. Non, monsieur le président, les factures étaient bidon, c'est clair comme de l'eau de roche. » Quant aux travaux effectués dans les fondations du Carrel d'art, ils sont tout aussi troubles: selon deux expertises, ces travaux payés à l'entreprise Carrel 950 000 francs avaient déjà été effectués au titre du marché forcé.

« GROSSE MAGOUILLE »

Jean Bousquet ne s'explique pas comment ses services administratifs ont pu payer deux fois les mêmes travaux. La seule intervention qu'il reconnaît dans ce dossier est une lettre adressée à l'architecte Norman Foster dans laquelle il réclame le paiement d'Augustin Carrel. Pour ce geste, l'ancien maire de Nîmes sait qu'il n'a aucune inculpation judiciaire à avoir: cette partie du dossier est couverte par la prescription.

Déclarant en préambule de son réquisitoire « ne pas vouloir la peine de Jean Bousquet », le substitut du procureur de la République, Brigitte Sibut, évoque une « grosse magouille ». « Vous n'avez à juger que son écurie », affirme-t-elle en s'adressant au tribunal, même si ce procès aura eu le mérite de porter sur la place publique des faits extrêmement rares. Elle requiert une peine de 300 000 francs d'amende contre Augustin Carrel et de 800 000 francs contre Jean Bousquet. L'avocat de l'ancien maire de Nîmes plaide la relaxe, estimant que l'abus de bien social n'est pas constitué au regard d'une récente jurisprudence de la Cour de cassation.

Le jugement, dans cette affaire commise dans les deux précédentes, sera rendu le 6 décembre.

Richard Benguigui

Lourdes peines contre les auteurs du « casse du siècle » à Toulon

DRAGUIGNAN

La cour d'assises du Var a infligé, vendredi 25 octobre, de lourdes peines aux auteurs et aux complices de l'attaque de la Banque de France de Toulon commise le 16 décembre 1992.

Outre la taille du butin - 146 millions de francs -, qui semble être le plus important jamais dérobé en France et dont la majeure partie - 140 millions de francs - n'a pas été retrouvée, l'affaire présentait une caractéristique particulière. Il s'agissait de l'un des rares hold-up commis par une équipe composée à la fois de malfaiteurs et de personnes ayant vécu jusqu'alors dans la plus parfaite honnêteté. Cet élément paraît avoir joué un rôle décisif dans l'élévation de l'échelle des peines: l'expérience semble montrer que les jurys réagissent avec sévérité face à des accusés auxquels ils peuvent s'identifier.

Hélène Renaux, secrétaire comptable à la Banque de France, a été condamnée à quatorze ans de réclusion criminelle pour avoir donné des renseignements à des relations de son compagnon, Jean-Claude Lopiccio, qui a été condamné à la même peine.

SANCTIONS EXEMPLAIRES

Par amour pour cet ancien ouvrier des Chantiers navals de La Ciotat devenu gérant de vidéo-club, Hélène Renaux avait trahi son employeur. Le couple n'avait pas le moindre passé judiciaire, et Jean-Claude Lopiccio semble surtout avoir joué le rôle de courroie de transmission entre sa compagne et l'un de ses amis,

malfaiteur notoire. La cour d'assises a prononcé une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle à l'encontre de Marc Armando, considéré comme le chef de l'équipe, même si les débats ont fait apparaître qu'un personnage pouvait mieux correspondre au profil du « cerveau » faisait partie de la dizaine de personnes qui n'ont pas pu être arrêtées. Dominique Bernardini, qui niait formellement avoir participé à l'agression, a été condamné à la même peine.

Enfin, six autres accusés se sont vu infliger des peines allant d'un an de prison avec sursis à douze ans de réclusion criminelle. Un seul, Jean Chiari, a été acquitté, bien que l'avocat général ait requis seize à dix-huit ans de réclusion criminelle contre lui.

Pendant plus de deux jours, la défense a mené un combat parfois furieux pour tenter d'effacer l'impression laissée par un réquisitoire sévère au terme duquel l'avocat général avait demandé des peines de vingt ans de réclusion criminelle, habituellement réservées aux auteurs de crimes de sang. L'accusation souhaitait obtenir des peines exemplaires afin de décourager toute action future envers les comptoirs de la Banque de France. C'est l'option qui a été retenue par le jury, même si la défense a longuement répété que ce n'était pas le rôle de la cour d'assises, qui doit, en théorie, juger chacun selon sa personnalité en application du principe de l'individualisation de la peine.

Maurice Peyrot

François Bayrou revalorise la fonction de directeur d'école primaire

Le ministre a honoré certaines revendications des directeurs, en grève administrative depuis un an

Les directeurs et directrices d'école primaire, en grève administrative depuis septembre 1995, ont partiellement obtenu gain de cause. Le mi-

nistre de l'éducation nationale, François Bayrou, a en effet annoncé, jeudi 24 octobre, cinq mesures, destinées à alléger leur charge de travail

et à revaloriser leur fonction. Le Syndicat des enseignants a décidé de suspendre la grève, tandis que le Snuipp consulte sa base.

AUSSE DISCRÈTE que persistait, la grève administrative des directrices et directeurs d'école primaire est-elle sur le point de prendre fin? Engagée en septembre 1995 pour contraindre le ministre à améliorer la situation de personnels qui doivent faire face à des activités toujours plus nombreuses tout en continuant à assurer la classe, cette grève a été assez largement suivie. Elle a surtout gêné l'administration, qui a pu renouer des difficultés dans la préparation de la carte scolaire, par exemple, en raison du refus de faire remonter les statistiques, les résultats des enquêtes, les comptes rendus. En revanche, ce mouvement est passé inaperçu auprès du grand public car les tâches liées à la vie quotidienne des enfants ont été normalement assurées.

Dans le « relevé de décisions » envoyé, jeudi 24 octobre, aux syndicats, le ministre de l'éducation nationale répond à des revendications précises mais aussi à un malaise dont les symptômes sont avérés: l'an dernier, 3 000 postes de directeurs sont restés vacants faute de

candidats. François Bayrou, qui reconnaît que la fonction de direction « est devenue plus lourde et plus contraignante » et qu'elle « doit être davantage reconnue que par le passé », annonce cinq mesures: tous les directeurs d'école à six classes bénéficieront d'une décharge d'un jour par semaine au plus tard à la rentrée 1997; la formation passe de quatre à cinq semaines; huit points de bonification indiciaire sont attribués; l'indemnité de sujétions spéciales est portée de 3 378 à 5 202 francs par an pour les directeurs d'école à dix classes et plus; enfin, des guides de « sécurité et de responsabilité » seront diffusés pour aider les directeurs à mieux assumer leurs nouvelles fonctions. Il s'agit d'« une première étape », conclut M. Bayrou.

A l'heure actuelle, dans les 55 500 écoles, 61 % des directeurs ne bénéficient d'aucune décharge; 30 % ont une décharge d'une journée par semaine et 9 % sont déchargés deux jours par semaine ou totalement (à partir de 14 classes). La libération d'une journée hebdomadaire pour les tâches administratives était déjà

prévue depuis 1992 pour les directeurs d'école à six classes, mais cette mesure ne devait prendre complètement effet qu'à la rentrée 1998.

A l'annonce de ces mesures, le Syndicat des enseignants (FEN), très actif dans le mouvement, a décidé de suspendre la grève. Son secrétaire général, Hervé Baro, estime que les « évolutions positives survenues ces derniers jours » le justifient, « surtout dans le contexte budgétaire actuel », ajoute-t-il en privé, tout en appelant « à la plus grande vigilance pour intervenir et agir à nouveau si la seconde phase de négociations n'aboutissait pas d'ici la fin de l'actuelle année scolaire ». M. Bayrou s'est en effet engagé à étendre les décharges de service et à examiner la situation indemnitaire des directeurs d'école à moins de dix classes.

« À MOYENS CONSTANTS »

En revanche, le Snuipp (FSU) considère qu'il lui faut « consulter la profession » avant de « se prononcer sur l'action », comme le SE en mars et septembre. « Ces mesures sont proposées à moyens constants et les

décharges de classe annoncées pénalisent l'aide et le soutien, l'ouverture de classes et les remplacements », affirme François Bardot. « Rien n'est acté dans le budget 97 », renchérit Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT. Tout en assurant qu'il « prend des contacts » avec les autres syndicats pour étudier « les réactions communes », le Snuipp annonce « d'ores et déjà une journée nationale direction d'école et fonctionnement le 20 novembre ». C'est précisément cette journée que le SE a choisie pour exprimer « les attentes de la profession ».

A l'approche des élections professionnelles de décembre, ces escarmouches ne sont que la partie visible de la bataille que se livrent le SE et le Snuipp. Le dossier de la direction d'école sert de test aux deux syndicats rivaux, qui étaient réunis dans la FEN avant la scission de 1992. Et François Bayrou n'est certainement pas le dernier à tirer avantage de cet affrontement syndical.

Béatrice Gurrey

SICAV ET FCP SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BIEN LES CONNAÎTRE POUR MIEUX ORIENTER VOS CHOIX.

Situation au 30.09.96

				ORIENTATION	VALEUR LIQUIDATIVE (en FRF)	PERFORMANCES EN % (calculé sur 1 an)	sur 5 ans
EN INVESTISSANT SUR LES MARCHÉS DE TAUX							
CAPITALISME	SCAV	D/C	Instrument monétaire		402,97 (1)	+ 3,36	NS
ACTIVITÉ	SCAV	D/C	Instrument monétaire		37 266,34 (1)	+ 3,92	NS
RENTABILITÉ	SCAV	D/C	Instrument monétaire		54 355,98 (1)	+ 4,36	NS
SICAV CASH DOLLAR (2)	SCAV	C	Instrument monétaire libellé en dollar		13 236,18	+ 5,06	NS
EN INVESTISSANT SUR LES MARCHÉS D'ACTIONS							
Par zones géographiques ou par pays							
EUROPE	SCAV	D	Europe		1 067,27	+ 9,42	+
EUROPE 1	SCAV	D	Europe		1 054,58	+ 9,22	+
EUROPE 2	SCAV	D	Europe		1 042,58	+ 9,25	+
Par secteurs d'activité							
INDUSTRIE	FCP	D	Industrie		1 630,39	+ 11,24	+ 52,65
INDUSTRIE 1	SCAV	D	Industrie		315,45	+ 8,63	+ 45,63
Par secteurs d'activité							
CONVERSION	SCAV	D/C	Conversion		8 999,95 (1)	+ 9,89	+ 43,84
CONVERSION 1	SCAV	D/C	Conversion		6 543,43	+ 12,27	+ 49,25
CONVERSION 2	SCAV	D	Conversion		574,20	+ 17,86	+ 33,76
CONVERSION 3	SCAV	C	Conversion		1 776,16	+ 11,72	+ 36,70
CONVERSION 4	FCP	D	Conversion		145,66	+ 25,01	+
EN INVESTISSANT SUR LES MARCHÉS D'ACTIONS							
Par zones géographiques ou par pays							
EUROPE	SCAV	D/C	Europe		5 531,23 (1)	+ 7,25	NS
EUROPE 1	SCAV	D/C	Europe		5 861,00 (1)	+ 15,61	+ 58,50
EUROPE 2	SCAV	D/C	Europe		12 981,44 (1)	+ 13,21	+
EUROPE 3	FCP	D	Europe		1 415,29	+ 12,50	+ 46,76
Par secteurs d'activité							
CONVERSION	SCAV	D	Conversion		124,68 (1)	+ 27,37	+
CONVERSION 1	SCAV	D	Conversion		1 277,04	+ 16,73	+ 36,43
CONVERSION 2	SCAV	C	Conversion		1 995,24	+ 22,32	+ 60,22
CONVERSION 3	SCAV	C	Conversion		1 057,07	+ 14,24	+ 33,48
CONVERSION 4	SCAV	C	Conversion		1 220,35	+ 10,55	+
CONVERSION 5	SCAV	D/C	Conversion		1 471,98 (1)	+ 20,12	+ 44,81
CONVERSION 6	SCAV	D/C	Conversion		1 637,17 (1)	+ 20,78	+ 55,67
Par secteurs d'activité							
CONVERSION	SCAV	D	Conversion		84,88	+ 11,31	+ 22,32
CONVERSION 1	SCAV	C	Conversion		1 509,80	+ 23,28	+ 143,12
CONVERSION 2	FCP	C	Conversion		3 384,53	+ 25,00	+ 185,24
CONVERSION 3	FCP	C	Conversion		1 462,96	+ 21,45	+ 174,21
CONVERSION 4	FCP	C	Conversion		1 895,42	+ 26,14	+ 20,12
CONVERSION 5	FCP	C	Conversion		2 670,89	+ 19,62	+ 83,60

C: Capitalisation D: Distribution * OPCVM créé depuis moins de 5 ans NS: Période non significative par rapport à l'objectif de gestion (1) Actions de capitalisation (2) Valeur liquidative et performances exprimées en US dollar (3) FCP à valorisation hebdomadaire: valeur liquidative et performances calculées au 23/09/1996

Pour mieux connaître nos SICAV et FCP:

Consultez notre site internet: www.sicav.fcp.societe-generale.fr ou appelez le 01 39 36 61 12 23 (France) et 01 39 36 61 12 23 (Europe).

Pour déterminer l'orientation de votre portefeuille, n'hésitez pas à contacter nos conseillers.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

HORIZONS

ENQUÊTE

Dans une Allemagne réunifiée et démocratique, construite sur les cendres de deux Etats totalitaires, l'un nazi, l'autre communiste, la quête de la vérité et de la justice s'oppose parfois à la nécessité de la réconciliation

PENDANT quelques minutes, la place de la Concorde est quasiment déserte. Toutes sirènes hurlantes, Roman Herzog se dirige vers l'Assemblée nationale. Parqués derrière un cordon de sécurité, les automobilistes attendent patiemment que le cortège présidentiel passe. Dans l'indifférence générale. Ce jeudi 17 octobre, les Parisiens sont plus préoccupés par les conséquences de la grève de la fonction publique que par la visite d'un président fédéral allemand dont ils ignorent pour la plupart l'identité. Roman Herzog est pourtant le premier président de l'Allemagne réunifiée à se rendre en France en voyage officiel, la dernière visite d'un chef d'Etat de l'Allemagne fédérale ayant eu lieu en 1984, avec son prédécesseur, Richard von Weizsäcker.

Au-delà du protocole, c'est l'Allemagne dans toute sa complexité que le président a voulu présenter à

Le double devoir de mémoire des Allemands

la France. En se faisant accompagner de huit anciens opposants au régime communiste de la RDA et en se rendant au consistorio central israélite de France, Roman Herzog a placé sa visite sous le signe de la mémoire. Mémoire du passé lointain et du passé proche, celui de l'Allemagne du III^e Reich et celui de l'ex-RDA.

Pratiquement inconnu des Français, Roman Herzog jouit d'une assez grande popularité auprès des Allemands depuis ce 23 mai 1994 où il a été élu président par l'Assemblée fédérale. Au contraire de ses prédécesseurs, il appartient, à soixante-deux ans, à la génération d'après-guerre qui a « profité de la grâce de la naissance tardive », selon l'expression allemande. La carrière intellectuelle et politique de ce Bavarois en ont fait une figure respectée de ses concitoyens. Professeur de droit public, « découvert » par Helmut Kohl, il a participé au gouvernement chrétien-démocrate du Land du Bade-Wurtemberg de 1978 à 1983, où il s'est fait connaître en tant que ministre de l'Intérieur pour sa grande fermeté contre les manifestants pacifistes. Partisan d'un Etat respecté, contrebalancé par le pouvoir des juges, il devient président du puissant Tribunal constitutionnel de Karlsruhe en 1987, et acquiert une autorité morale désormais incontestée.

Aujourd'hui détenteur d'un pouvoir plus honorifique que politique — le président fédéral n'a pas plus de prérogatives qu'un président français de la IV^e République —, Roman Herzog conçoit sa fonction comme « une agence d'intégration de l'Etat ». Disciple de Montesquieu, auquel il a rendu hommage en se rendant sur son lieu de naissance, le château de la Brède, à proximité de Bordeaux, il se veut le garant des libertés constitutionnelles, mais aussi

l'apôtre d'une Allemagne réunifiée et démocratique, construite sur les cendres de deux Etats totalitaires, l'un nazi, l'autre communiste.

En se rendant au consistorio central israélite de France, le président a voulu encore une fois rappeler « la relation horribile et ouverte que l'Allemagne entretient avec son passé, notamment avec la face sombre de celui-ci ». Pour Jean Kahn, président du consistorio, la visite du chef de l'Etat allemand a été ressentie comme un « signe fort » envers la communauté juive, qui considère Roman Herzog comme un « témoin exemplaire de la Teshouva », la « repentance ». Tout en affirmant que les Juifs n'oublieront jamais que « les Allemands, peuple de Goethe, Schiller et Beethoven, se sont dotés de dirigeants aussi infâmes », Jean Kahn a tenu à rendre hommage au nouveau président : « Je me souviens de ce jour glacé où vous étiez à mes côtés à Auschwitz-Birkenau. C'était lors du cinquantième de la libération du camp, le 27 janvier 1995. Depuis, cette date a été instaurée journée nationale du souvenir de la Shoah en Allemagne, sur l'insistance de Roman Herzog.

Pour celui-ci cependant, l'Allemagne doit encore et toujours approfondir le souvenir du génocide, notamment par le biais de l'éducation. Au-delà de la commémoration officielle du 27 janvier, il souhaite que les Allemands « adoptent un nouveau langage. Sans minimiser l'aboutissement pervers du régime, il faut créer une sensibilité aux débuts du III^e Reich, pour se demander comment on a pu en arriver à Auschwitz », affirme le président. Pour que cela ne reste pas un simple fait historique, mais devienne aussi une leçon pour les jeunes générations.

Dans le même sens, Roman Herzog plaide pour que la mémoire soit plus présente dans la vie des Alle-

mands. La construction d'un monument commémoratif de la Shoah à Berlin est actuellement gelée, le projet architectural ayant été refusé, ce qui a relancé la polémique sur la possibilité d'un « esthétisme » l'hologramme. Le président préfère toutefois une approche plus pragmatique, moins grandiose et plus quotidienne. Il suggère d'apposer quelque 50 000 plaques commémoratives disséminées dans toute l'Allemagne comme autant de rappels incessants de la persécution des Juifs par les nazis.

La bonne volonté du peuple allemand représenté par son président ne lève cependant pas toutes les hy-

Roman Herzog : « Faire justice implique un travail de deuil et de mémoire sur les injustices passées (...) très difficile dans un Etat de droit. Tous les méfaits d'un régime totalitaire ne sont pas punissables au regard du droit pénal d'une démocratie »

pothèques pour ses interlocuteurs Juifs. Visiblement ému quand il s'adresse au président. Henri Bulawko, rescapé d'Auschwitz, constate qu'« il y a encore beaucoup de lacunes pour que le peuple juif ait des rapports sereins avec les Allemands ». Gravement, le président renvoie l'argumentation : « J'aimerais avoir des rapports sereins avec vous, mais nous, Allemands, ne pouvons l'exiger en premier. C'est à vous, peuple juif, de nous y inviter. » Auparavant, Henri Bulawko avait rappelé que certains criminels nazis n'avaient pas été poursuivis et souligné que « quand un peuple ne peut assumer son passé, celui-ci revient

comme un boomerang ». Quarante-cinq ans après l'effondrement du régime nazi, l'Allemagne réunifiée a été confrontée à un autre totalitarisme, celui de la RDA. Au moment où le temps jouait en faveur d'une prise de conscience des crimes nazis, le pays s'est retrouvé devant un nouveau défi : guérir les plaies des victimes du régime communiste. A la différence près qu'après la réunification, ce n'était plus la communauté internationale qui réclamait des comptes aux Allemands, mais bien des Allemands qui demandaient justice à d'autres Allemands. Ce travail de clarification a été en grande partie accompli, avec parfois

des droits de l'homme de l'ex-RDA, la proclamation de la démocratie dans les nouveaux Länder n'a pas toujours assouvi la soif de justice des victimes du régime communiste.

« On voulait la justice, on a eu l'Etat de droit », rappelle, comme un leitmotiv, Bärbel Bohley, l'ancienne artiste peintre, emprisonnée en 1983 pour avoir protesté contre une nouvelle loi militaire prévoyant la mobilisation des femmes, avait fondé le groupe d'opposition Neues Forum en septembre 1989. Pour Bärbel Bohley, les Allemands de l'Est ont vécu « une pression plus subtile et occulte » que sous le III^e Reich, car « le mensonge empoisonnait la vie publique. Les responsables et les criminels portaient le même habit que nous, lisaient la même poésie comme nous, allaient au théâtre. Nous connaissions à la fois les victimes et les coupables. Or les coupables continuent de vivre ».

CETTE quête de la vérité et de la justice absolue s'oppose à la nécessité de réconciliation. Friedrich Schöndemmer, pasteur de l'Eglise évangélique et cofondateur, en août 1989, du mouvement Renouveau démocratique, estime qu'« il faut renoncer à savourer la victoire sur l'adversaire de jadis. Celui qui est déjà à terre ne mérite pas d'être frappé mais a, au contraire, besoin de soutien pour reconquérir sa dignité ». Ses positions ne font pas l'unanimité en Allemagne, surtout parmi les anciens dissidents. Pour beaucoup, le pardon préconisé par le pasteur s'apparente à une opération de « blanchiment » des anciens coupables. Friedrich Schöndemmer s'en défend : « Certes, le risque est réel que les gens « sans scrupules » abusent de notre magnanimité. Mais ce risque est justifié au regard des anciens zélotes du

socialisme abusés par le régime. »

La controverse sur l'attitude à adopter vis-à-vis des anciens responsables a été relancée depuis l'ouverture en 1992 des archives de la Stasi. Aujourd'hui, chaque citoyen de l'ex-RDA peut avoir librement accès à son dossier, consciencieusement gardé dans les bâtiments de l'ex-police politique à Berlin. Pour le directeur des archives, le pasteur Joachim Gauck, ancien opposant au régime communiste, c'est un véritable progrès car « même pour ceux qui n'obtiendront jamais justice, le fait d'accéder à la vérité est déjà un élément de consolation ». Des procès ont également eu lieu qui ont abouti à la condamnation d'anciens ministres ou hauts dignitaires à des peines maximales de sept ans d'emprisonnement. Les soldats est-allemands ayant obéi aux ordres de tirer sur des « fuyifs de la République » qui tentaient de passer à l'Ouest ont aussi été jugés. Le président allemand souligne cependant les limites de ce processus dans un système démocratique. « Faire justice implique un travail de deuil et de mémoire sur les injustices passées, estime-t-il. Mais ce travail est très difficile dans un Etat de droit. Tous les méfaits d'un régime totalitaire ne sont pas punissables au regard du droit pénal d'une démocratie. » Roman Herzog appuie son analyse sur la découverte, dans les archives de la Stasi, de lambeaux de vêtements ayant appartenu à des citoyens de la RDA et soigneusement mis en bocaux. Etiquetés, ils étaient gardés pour d'éventuelles poursuites envers leurs propriétaires, l'odeur des fibres permettant de les retrouver à l'aide de chiens. « Devant tant d'horreur, l'Etat de droit est désarmé. Comment poursuivre cette réalité ? Aucun juriste démocrate n'avait prévu une telle perversité. »

LES anciens opposants dénoncent cette forme d'impunité. Selon eux, les « petites mains » de l'ancienne bureaucratie passent largement au travers des filets de la justice. Konrad Weiss, animateur de l'ancien groupe d'opposition Démocratie maintenant, milite pour la réhabilitation sociale et professionnelle de chacun. C'est « la tâche actuelle la plus ardue », estime-t-il. « Ceux qui avaient le plus d'abus dans l'ancien système les ont gardés. Le nouveau système exige une certaine adaptabilité, ce qui a favorisé les anciens du parti. »

Ce cinéaste reste marqué par son expérience de jeunesse, quand il a tenté d'embrasser les restes d'une chambre à gaz à Auschwitz dans les années 60. « Au-delà du sentiment de culpabilité, cela a été le déclencheur d'une responsabilité politique », Konrad Weiss reste convaincu que l'Allemagne réunifiée n'a pas tout entrepris pour gommer les injustices héritées du passé. Ainsi des montants des retraites des ex-Allemands de l'Est qui, calculés sur les anciennes fonctions, reproduiraient au quotidien les inégalités d'autrefois. « Le problème c'est que l'esprit des lois démocratiques, censées rétablir la justice, n'a pas toujours de conséquences pratiques », affirme-t-il.

Les anciens défenseurs des droits de l'homme ne minimisent pas « l'avancée considérable » que représente la réunification. Certains avaient un temps rêvé d'« une troisième voie » entre socialisme et capitalisme, mais ils s'accordent à dire que la situation d'aujourd'hui représente finalement « le moindre mal » pour les citoyens de l'ex-RDA.

S'ils sont un peu déçus par l'écart existant entre leurs aspirations démocratiques et la réalité de l'Etat de droit, ils s'estiment cependant les « mieux lotis » de tous les ressortissants des anciens pays satellites de l'URSS. Ceux qui s'étaient lancés dans la vie politique de l'Allemagne réunifiée ont tous abandonné ou perdu leur mandat. Roman Herzog semble le regretter. Ne les a-t-il pas présentés à Paris comme « ce que l'Allemagne a produit de mieux depuis longtemps » ?

Ellen Kaufmann
et Cécile Prieur
Dessin : Pierre Lohrer

★ Ellen Kaufmann et Cécile Prieur faisaient partie du groupe franco-allemand de six jeunes journalistes qui ont suivi la visite d'Etat en France de Roman Herzog, à l'initiative de l'Office franco-allemand de la jeunesse. Leurs articles sont publiés dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Le Monde*.



مكتبة الأمل

Automne 1956, vers l'Europe nucléaire

Echaudée par la crise de Suez, la France envisagea très sérieusement, il y a quarante ans, de se doter avec l'Allemagne et l'Italie d'une « arme nouvelle ». Le retour de Charles de Gaulle au pouvoir mit fin à une coopération dont « Le Monde » révèle les dessous

C'EST un des épisodes les plus secrets de l'histoire de la IV^e République. A la fin des années 50, la France franchit un pas décisif vers la fabrication de l'arme nucléaire, mais elle ne le fit pas seule. Elle a associé à ses efforts la République fédérale allemande et l'Italie. Les trois pays envisagèrent sérieusement de financer en commun l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. Le retour du général de Gaulle au pouvoir mit fin à ce « triangle d'armement » sur lequel les protagonistes sont restés toujours très discrets. Le Monde verse quelques nouvelles pièces au dossier.

Tout n'a pas commencé en 1956, mais à l'automne de cette année une impulsion décisive est donnée à « une sorte de CED atomique » [Ndr : Communauté européenne de défense, rejetée par les députés français en 1954]. La crise de Suez, qui se solda par une humiliation de la France et de la Grande-Bretagne, et l'écrasement de la révolution hongroise, qui cimentèrent la division de l'Europe en deux blocs, ont raison des dernières hésitations du gouvernement Guy Mollet.

Le 6 novembre 1956 est une journée dramatique. La veille, les parachutistes français et britanniques ont sauté sur le canal de Suez, provoquant une réaction menaçante des Soviétiques et des pressions convergentes des Américains. Coïncidence, Adenauer est en visite officielle à Paris où il assiste à un conseil des ministres interrompu. « Guy Mollet quitta constamment la pièce pour téléphoner à Eden, se souvient Maurice Faure, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Le premier ministre britannique commençait à céder à Washington. » Adenauer conseilla discrètement à Mollet de ne pas insister, bien qu'il ait approuvé l'intervention franco-britannique contre Nasser. Mais il tira les conclusions politiques de l'attitude des deux Grands. « Guy Mollet était d'accord avec moi, écrit-il dans ses Mémoires. L'Europe perdra toute influence dans le monde si elle ne s'unit pas. »

Du côté français, la crise de Suez accélère la décision de se doter d'un armement nucléaire. Les moyens de la France restent d'autant plus modestes que la guerre d'Algérie pompe une partie des ressources.

Le chancelier de la RFA Konrad Adenauer (deuxième à droite) reçoit à Bonn, le 21 janvier 1958, Franz-Josef Strauss, Jacques Chaban-Delmas (à gauche) et Emilio Tavianini (à droite), ministres de la défense allemand, français et italien. Cette réunion visait à préparer l'accord du mois d'avril de la même année sur le financement en commun de l'usine de Pierrelatte.

Le ministre de la défense du gouvernement Mollet, Maurice Bourges-Maunoury, qui a lancé la coopération nucléaire avec Israël, invite son collègue allemand, Franz-Josef Strauss, à visiter les installations du Sahara. Le 17 janvier 1957, « les deux ministres signent l'accord de Colomb-Béchar » pour lancer « une étroite coopération dans le domaine des conceptions militaires et des armements et, à cette fin, coordonner les ressources et les moyens scientifiques, techniques et industriels ». Le texte restera secret jusqu'à ce que l'historien Georges-Henri Soutou le cite longuement dans un article de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, en 1993. Il y est question du développement « d'armes nouvelles », mais il s'agissait alors des fusées pouvant transporter des charges nucléaires, pas des têtes nucléaires elles-mêmes.

Strauss est un partisan convaincu de la dissuasion nucléaire. Comme Adenauer, il veut faire respecter l'égalité des droits de la RFA dans l'Alliance atlantique. L'année 1957 renforce la détermination des Allemands et des Français, auxquels sont étroitement associés les Italiens. Avec le lancement du Spoutnik, les Soviétiques font la preuve de leur capacité à atteindre le territoire des Etats-Unis. Pour les Européens, cela change la donne stratégique. Les Américains mettront-ils en jeu leur propre existence en cas de menace nucléaire contre l'Europe ? L'évolution de leur doctrine

des représailles massives vers la riposte graduée ne risque-t-elle pas de transformer l'Allemagne en champ de bataille nucléaire ? Les plans de réduction des forces américaines stationnées sur le Vieux Continent ne pourraient-ils pas aboutir à un « découplage » entre les deux rives de l'Atlantique ?

Le 15 novembre 1957, une réunion restreinte et confidentielle a lieu à Paris autour de Félix Gaillard, président du conseil. Sont présents Jacques Chaban-Delmas, ministre de la défense, Christian Pineau, ministre des affaires étrangères, et son secrétaire d'Etat, Maurice Faure. Il s'agit de tirer les leçons du lancement du Spoutnik. Washington a réagi en renforçant les liens avec les Britanniques et en proposant vaguement une coopération nucléaire à l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Le gouvernement français est agacé par les livraisons d'armes que les Anglo-Saxons ont commencées en Tunisie et dont on craint qu'elles aboutissent dans les maquis algériens. La conclusion s'impose : la France ne peut pas être tributaire pour sa défense des Etats-Unis ; elle

doit fabriquer ses propres armes nucléaires, mais elle doit rechercher l'aide de l'Italie et de l'Allemagne. Le ministre italien de la défense, Emilio Tavianini, est attendu le lendemain à Paris. Quant aux Allemands, ils seront informés par Maurice Faure, qui se rend le 16 novembre à Bonn. Maurice Faure développe l'analyse de Paris, pour conclure, selon Adenauer : « Une défense de l'Europe sans participation suffisante des Etats-Unis est certes impensable, mais l'Europe doit accroître ses propres efforts. » « L'assurance Faure que le gouvernement fédéral partage ce souci », ajoute le chancelier.

Parle-t-on alors de la « bombe » ? La question reste controversée. Chaban et Strauss se renvoient à Paris le 20 novembre. La discussion est plus précise. L'Allemand est d'accord pour participer aux travaux français en vue de fabriquer l'arme nucléaire, mais, dit-il, « sans modification formelle des accords de Paris [qui interdisent à la RFA de produire des armes ABC sur son territoire], sans bruit, de façon tout à fait secrète et légale ». Le 25 novembre, Tavianini se joint à ses deux collègues pour signer un protocole portant sur les avions, les missiles et « les applications militaires de l'énergie nucléaire ». Le texte d'origine parlait « d'explosifs nucléaires » ; Strauss a fait changer la formulation pour être couvert au cas où le document deviendrait public. Dans une note envoyée à l'UEO et à l'OTAN, les trois ministres in-

diquent leur intention de « développer une arme balistique sol-sol, susceptible de porter une tête thermonucléaire, d'une portée d'environ 2 800 km (-), qui puisse être adaptée pour un emploi par les forces navales ».

Les trois pays avaient l'intention de développer un missile susceptible de porter une tête thermonucléaire d'une portée d'environ 2 800 km »

Chaban, Strauss et Tavianini se retrouvent à Bonn fin janvier 1958, avec Adenauer, qui a dit à son ministre : « Allez-y, mais si ça tourne mal, je ne suis au courant de rien. » Le 8 avril, un nouveau protocole est signé à propos de l'usine de Pierrelatte, dont le coût est évalué à 140 millions de dollars. La production d'uranium enrichi sera financée par la France (45 %), l'Allemagne (45 %) et l'Italie (10 %). Les trois ministres se donnent rendez-vous sur le site de Pierrelatte. Comme l'écrit le biographe d'Adenauer, Hans-Pe-

ter Schwarz, « jamais avant et après [les Européens] n'avaient paru aussi déterminés à fabriquer en commun des armes nucléaires et des missiles ».

La visite n'aura jamais lieu. Entre-temps, de Gaulle est revenu au pouvoir ; le premier conseil de défense tenu sous sa présidence « met en sommeil » l'accord du 8 avril. Strauss est furieux, qui annule l'achat de Mirage-III et commande des F-104 américains.

La coopération aurait-elle pu aboutir à une Europe nucléaire ? Les arrière-pensées des différents protagonistes incitent au scepticisme. Les uns sont décidés à assurer l'indépendance de l'Europe, d'autres ne voient dans cette coopération qu'un moyen de pression sur les Etats-Unis pour qu'ils partagent leur technologie nucléaire ; d'autres encore empruntent aux deux tendances précédentes, en considérant la voie européenne comme un ultime recours en cas de mauvaise volonté américaine. Au moment où l'europlanisation de l'OTAN et la « dissuasion concertée » sont redevenues des sujets de débat, il n'est pas inutile de s'en rappeler.

Daniel Vernet

★ **Précédents articles :** « La Pologne relève la tête » (Le Monde du 6-7 octobre) ; « Budapest insurgée » (Le Monde du 13-14 octobre) ; « La crise de Suez » (Le Monde du 20-21 octobre).



Emilio Tavianini : « De Gaulle avait rassuré les Italiens »

MINISTRE italien de la défense dans les années 50, Emilio Tavianini est aujourd'hui, à quatre-vingt-quatre ans, sénateur à vie. Il se rappelle les entretiens au coin du feu avec ses collègues Jacques Chaban-Delmas et Franz-Josef Strauss.

« De Gaulle a décidé d'avoir une industrie nucléaire française. A sa place, je ne l'aurais pas fait car la France a des dimensions trop petites pour avoir une force de dissuasion indépendante par rapport aux grandes puissances. Il faut cependant admettre que si la France n'avait pas sa force de dissuasion, elle ne pourrait pas se permettre de se démarquer de la politique américaine, comme vient de le faire encore Jacques Chirac au Proche-Orient. »

« Nous avions des entretiens au coin du feu, à trois, sans conseillers. Nous parlions en français. Les Anglais n'étaient pas là, parce que nous représentions, en quelque sorte, les trois pays de base de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il y avait encore l'espoir de refaire la CED [Ndr : Communauté européenne de défense, rejetée par les députés français en 1954] à six. Si cette coopération nucléaire avait débouché, elle aurait dû s'inscrire dans la politique atlantique. »

« Pour les Français, les Allemands et les Italiens, le problème se posait d'une concertation pour la fabrication des armements et donc de l'accès éventuel aux missiles et à l'énergie nucléaire dans le cadre de la Communauté européenne. »

« Le lundi de Pâques [Ndr : le 8 avril 1958], nous avons réalisé un accord, mais il ne s'agissait encore ni d'un traité, ni d'un texte préalable à un traité. Les choses auraient pu être menées à bon port si le pouvoir n'avait pas changé en France. Quaroni [Ndr : ambassadeur d'Italie en France] était allé voir de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises pour être sûr qu'il serait favorable à la « bombe atomique européenne » et non à la bombe française. De Gaulle avait rassuré Quaroni. »

« Dans ces entretiens, nous parlions aussi de politique générale. Je me souviens d'une phrase de Strauss à Chaban-Delmas : les Américains lui avaient dit que les Français étaient fous s'ils pensaient pouvoir faire une bombe A tous seuls. »

Chronologie

- 6 novembre 1956 : visite officielle d'Adenauer à Paris.
- 17 janvier 1957 : accord franco-allemand à Colomb-Béchar.
- 15 novembre 1957 : réunion interministérielle à Paris pour la coopération tripartite en matière nucléaire.
- 16 novembre 1957 : visite d'Emilio Tavianini à Paris. Voyage de Maurice Faure à Bonn où il rencontre Adenauer.
- 20 novembre 1957 : entretiens Chaban-Strauss.
- 25 novembre 1957 : protocole tripartite reprenant l'accord de Colomb-Béchar et l'étendant aux armes.
- 21 janvier 1958 : discussion d'un accord entre les trois ministres de la défense à Bonn.
- 8 avril 1958 : protocole sur l'usage de séparation isotopique de Pierrelatte.
- 17 juin 1958 : de Gaulle met fin à l'accord tripartite.
- 13 février 1960 : explosion de la première bombe A française à Reggane (Algérie).

Jacques Chaban-Delmas : « Paris devait garder les mains libres »

JACQUES CHABAN-DELMAS était le représentant gaulliste dans le gouvernement de Félix Gaillard. Ministre de la défense, il a négocié en 1957 et 1958 les accords qui devaient servir de base à la coopération nucléaire entre la France, la RFA et l'Italie. Longtemps, il est resté extrêmement discret sur cet épisode. Quarante ans plus tard, il a accepté de lever pour Le Monde un premier coin du voile.

« L'idée était de réaliser un accord sur les armements pour éviter des dépenses faisant double emploi. Nous étions parvenus assez près d'un texte en bonne et due forme. Il faut bien comprendre que cet accord ne pouvait pas limiter la liberté de la France de disposer de la bombe A. Car il avait été admis que, par nature, cette arme de dissuasion était purement nationale. »

« Le financement commun avait été envisagé en pointillé, mais nos partenaires n'étaient pas très attirés par la perspective de cofinan-

cer ce qui, à l'époque, apparaissait comme un gouffre sans fond. Et de mon côté j'étais freiné par le souci de conserver les mains libres. Ce genre de négociations étaient biaisées dès l'abord. Je m'y suis lancé parce que j'étais inquiet des crédits astronomiques qui étaient nécessaires et, tout en étant contre la CED [Ndr : Communauté européenne de défense, rejetée par l'Assemblée nationale en 1954], j'avais le sentiment qu'il faudrait trouver des solutions européennes, parallèlement ou face à la pression américaine. »

« L'armement aurait permis à l'Europe de se faire entendre et de participer aux décisions touchant la défense. Ce n'était pas de l'anti-américanisme, mais du pro-européisme. Sans qu'il m'ait jamais fait le moindre reproche, de Gaulle ne voulait en aucun cas laisser la France dériver dans une direction où elle aurait cessé d'avoir les mains libres. »

Maurice Faure : « Le gouvernement français voulait un accord européen »

SECRÉTAIRE d'Etat aux affaires étrangères dans les gouvernements Mollet, Bourges-Maunoury et Gaillard, Maurice Faure était chargé des négociations européennes. C'est lui qui, le 16 novembre 1957, est envoyé à Bonn pour expliquer aux Allemands la position française.

« C'était un samedi. Je m'en souviens parce que le lendemain j'avais une élection dans mon canton de Salviac. Quand nous étions réunis le vendredi à Paris avec Gaillard, Pineau et Chaban, je ne savais pas qu'on m'envierait en Allemagne. J'avais de bonnes relations avec Adenauer depuis le règlement de l'affaire Sarroise. J'étais passé prendre Couve de Murville l'ambassadeur de France en RFA, puis von Brentano [ministre allemand des affaires étrangères] et nous sommes allés chez Adenauer, à Rhöndorf. J'étais chargé de transmettre le message, après avoir fait une

analyse de la situation internationale : fabrication en commun d'armements. Le gouvernement français y attachait de l'importance, surtout Gaillard. Mais il n'était pas question de nucléaire. Peut-être les Allemands y ont fait quelques allusions ; en tout cas, je n'étais pas chargé de soulever le sujet. Après, je n'en ai plus entendu parler. D'ailleurs, je n'étais pas au courant des questions nucléaires militaires, bien que j'aie négocié l'Euratom. J'ai aussi négocié les traités de Rome. Le gouvernement français voulait un accord européen, quel qu'il soit, pour effacer l'échec de la CED. »

« Les Allemands savaient que nous avions entrepris des recherches sur la bombe A. Ils n'y étaient pas hostiles, même s'il y avait peut-être chez eux une certaine jalousie. Mais ils ne voulaient pas participer indirectement à l'effort militaire français. »

Président de la SA Le Monde
 Directeur du contenu : Jean-Marie Colombani
 Directeur : Jean-Marie Colombani, Dominique Auby, directeur général ;
 Noël-Jean Vergara, directeur général adjoint ;
 Directeur de la rédaction : Edwy Pénard
 Directeurs adjoints de la rédaction :
 Thomas Péroche, Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé
 Rédacteur en chef :
 Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre Georges,
 Laurent Groussier, Michel Jullien, Bernard Le Goff,
 Directeur adjoint : Dominique Royon
 Rédacteur en chef adjoint : Eric Auzan
 Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
 Directeur éditorial : Eric Auzan ; directeur délégué : Anne Chastellain
 Conseiller de la rédaction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verme
 Rédacteur : André Laurent
 Conseil de surveillance : Alain Jullien, président ; Gérard Chazotte, vice-président
 Membres :
 André Chastellain ; Hubert Borge-Meyer (1944-1993) ; Jacques Roussier (1948-1992)
 André Laurent (1952-1983) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lussac (1991-1994)
 Le Monde est édité par la SA Le Monde
 Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1904
 Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
 Association Hubert Borge-Meyer, Société anonyme des lecteurs du Monde
 Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Press, Miro Press, Le Monde Prérogatives
 Siège social : 25 bis, rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 05
 Tél. : 01-42-70-20-00. Télécopieur : 01-42-70-20-10. Fax : 01-42-70-20-11

L'éclipse des responsables, le temps des coupables

Suite de la première page

Il y a atteinte à la dignité humaine lorsque le décideur, quel qu'il soit, estime que le simple citoyen ne doit pas être mis au courant des dangers qu'il court lors d'une transfusion de sang, d'une absorption d'aliments, ou de l'exposition à un matériel dangereux. Très souvent, des décisions doivent être prises rapidement, à un moment où les spécialistes sont dans l'incertitude, mais il importe alors que ces décisions soient rendues publiques. François Ewald a proposé que les détenteurs d'autorité fassent appel à la notion de « consentement éclairé », comme c'est le cas - théoriquement - lorsqu'un acte médical est proposé à un malade averti préalablement des risques auxquels il s'expose.

Depuis la fin du XIX^e siècle, avec le développement des assurances, et des lois comme celle de 1898 en France sur les accidents du travail, est apparu le concept de « responsabilité sans faute ». L'accent est mis, dès lors, sur la victime, sur les indemnités qu'elle est en droit de demander, et non plus sur la « faute » qui est à l'origine de l'accident.

Les patrons sont tenus de cotiser à une mutuelle chargée de payer, le cas échéant, des dédommements au travailleur blessé ou handicapé. La recherche du « coupable », jugée impossible ou en tout cas hasardeuse, est abandonnée. Le droit civil, qui insiste sur la réparation, progresse aux dépens du droit pénal, fondé sur la sanction.

INVERSION DE TENDANCE

Cette tendance se renverse actuellement, comme le montre le tollé suscité dans l'opinion par les propos de Georgina Dufoix se déclarant en novembre 1991, dans une formule empruntée au docteur Garretta, « responsable mais pas coupable » dans l'affaire du sang contaminé. « On assiste à un retour de la faute, et quasiment à une exigence d'explication. Les victimes ne demandent plus seulement aujourd'hui qu'on leur donne réparation, mais qu'on punisse les coupables », explique Denis Salas, magistrat. C'est pour cette raison qu'a été créée la Cour de justice de la République, devant laquelle n'importe quel citoyen peut porter plainte contre un membre du gouvernement. Un ancien chef de gouvernement, Laurent Fabius, et deux ex-ministres, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, sont actuellement poursuivis devant cette nouvelle juridiction pour « complicité d'empoisonnement ».

Alors que le mouvement général, depuis la fin du XIX^e siècle, était l'abandon de la notion de faute, au profit de celle de risque, et le passage d'une responsabilité individuelle à une responsabilité collective, de conserver le développement du concept de solidarité - qui faisait porter à l'ensemble de la société le poids financier de la réparation du tort subi - la faute pénale revient en force. Cette « criminalisation de la responsabilité » est préoccupante, selon Denis Salas, parce qu'elle risque de faire oublier un des buts essentiels de la justice, qui est l'apaisement.

Certains dommages sont irréparables. Les mots prononcés devant le tribunal ne sont pas en mesure de compenser l'émotion ressentie par les victimes ou leurs familles,

pas plus que l'argent ne répare le dommage matériel ou physique. La justice ne peut se substituer au nécessaire travail de deuil ni à cet « oubli actif » dont parle le philosophe Paul Ricoeur et qui porte « non sur les événements dont la trace doit être protégée, mais sur la dette dont la charge paralyse la mémoire ».

Alain-Gérard Slama, chroniqueur au Figaro et au Point, a insisté sur le danger que fait courir à la démocratie cette « régression » qui consiste à chercher des « boucs émissaires ». Le climat qui a entouré le procès et la condamnation d'Alain Carignon, ancien maire de Grenoble, lui paraît significatif de cet état d'esprit. L'ancien ministre de la communication, Alain Carignon s'est certes rendu coupable d'enrichissement personnel, mais il a aussi été lourdement sanctionné pour des pratiques qui étaient courantes lorsqu'il s'y livrait. Les hommes politiques se transformaient, dans les années 80, en collectionneurs de foudres pour des campagnes personnelles de plus en plus coûteuses. Il y a quelque injustice, selon Alain-Gérard Slama, à diaboliser ainsi quelqu'un qui n'a pas compris assez vite que les règles du jeu avaient soudainement changé.

UNE DOUBLE IDÉOLOGIE

Qui doit être tenu pour responsable des dommages subis par l'environnement ? Gilles Cottereau, professeur à l'université du Maine, a fait état du malaise des juristes dans ce domaine. La loi de 1995 a, pour la première fois, défini un cadre pour les poursuites. Mais il reste encore très difficile d'établir sans contestation, devant un tribunal, des responsabilités directes. Le droit international prévoit en particulier des dommages relatifs à des personnes touchées, mais pas lorsque seule la nature est en cause.

L'homme moderne est pris « dans une double idéologie de la responsabilité généralisée », explique le philosophe Jean-Luc Nancy, professeur à l'université de Strasbourg. D'un côté, la responsabilité d'instances collectives toujours plus larges, organisations, États, marchés, réseaux, systèmes ; et, de l'autre côté, la responsabilité toujours plus à l'individu auquel il est enjoint de prendre en charge sa vie, son travail, son loisir et son environnement.

Il y a donc une « responsabilité démesurée » qui risque de faire perdre tout sens au mot lui-même, lorsque le simple citoyen se sent responsable « des effets possibles de la sonde qui voyage hors du système solaire, de la Constitution fragile de la Bosnie-Herzégovine, des problèmes juridiques posés par Internet, de la transformation des objets de culte africains en curiosités d'art, de l'expansion du sida et du retour du scorbut ». Le philosophe doit cependant admettre cette « responsabilité démesurée », car « le monde est cette responsabilité, et il n'est rien d'autre ».

Un membre de l'assistance s'est insurgé contre la teneur générale des interventions, estimant qu'on oubliait l'essentiel : l'existence du système capitaliste qui met le profit avant la responsabilité.

Alain-Gérard Slama lui a rétorqué que le capitalisme, dans sa recherche du profit, n'était pas nécessairement criminel. Un chef d'entreprise honnête, désireux de faire des bénéfices, ne sera pas pour autant automatiquement prêt à mettre en danger ses employés ou ses clients. Les applaudissements de la salle ont été nourris. Un échange de ce genre mesure l'évolution des esprits. Il y a vingt ans, le dénonciateur de l'« irresponsabilité » capitaliste n'aurait sûrement pas été aussi isolé.

Dominique Dhombres

Justice internationale en péril ?

Même si elle ne remet pas en cause la crédibilité du Tribunal pénal international de La Haye, la révélation par son procureur de l'existence d'un faux témoin dans le premier procès de son histoire tombe fort mal. Tout d'abord, parce que cette affaire intervient alors que la juridiction internationale a toujours les plus grandes difficultés à obtenir la collaboration de ceux qui furent les belligérants en ex-Yougoslavie. Alors que la liste des accusés dépasse la soixantaine, une dizaine de personnes seulement sont en attente d'être jugées à La Haye, mais aucun des principaux responsables du génocide ne figure parmi elles.

L'évolution de la situation sur le terrain et la fragile paix qui s'installe dans la région relèguent, en outre, de plus en plus au second plan les efforts déployés par les magistrats pour rendre justice. L'affaire du faux témoignage risque donc de compromettre le difficile travail des enquêteurs, et d'autoriser les critiques à l'égard de cette institution qui était pourtant lentement parvenue à s'imposer.

Par ailleurs, va s'ouvrir dans quelques jours en Tanzanie le premier procès de l'autre Tribunal pénal international, qui doit

juger les responsables du génocide commis en 1994 au Rwanda. On ne pourra que souligner à cette occasion les difficultés, beaucoup plus considérables encore que pour l'ex-Yougoslavie, auxquelles se heurte la justice internationale à propos du Rwanda, l'insuffisance criante de ses moyens, et l'absence d'effet dissuasif de cette instance dans la région.

L'entrée en activité du Tribunal de La Haye avait donné, il y a quelques mois, une forte impulsion aux réflexions sur le projet de création, par les Nations unies, d'une cour pénale internationale permanente et compétente. Ces discussions paraissent à nouveau s'enliser, et le rêve de l'avènement

d'une justice des nations sanctionnant les crimes contre l'humanité semble une nouvelle fois renvoyé dans les limbes. La France en est en partie responsable, qui, après avoir été dans le groupe des pays les plus volontaristes sur ce projet, propose désormais, sous la pression du ministère de la Défense, un amendement qui prive de sens l'ensemble de l'exercice. Paris estime en effet que les États concernés (ceux où ont eu lieu les crimes jugés, ainsi que ceux dont les victimes de ces crimes, mais aussi leurs auteurs présumés, sont ressortissants) doivent donner leur accord pour que soit établie la compétence de la future cour.

Paris veut se garder à l'avenir la possibilité de récruser une juridiction internationale au cas où l'envie viendrait à quelqu'un de poursuivre, par exemple, un général français, chef d'une mission de « casques bleus », pour complicité de génocide dans un drame comparable à celui qui commença en juillet 1995 l'encadrement de Srebrenica. Si le TPI avait fonctionné selon le plan français, Slobodan Milosevic ou Franjo Tudjman aurait pu être jugé par le Tribunal de La Haye. Autant répondre tout de suite au projet, s'il devait être grevé d'une aussi lourde hypothèque.

AU COURRIER DU « MONDE »

LE DESSAISISSEMENT DU JUGE CONNEROTTE

L'éditorial du Monde daté 16 octobre laisse pantois l'honnête citoyen belge que je crois être. Est-ce parce qu'elle est « la juridiction suprême du pays » que la Cour de cassation ne peut jamais se tromper ? D'essence divine, sans doute, la corruption ni l'erreur ne peuvent l'atteindre... En dessaisissant le juge Connerotte, la cour n'a pas dit le droit. Elle a dit la loi, et il est bien entendu que la loi n'est pas au service des citoyens et que ce sont eux qui doivent la servir. Elle a dit la loi, rien que la loi, et il est bien entendu qu'on ne peut lui demander d'aller au-delà de la lettre de la loi. L'esprit des lois ne la concerne pas, pas plus d'ailleurs que le souci de faire respecter toutes les lois par tous les citoyens, les puissants comme les humbles.

C'est sur un prétexte misérable qu'on a dessaisi le juge. S'il n'y a pas eu corruption - mais la Belgique est en train de pourrir sur pied -, on a tout fait pour en persuader un maximum de gens. J'aime Le Monde, mais la lecture de votre éditorial ajoute à mon dégoût. L'avocat de Dutoir voulait la peau du juge Connerotte et il l'a eue : applaudissements. Admirez le courage et l'admirable indépendance de la Cour de cassation, garante de l'état de droit. C'est à pleurer de rire ? De honte ? D'écoeurement ? Le droit, notamment celui des victimes, est bafoué tous les jours sans qu'on le voit.

Fureur, oui, lynchage, non : c'est le respect du droit, le respect de l'homme que nous voulons. La vérité. Psychodrame ? Si l'on veut. Mais c'est un mot facile. Derrière, il y a la souffrance des proches, et de tout un peuple qui n'en peut plus de l'horreur, du mensonge, du salmigondis juridique.

Justice expéditive ? Non, justice équitable simplement : Dutoir a le droit d'être défendu, mais pas d'importer comment. Et il n'est pas question de réclamer la mort pour lui, ce châtiment qui constitue le comble de l'impunité, mais nous avons le droit de réclamer qu'on le laisse en prison, qu'on ne rende pas la liberté, une fois de plus, à un psychopathe aussi dangereux.

Jean-Louis Laurent, Vitor (Belgique)

J'AI FAIT UN RÊVE

Trois cent mille hier à Bruxelles... un million il y a quelques années dans les rues de Washington... J'ai fait un rêve, pour reprendre la formule chère de Martin Luther King.

J'ai rêvé que, demain, ils pourraient être vingt mille, trente mille peut-être à marcher, avec la même gravité, la même dignité, la même détermination, dans les rues d'Aljaccio ou de Bastia... Pour clamer leur attachement pour la France, sans pour autant renier le fait culturel corse, pour dire sans peur et sans reproche leur dégoût de la pseudo-loi du silence, leur écoeurement devant les tractions, compromissions et autres magouilles, leur condamnation sans appel de toute violence. J'ai fait un rêve...

Jean Laguerre, Toulouse

UNE SUGGESTION À M. TOUBON

Puisque le garde des sceaux, M. Jacques Toubon, paraît si embarrassé de rédiger sa loi contre le racisme, pourquoi ne pas lui suggérer de reprendre à son compte le bel article 38 du projet constitutionnel voté par l'Assemblée le 19 avril 1946 ? : « Nul ne saurait être placé dans une situation d'infériorité économique, sociale ou politique contraire à sa dignité et permettant son exploitation en raison de son sexe, de son âge, de sa couleur, de sa nationalité, de sa religion, de ses opinions, de ses origines ethniques ou autres. Toute propagande contraire aux dispositions ci-dessus sera punie par la loi. »

Il trouvera difficilement plus simple ; et plus clair.

Martin Coppel, Paris

« CE SONT LES ORDRES... »

Jeudi 17 octobre, dans l'après-midi, place Saint-Augustin. La manifestation pour le service public se déroule. Nous nous dirigeons vers la Madeleine. Un cordon de CRS barre l'avenue. Nous sommes fermement pîés d'enlever les badges autocollants apposés sur nos vêtements et qui font état de notre appartenance syndicale. Nous n'avons jamais connu cela, nous protestons. Un élu municipal se ceint de son écharpe et demande des explications. Un fonctionnaire de police insiste : « Ce sont les ordres. » Impossible d'en savoir plus. Quelle loi autorise-t-elle donc de donner de tels ordres, la Constitution ne garantissant-elle plus le droit d'expression ou le droit syndical ? Dans quel régime policier vivons-nous ?

Pierre Girard, Orsay (Essonne)

ELECTIONS EN AUTRICHE

La formule de Daniel Vernet (Le Monde du 18 octobre) « il ne lui suffit pas d'avoir pris sur sa liste européenne un juif, Peter Schirovsky, pour échapper au reproche d'antisémitisme » (à propos de Jörg Haider et des élections européennes en Autriche) ne me paraît pas adaptée (...). Raut-il rappeler que Peter Schirovsky est le fils de juifs autrichiens émigrés en 1938 aux États-Unis, qu'il a dit souffrir de l'antisémitisme persistant en Autriche, qu'il est l'auteur d'un livre Notre coupable, notre victime, paru en 1987 ? Dans sa préface, Gilles Perrault le compare à Günter Wallraff, journaliste, qui a révélé bien des situations scandaleuses en Allemagne, et des bruits semblent courir sur sa « conversion », certains ne voulant y voir qu'un déguisement à la Wallraff justement, afin de débusquer l'ennemi de l'intérieur.

Il est vrai que son livre publié en 1993, *Unheilbar deutsch* (Incurablement allemands), dressait un tableau particulièrement noir de l'extrême droite en Allemagne (...). Ce livre est certainement plus significatif encore que les deux premiers d'un engagement radicalement opposé à l'extrême droite.

C'est justement cela qui rend sa place de second sur la liste de Jörg Haider particulièrement improbable à première vue. Mais c'est cette place aussi qui ôte toute crédibilité à l'argument de la « tunique » infligée chez Jörg Haider pour mieux pouvoir le démonter ensuite (...).

Catherine Fabre, Paris

DE L'INCOMPRÉHENSIBILITÉ EN POLITIQUE

La lecture du Monde fait apparaître une recrudescence du mot « incompréhensible », dans des domaines fort variés. Un bref sondage dans les numéros passés révèle que Philippe Dagen, traitant de l'histoire d'art Hubert Damisch, soutient un important aïe : « L'incompréhensible » (3 mai 1995) ; que N. Zand réécrit le titre d'André Malraux, *Une saga macabre*, en « Mémoires d'un siècle incompréhensible » (26 mai 1995). Enfin, le correspondant du Monde à Bonn signale qu'Helmut Kohl juge « incompréhensible » l'arrêt du tribunal hanovrien des crimes des sautes de classe en Bavière (13-14 août 1995). Surtout, les jambes coupées, à l'article récent de Pascale Robert-Diard (5 octobre 1996) qui commence par cet aphorisme : « Une incompréhension peut être une information », et révèle ensuite : « Il s'est passé quelque chose d'incompréhensible le mercredi 2 octobre à l'Assemblée nationale ».

De la catégorie de l'incompréhensible, exprimée par le mot incompréhensible, on arrive à un mot de la même famille, mais plus actif, plus dynamique, et, en même temps, plus inquiétant : l'incompréhensibilité. Ce serait la clé des comportements des hommes politiques, surtout lorsqu'ils exercent le pouvoir. Au lieu, comme on le croit naïvement, d'être régis par les puissances de l'intelligence rationnelle, ils sont mus par les bouillottes de leurs affects et, pour reprendre la métaphore des « jambes coupées » de Pascale Robert-Diard, ils finissent par être à la fois aveugles et paralysés. Or, qui nous permet d'avancer l'hypothèse qu'il pourrait y avoir une « politique incompréhensibiliste » ? C'est un jeune poète-philosophe né il y a tout juste cent cinquante ans, et mort à l'âge de vingt-quatre ans, Isidore Ducasse, alias le comte de Lautréamont.

Une mention manuscrite sur un livre de philosophie de la bibliothèque du lycée de Pau le donne pour « philosophe incompréhensibiliste ». Ducasse vit, avec ses condisciples, la fin du Second Empire, et perçoit les craquements d'un régime qui court à sa perte. Il est troublant qu'un personnage des *Chants de Maldoror* soit nommé Tremblai, légère déformation de l'espagnol tremedal, sol instable, marécageux, ou bien agité de sismes.

De saint Jean Chrysostome à Blaise Pascal, dont Isidore Ducasse réécrit certaines pensées, c'est une vieille question que celle de l'incompréhensibilité de Dieu et du monde qu'il a créé, et où les hommes se débattaient sans y rien comprendre. En 1996, nous ne sommes pas si loin du poète, et notre monde, comme le sien, est sous le signe de l'instabilité et du mouvant ; le citoyen peut s'écrier, tel un personnage des *Chants de Maldoror* : « Ma poitrine s'agite, retentissante comme l'écroulement d'un empire en décadence ».

Les hommes politiques n'ont pas l'intuition des poètes, et ils continueront à se montrer à nous et à agir imperturbablement selon les lois éternelles de l'incompréhensibilisme, jusqu'au tremedal final qu'ils nous préparent, yeux bandés, jambes coupées.

Jean-Pierre Lassalle, Toulouse

EN RELISANT « LE MONDE » DU 17 OCTOBRE 1961

Un anniversaire est toujours l'occasion de se livrer à un exercice intéressant d'« histoire parallèle ». Revenons ainsi trente-cinq ans en arrière et relisons Le Monde du 19 octobre 1961, narratif la répression des manifestations d'Algériens protestant contre le couvre-feu qui leur était imposé, manifestations qui causèrent (Le Monde du 17 octobre 1996) de « deux à trois cents morts » algériens. Outre qu'en fait de victimes on n'y évoque que les « deux morts et soixante-quatre blessés » algériens que le préfet de police de l'époque avait reconnus, y ajoutant « trois blessés chez les policiers » ainsi qu'« un mort métropolitain », c'est toute la description de ce drame dont la réécriture est instructive. Certes, le journal évoque l'extrême violence des affrontements et raconte que les forces de l'ordre - les « gardiens de la paix » - ont frappé sans distinction les femmes, les enfants et même les blessés à terre. Mais il raconte seulement que les manifestants, provocateurs, se sont heurtés à des agents qui ont tiré « des coups de sommation en l'air », avant de charger « à coups de matraque et de coute ». Il ne mentionne pas, non plus, les fusillades, ni les dizaines d'Algériens dont il est avéré aujourd'hui qu'ils ont été précipités dans la Seine.

Un tel traitement de l'information, même dans un pays livré à une guerre sans pitié, ne peut être qu'inquiet dans une République - la Cinquième, la nôtre, - qui se veut démocratique. On peut également expliquer certaines amnésies de l'histoire que l'on déplore aujourd'hui par des lacunes de l'information.

Nicolas Hénin, Paris

DES TROTTOIRS POUR LES PIÉTONS...

Le piéton « piétonnant » est-il un emmerdeur ? Dans Le Monde du 10 octobre, l'article d'Adrien Favreau, « Nantes, maillot jaune du vélo dans la ville », informe les lecteurs de l'expansion de l'utilisation du vélo dans les villes. C'est bien. Je ne suis pas contre l'engouement pour ce moyen de transport, s'il roule sur la rue - et non sur le trottoir, où sont déjà bien installées nos bien-aimées bagnoles.

Petit vieux bien propre de quatre-vingt-deux ans, tentant de rester en bon état d'entretien par la gymnastique et la marche - donc piéton piétonnant -, je déplore que le stationnement illicite et illicite de nos bien-aimées bagnoles se fasse sur les trottoirs, quelle que soit la largeur de ceux-ci - et la taille, le volume des bagnoles - dans toutes les villes et villages de France et de Navarre. Alors, si les vélos s'y installent aussi !... Se déplacer à pied en ville, c'est fini ! Il faut descendre sur la rue et y marcher, au risque permanent d'être accroché, heurté ou renversé, quel que soit le sens du déplacement du bonhomme. Plus de passage sur les trottoirs. (...)

Oh, doivent passer les petits vieux qui essaient de durer grâce à la marche quotidienne ?

Gaston Tournadre, Ronquerolles (Val-d'Oise)

FINANCES Le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a déploré, le 25 octobre à Nantes, lors du congrès de la Fédération nationale du Crédit agricole, l'insuffisance de rentabilité

des banques françaises, pas assez « engagées dans une politique de réduction des coûts ». ● L'ADAPTATION du secteur bancaire a « été trop longtemps différée », estime M. Arthuis.

Le gouvernement mène une réflexion sur le sujet. L'Etat actionnaire joue un rôle important dans cette évolution à travers le processus de privatisation de plusieurs établissements. Il ré-

chit à l'harmonisation des conditions de concurrence et à la suppression de certains privilèges. ● QUANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE, dont la modification du statut est à l'étude, le mi-

nistre souhaite qu'elles « agissent dans la dard comptable et financière et interviennent dans le domaine bancaire et financier en intégrant davantage la contrainte de rentabilité ».

Le gouvernement cherche à façonner un nouveau paysage bancaire

Jean Arthuis, ministre de l'économie, reconnaît que l'adaptation du secteur a été « trop longtemps différée ». Jusqu'à présent, les réflexions sur l'harmonisation des conditions de la concurrence ou l'évolution de la réglementation sociale (décret de 1937) n'ont pas débouché

« LES BANQUES qui comptent demain sont celles qui sont rentables aujourd'hui ». En prononçant cette simple phrase dans son discours de clôture du Congrès de la Fédération nationale du Crédit agricole, le 25 octobre à Nantes, Jean Arthuis, le ministre de l'économie, a résumé toute la problématique du secteur bancaire français et la situation délicate dans laquelle se trouve le gouvernement.

Les banques qui sont rentables aujourd'hui sont celles qui font partie du secteur mutualiste. La première d'entre elles est le Crédit agricole, dont les fonds propres ont passé, le 30 juin dernier, le cap des 100 milliards de francs, et qui devrait dépasser cette année un résultat supérieur aux 6,5 milliards de francs enregistrés en 1995. Celles qui le seront demain seront, peut-être, de nouvelles venues, comme les Caisse d'épargne ou La Poste. Tout l'exercice politique

consiste à ne pas leur laisser le champ entièrement libre pour permettre aux banques commerciales de survivre.

La recomposition du secteur en est encore à ses balbutiements, malgré trois opérations de cession

Ces dernières ont cependant largement contribué à leur propre malheur. « Les conditions dans lesquelles la plupart des banques ont fait face à la crise n'ont pas toujours

été optimales », a benoîtement souligné M. Arthuis, et « une réflexion de fond s'impose sur le contrôle interne des banques ». De plus, « elles ne se sont pas suffisamment engagées dans une politique de réduction des coûts ».

Cette insuffisance de rentabilité est d'autant plus préoccupante, estime le ministre, que « les années qui viennent se traduiront par des besoins d'investissements très élevés pour faire face aux défis technologiques, au passage à l'euro et pour résister à la concurrence internationale de plus en plus intense ». M. Arthuis rejoint sur ce plan le sondage affiché par les dirigeants du Crédit agricole pour lesquels l'euro sera « l'explorateur des restructurations », posant de façon encore plus crue qu'actuellement la question de la taille critique des banques françaises et de leurs moyens financiers pour s'adapter au marché européen.

L'adaptation du secteur bancaire « a été trop longtemps différée ». Le gouvernement prend doublement sa part à cette nécessaire évolution, a rappelé M. Arthuis. D'une part, en tant qu'actionnaire à travers le processus de privatisation engagé pour plusieurs établissements qu'il détient, directement ou indirectement. D'autre part, comme garant d'une concurrence loyale, en s'attaquant aux privilèges et aux statuts singuliers. « La concurrence internationale s'accroît mal d'un excès de cloisonnement dans les différents systèmes, et la concurrence nationale peut s'en trouver affectée. Il faut donc s'assurer attentivement les conséquences du maintien de particularités fortes dans le système financier français ».

Cette réflexion, le gouvernement la mène depuis maintenant plus d'un an. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a publiquement posé les données du problème, en présentant, en juillet, le rapport annuel 1995 de la Commission bancaire (Le Monde du 10 juillet). Le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) s'est, depuis, fait le chantre d'une réforme du système bancaire. Le 3 novembre, un autre sénateur, Alain Lambert (UC, Orne) présentera les conclusions de son rapport sur « la situation et les perspectives du système bancaire en France ».

Dans les faits, on constate pourtant peu d'avancées. La recomposition du paysage français en est encore à ses balbutiements, malgré trois opérations de cession : celle de la BFC au Crédit national ; celle d'Indosud au Crédit agricole et celle, vendredi 25 octobre, de la petite banque Lydenier, filiale du Crédit lyonnais au Crédit du nord du groupe Paribas. La poursuite du mouvement se ré-

vèle difficile : la privatisation du groupe bancaire CIC fait l'objet d'une levée de boucliers tant du personnel politique que de ses salariés. Sans parler du sort toujours en suspens du Crédit foncier de France.

Sur le plan de la réglementation, le gouvernement continue de s'interroger sur le décret de 1937 qui régit l'organisation du travail des banques AFB « et qui n'est à l'évidence plus adapté ».

Enfin, en réponse à la demande du Crédit agricole de banaliser les

vra abandonner son privilège sur le dépôt des notaires. Ce qu'il paraît prêt à faire.

Les dirigeants du Crédit agricole auront au moins eu la satisfaction d'entendre M. Arthuis affirmer que « le statut actuel des banques mutualistes est bon, même s'il appelle un effort d'innovation pour organiser une forme de responsabilité devant les sociétaires », dont la mission de contrôle devrait, selon lui, être comparable à celle des actionnaires des sociétés commerciales. Le ministre en a profité pour préci-

Grève très suivie au CIC, pas au Crédit lyonnais

Les salariés du CIC et, dans une moindre mesure, ceux du GAN ont massivement suivi l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale pour protester contre la privatisation du CIC. Selon la direction, plus de 80 % des salariés du CIC ont cessé le travail, le vendredi 25 octobre. Selon les syndicats, qui « savaient cette mobilisation historique », plus de 10 000 salariés du CIC (sur près de 22 000), venus de la France entière, et 3 000 du GAN (sur 9 000) ont manifesté dans les rues de Paris (7 500 manifestants en tout selon la police).

En revanche, l'appel à la grève lancé par les syndicats du Crédit lyonnais, pour s'opposer aux 5 000 suppressions d'emplois annoncées, a été peu suivi. La direction évalue à 8,5 % la participation à cette journée d'action, soit deux fois moins que lors de la première journée de grève organisée le 12 septembre. Si le taux de grévistes a frôlé les 40 % dans les centres administratifs, structures les plus menacées par le plan social, moins de 5 % des salariés du réseau commercial ont rejoint le mouvement.

livrets d'épargne défiscalisés, M. Arthuis a estimé que d'éventuels assouplissements ne pourraient être que progressifs « afin de laisser le temps aux adaptations nécessaires ».

Les 22 milliards de francs collectés en quatre mois par le Livret Jeune distribué par cinquante établissements bancaires, et les 130 000 prêts à taux zéro réalisés depuis un an par l'ensemble des banques sont des « exemples réussis » de banalisation. En contrepartie, le Crédit agricole de-

ser sa position sur le statut des caisses d'épargne, objet de polémique et dont la modification est à l'étude : « Mon souci est que les caisses d'épargne agissent dans la clarté comptable et financière et qu'elles interviennent dans le domaine bancaire et financier en intégrant davantage la contrainte de rentabilité ».

Babette Stern
avec Adrien Favereau
à Nantes

Alcatel CIT va supprimer 17 % de ses effectifs

PRINCIPALE filiale française du fabricant d'équipements de télécommunication Alcatel Télécom, Alcatel CIT envisage de supprimer 1 636 emplois sur les deux années qui viennent pour ramener ses effectifs à 7 735 personnes fin 1998. Ces chiffres ont été communiqués, vendredi 25 octobre, aux représentants syndicaux dans la perspective d'un comité central d'entreprise qui se tiendra le 5 novembre. Alcatel CIT fabrique et commercialise des équipements pour les réseaux publics de télécommunication.

Interrogée, la direction a justifié ces suppressions d'emplois en expliquant qu'Alcatel CIT devait clore l'année 1995 avec des résultats décevants : un déficit de 590 millions de francs. Elle a indiqué qu'il s'agit d'un renversement de tendance par rapport à l'année 1994, où elle avait réalisé un bénéfice net de 1 100 millions de francs.

Alcatel Télécom a déjà annoncé 3 000 suppressions d'emplois sur 17 000 en Allemagne, 1 200 sur 8 000 en

Italie et 1 900 sur 6 700 en Espagne. Chez Alcatel CIT, ces nouvelles coupes dans les effectifs - le dernier plan social en 1995 a porté sur environ 600 emplois - sont, pour une large part, imputées à la baisse attendue du volume d'affaires avec France Télécom. L'exploitant téléphonique, qui est le principal client d'Alcatel CIT, devait réduire de près de 50 % ses achats en 1997 et 1998, soit rapportant aux 5,6 milliards de francs de la période 1995-1996.

Ce sont surtout les salariés des centres industriels (690 suppressions d'emplois sur 1 790), ainsi que les équipes d'installation (447 emplois supprimés sur 1 346) qui seront touchés. Une unité de production d'installateurs à St-Etienne-Martinville. Les équipes de maintenance des réseaux (1 000 emplois supprimés sur 1 346) seront touchées. Les équipes de maintenance des réseaux (1 000 emplois supprimés sur 1 346) seront touchées. Les équipes de maintenance des réseaux (1 000 emplois supprimés sur 1 346) seront touchées.

Philippe Le Cour

Le nouveau schéma d'organisation d'Auchan fait la part belle aux cadres des Docks de France

MOINS DE TROIS MOIS après son OPA de 19 milliards de francs sur les Docks de France, Auchan a bouclé la réorganisation du nouveau groupe de 116 milliards de francs de chiffre d'affaires issu de la fusion des deux chaînes de grandes surfaces. Francis Cordelle, le directeur général d'Auchan, a présenté, le 24 octobre, aux

directeurs de magasins des deux sociétés le schéma d'organisation retenu pour la France. Des lundi 28 octobre, les 51 500 salariés du groupe seront informés des nouvelles structures par courrier individuel.

Le groupe présidé par Gérard Mullier a habilement mêlé les cultures des deux entreprises, re-

tenant tout à la fois une organisation par métiers, l'un des points forts d'Auchan, et une structure régionale correspondant à la diversité des enseignes de l'ancien groupe Docks de France. Et comme pour couvrir tout ses éventuels soupçons d'hégémonie d'Auchan, les cadres du groupe racheté se taillent la part du lion parmi les nouveaux postes de direction à pourvoir.

Trois grandes divisions sont créées. Une direction générale « hypermarchés et magasins de proximité », regroupant les enseignes Atac et Eco Service, sera confiée à Jean-Brice Henu, ancien directeur général de Docks de France Ouest (DFO). Une direction générale « hypermarchés » sera assurée par Guy Granier, également issu de Docks de France. Elle coiffera les « petits » hypermarchés, pour la plupart sous l'enseigne Mammouth. Enfin, une division « grands hypermarchés » est créée. Réunissant les 52 magasins Auchan et une trentaine d'hypermarchés Mammouth, elle sera découpée en sept entités géographiques dirigées par autant de directeurs régionaux. Une réflexion est engagée sur une redistribution des enseignes en fonction des emplacements, mais, pour l'heure, le directeur général d'Auchan a tenu à rassurer les cadres de Docks de France sur la pérennité des magasins Mammouth.

Le groupe rétrécit également au rapprochement des deux centrales d'achat. Pierre Gosselin, ex-directeur général de Paridoc, la centrale de Docks de France, est chargé d'une mission de coordination des deux sites. La coordination de la logistique sera, elle, confiée à Jean-Claude Alloye, ancien directeur général de Docks de France Centre.

Pascal Gallier

Alcatel se démarque de Matra sur l'avenir de Thomson Multimédia

CANDIDAT MALHEUREUX à la reprise de Thomson, Alcatel Alsthom a contesté, vendredi 25 octobre, la « similitude des offres » avec Matra pour la partie multimédia. Le groupe présidé par Serge Tchuruk ne comptait pas céder cette activité, mais y « être à égalité » avec un partenaire asiatique. « Ce nouvel ensemble devait constituer la base d'un projet industriel mondial dans lequel les intérêts français auraient été solidement représentés ».

Le même jour, le personnel de l'usine Thomson d'Angers a défilé à l'appel de l'intersyndicale sous le mot d'ordre « Non au bradage ! », protestant contre la vente au coréen Daewoo pour 1 franc symbolique.

DÉPÊCHES

■ **ICI-CORONA** : des salariés de l'usine de peintures Corona à Valenciennes (Nord), filiale du britannique ICI, ont retenu, toute la journée du 25 octobre, le président du groupe pour la France et plusieurs collaborateurs, pour protester contre le transfert de production de l'usine. L'intervention de la police dans la soirée a permis leur libération.

■ **CARE D'AUSTRELITZ** : les salariés de l'Union des services publics (USP) groupe Générale des eaux chargés du nettoyage de la gare d'Austerlitz à Paris, en grève depuis le 23 septembre pour le paiement d'heures supplémentaires, ont reconstruit leur mouvement le 25 octobre. Cette décision intervient alors que la direction de l'USP a engagé onze procédures de licenciement, à la suite d'incidents survenus le 4 octobre. Une dizaine de grévistes avaient, selon la direction, « saoulé » le siège de l'entreprise à Eauboune (Val d'Oise).

■ **TWA** : le président de la compagnie aérienne américaine, Jeffrey Erickson, a démissionné le 24 octobre. Cette annonce a été faite quelques heures après la publication d'une perte de 14,3 millions de dollars au troisième trimestre. Depuis l'explosion en vol, le 17 juillet, d'un appareil de la TWA au large de New York pour des raisons inconnues, la position de la compagnie est fragilisée.

■ **BRITISH PETROLEUM** : le Parlement européen a dénoncé, le 24 octobre, les violations des droits de l'homme commises par la société pétrolière en Colombie. Il demande au chef de l'Etat colombien de publier intégralement un rapport de la commission des droits de l'homme sur ces agissements.

LE NUMÉRO 1 EN FRANCE

DES PARCS D'AFFAIRES

LOCATIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 22 octobre 1996 sous la présidence de Monsieur Gilles LAPORTE, pour examiner les résultats et l'activité du premier semestre.

Résultat au 30 juin 1996

Les comptes consolidés au 30 juin 1996, reflètent la nouvelle dimension acquise par SILIC à la suite des récentes opérations de croissance externe.

(Chiffres en MF à périmètres non comparables)	1 ^{er} sem. 1996	1 ^{er} sem. 1995	Rappel année 1995
Chiffre d'affaires	278,4	177,2	430,9
dont : loyers	211,9	146,0	337,0
« honoraires »	15,6	-	-
Résultat courant avant I.S.	121,8	89,2	208,9
Résultat net	78,3	55,2	129,7
Cash-flow après I.S.	133,4	88,3	206,9

Les chiffres consolidés tiennent compte pour la première fois de l'intégration de la Société SOCOMIE, chargée de la commercialisation et de la gestion du patrimoine, dans le périmètre de consolidation.

Activité locative à fin septembre 1996

En dépit de la poursuite d'un important mouvement de rotation des locataires, SILIC a pu grâce à une activité locative soutenue, stabiliser le taux d'occupation de son patrimoine à environ 80 %.

Les nouvelles locations réalisées à fin septembre représentent près de 100 000 m², contre 110 000 m² environ pour la totalité de l'année précédente sur le même périmètre reconstitué. La progression de l'activité locative d'une année sur l'autre, devrait être comprise entre 15 % et 20 %.

Les excellents résultats commerciaux enregistrés sur les bâtiments ayant fait l'objet de restructurations louches à RUNGIS et PARIS NORD confortent SILIC dans sa politique de modernisation de son patrimoine. Ces investissements seront comme par le passé intégralement autofinancés.

Ces évolutions justifient les options stratégiques prises par la Société, en 1995.

Prévisions 1996

Les estimations de résultats pour l'exercice en cours confirment la capacité de SILIC à servir un dividende mixte équivalent à celui de 1995. Cette distribution s'appliquerait à un nombre sensiblement accru d'actions (4.324.239 contre 3.500.778).

CARTE D'IDENTITÉ

- Patrimoine locatif : 970 000 m².
- Sites : 20 dont 15 en région parisienne.
- Entreprises locataires : 1 000.
- Capitaux propres : 2,6 milliards.
- Immobilisations nettes : 2,8 milliards.
- Endettement net à long et moyen terme : 0.
- Cotation : Bourse de Paris, marché au comptant.
- Capitalisation au 21/10 : 3,04 milliards.

Les communiqués sont publiés sur le 3615 COB.

silic

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1996

RETOURNEMENT Après les heures de gloire de la fin des années 80, les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ont été touchées de plein fouet par la crise de

l'immobilier. Elles accusent pour bon nombre d'entre elles des rendements squelettiques et de fortes dépréciations sur certaines valeurs de parts. ● LA DIFFICULTÉ pour re-

vendre les parts et l'absence d'un marché secondaire efficace ont fini au cours des dernières années de discréditer ce placement. ● TOUTES LES SCPI ne sont pourtant pas dans

une situation difficile, et la mise en place progressive d'un marché secondaire plus efficace est une garantie pour l'avenir. Les SCPI qui investissent dans l'habitation

résistent plutôt mieux. ● CETTE FORME DE PLACEMENT présente enfin un avantage de taille : les SCPI sont fiscalement transparentes. La société n'est pas imposable.

Les SCPI vouées au logement redeviennent rentables

Cet investissement immobilier a aujourd'hui une très mauvaise réputation après avoir été victime de la crise et de la difficulté, pour un épargnant de revendre ses parts. Conséquences : les prix de vente sont faibles et les rendements redeviennent attractifs

LES SOCIÉTÉS CIVILES de placement immobilier (SCPI) ont mauvaise presse. Ce mode de placement collectif est pourtant ingénieux dans son principe : il permet à des investisseurs disposant de sommes même modestes (à partir de 50 000 francs) d'acquiescer des parts de sociétés qui achèteront des immeubles à louer. Les associés se trouvent ainsi déchargés de tout souci de gestion immobilière, mais, en revanche, s'en remettent à un gestionnaire qui choisit les immeubles, sélectionne les locataires et prélève des commissions à la souscription, sur les revenus distribués et à la vente. Les associés ont théoriquement un droit de regard lors des assemblées générales et par le biais du conseil de surveillance élu, mais, en pratique, ce contrôle est difficile à exercer.

Les SCPI présentent un autre avantage de taille : elles sont dites fiscalement transparentes. Cela signifie que la société n'est pas imposable, mais les associés le sont, à hauteur de leur part du capital. C'est pourquoi, à partir de 1987, la plupart des grandes banques ont créé une sous-branche de SCPI Méhaignerie, ouvrant à leurs épargnants le bénéfice de cet avantage fiscal.

On trouve, aujourd'hui, sur le marché, des SCPI de différentes générations. Les plus récentes sont encore ouvertes, on peut en acheter des parts et bénéficier d'avantages fiscaux conséquents. Les plus anciennes atteignent l'âge de ral-



son, sept ans, ce qui n'est pas sans inconvénient. Les mouvements de vente de parts d'associés de la première heure font baisser encore plus vite les prix. « Faut de communication, nous avons vu arriver ensemble 8 % à 9 % d'associés désirant vendre leurs parts », explique Alain Violette, chef de produit Géré Habitat de la Société générale. Nous avons été contraints, conformément à la loi, de provoquer une assemblée générale au cours de laquelle les associés se sont majoritairement prononcés pour la baisse

du prix des parts plutôt que pour la vente d'immeubles.

Le choix d'une SCPI est donc délicat. La valeur des parts est liée à l'évolution du marché de l'immobilier d'habitation, pas encore complètement sorti de la crise. Deux symptômes persistent : les prix des transactions continuent de baisser et les loyers sont sur une pente légèrement descendante, pour cause de moindre solvabilité des locataires. Cependant, les professionnels de l'immobilier notent une stabilisation globale des prix, malgré quelques foyers de baisse persistante, et la demande de logements à louer est forte, à condition de rester dans une fourchette allant de 50 francs le mètre carré mensuel en province à 65 francs en proche banlieue, et de 75 francs à 85 francs à Paris.

Avant d'opter pour l'achat de parts d'une SCPI, il faut examiner à la loupe son patrimoine, son prix d'achat ou d'expertise, les loyers et le taux d'occupation. L'investisseur averti retracera l'histoire de la valeur du prix des parts, des recettes locatives et des revenus servis. Il ne se contentera pas d'un rendement exprimé en pourcen-

tage du prix de la part qui n'est pas toujours celui qu'il paiera. Il s'agit aussi des provisions constituées pour grosses réparations et de la réserve dite de report à nouveau, dont la bonne norme est aux alentours de 3 % des recettes locatives. Derniers détails d'importance : connaître précisément les commissions prélevées par la société de gestion sur les sommes collectées, les revenus locatifs (10 % maximum) et les ventes de parts (5 % maximum).

L'investisseur en immobilier d'habitation a le choix entre deux stratégies : soit il achète des parts à prix décoté, sur le marché secondaire, sans l'avantage fiscal puisqu'il a été consommé, soit il souscrit des parts de première main, mais il lui faut faire vite, avant janvier ou février prochains, car le dispositif Méhaignerie expire au 31 décembre 1997, date à laquelle les immeubles doivent être achetés. Beaucoup de gestionnaires de SCPI ont surpayé les immeubles achetés entre 1988 et 1991, absorbant largement l'avantage fiscal et, circonstance aggravante, ont même revalorisé le prix de parts d'un patrimoine qui, dans le même temps, se dépréciait. Les SCPI de la deuxième génération, entre 1990 et 1992, sont, pour cette raison, les plus mal en point.

UN CHOIX DÉLICAT

Aujourd'hui, le prix de la part devrait refléter la dévalorisation de ce patrimoine, qui atteint, à Paris, entre 30 % et 40 % entre 1991 et 1996. Mais cela n'est pas encore le cas des prix officiels des parts de toutes les SCPI. Là où le réajustement n'est pas accompli, il vaut mieux se tourner vers le marché dit « gris », à des prix inférieurs. La Commission des opérations de Bourse (COB), prenant acte du développement des transactions de gré à gré d'ailleurs enjoint aux gestionnaires de communiquer, dans leurs publications, le prix moyen pratiqué.

Les SCPI de la troisième et dernière génération ont l'avantage de la jeunesse. Leurs gestionnaires ont acheté des immeubles après le

retournement de marché de 1991, à des prix plus sages, mais elles ne servent pas des rendements mirobolants : 5 % au plus, non compris l'avantage fiscal qui n'y ajoute qu'à peine 1 %. Aujourd'hui, une quinzaine de SCPI sont « ouvertes » et cherchent des associés, les plus actives étant celles des grandes banques de dépôt. Citons Géré Habitat 5 de la Société générale, Unidomo 9 du Crédit agricole, Domirent 1 du groupe Pelloux, Natio Habitat 3 de la BNP, ImmoPoste du réseau La Poste, Elysées Résidence 4 du CCF, Pierre Ecureuil Habitat de la Caisse d'épargne et Cofipierre 4 des Mutuelles du Mans (une des rares SCPI à offrir une garantie de rachat des parts).

GESTION FAMILIALE

Les SCPI Quilès, Super Quilès ou Super Méhaignerie offrent un avantage fiscal majoré : il est possible de déduire 15 % du montant de l'investissement, dans la limite de 400 000 francs pour une personne célibataire et 800 000 francs pour un couple marié, soit 60 000 francs et 120 000 francs de déduction fiscale maximale, fractionnable sur quatre ans. Un cadeau, en contrepartie duquel le propriétaire doit respecter deux engagements : il doit louer à des

locataires dont les revenus sont inférieurs à un barème, avec un loyer réglementé (en Ile-de-France, 800 francs par mètre carré et par an soit 67,40 francs le mètre carré mensuel, et ailleurs 567 francs annuel soit 48 francs mensuel). Etant donnée la baisse générale des prix et des loyers, ces contraintes n'ont rien de rédhibitoire, au contraire. Les logements neufs proposés à ce tarif trouveront toujours preneurs.

S'il cherche un rendement locatif brut de 6 %, soit un net de 4,2 %, l'investisseur devra simplement veiller à ne pas payer le mètre carré plus de 13 483 francs, en région parisienne. Il existe cinq SCPI Super Quilès-Méhaignerie sur la place, de taille plutôt réduite, à la gestion quasi familiale. « Notre SCPI, avec une capitalisation de 80 millions de francs, compte 450 associés », explique François Lacheze, gérant d'Acti Habitat (Caisse des dépôts).

Acheter aujourd'hui des parts de SCPI d'habitation, à prix décoté, demande du flair et un audit impartial du profil immobilier et financier de la société de gestion à laquelle on confie, sans grand pouvoir de contrôle, ses économies.

Agnès Clément

L'avantage fiscal Méhaignerie

L'avantage fiscal Méhaignerie fait partie des aides fiscales successives à l'investissement locatif. Il a été créé en 1986 et permet à un investisseur de déduire de son impôt sur le revenu 10 % de l'achat d'un immeuble neuf dans la limite de 300 000 francs pour un célibataire et de 600 000 francs pour un couple marié. La réduction d'impôt est étalée sur deux ans, dont la moitié du plafond la première année (15 000 ou 30 000 francs) et le solde la seconde. Le logement doit être loué non meublé, à titre de résidence principale, et pour une période minimale de six ans. Les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) sont donc contraintes de conserver leurs parts environ sept ans, car il faut compter avec les délais de livraison de l'immeuble et de sa mise en location. Rappelons que les SCPI sont dites fiscalement transparentes : la société n'est pas imposable, mais les associés le sont, à hauteur de leur part du capital.

Les acheteurs font toujours les prix

Les statistiques concernant le marché immobilier et le chômage ont quelque chose en commun : elles sont scrutées par des experts qui cherchent désespérément à trouver des éléments positifs.

Ainsi, la Chambre des notaires de Paris, qui dresse périodiquement un état de santé de l'immobilier parisien, ne manque pas de souligner que le volume des ventes enregistrées entre le deuxième

trimestre 1995 et le deuxième trimestre 1996 a progressé de 27 % pour les logements anciens. Sans occulter pour autant que le chiffre d'affaires correspondant à l'ensemble de ces transactions (+8 %) reste à la traîne au simple motif que les prix ne cessent de baisser. Selon l'indice mis au point par le notariat en collaboration avec l'INSEE, il ressort que le prix moyen au

mètre carré relevé à Paris à la mi-96 se situait à 15 680 francs contre 17 254 en 1995, soit une nouvelle baisse de 9,22 % sur un an. Tous les arrondissements parisiens ne sont pas affectés de la même façon. C'est dans le 6^e et le 16^e que sont enregistrés les reculs les plus spectaculaires, avec des baisses de 19 % et de 12,3 %. Longtemps considéré comme une zone de villégiature par excellence, le 16^e a vu son prix moyen au mètre carré qui n'est plus que de 20 349 francs, soit meilleur marché que le 8^e (20 437 francs) ou encore le 4^e (20 531 francs). Toujours au chapitre des plus fortes baisses, suivent le 7^e et le 15^e avec des prix au mètre carré se situant respectivement autour de 22 679 francs (-12 %) et de 11 624 francs (-12,4 %).

A l'inverse, c'est dans le 2^e arrondissement que la baisse sur un an a été la plus modérée (-4,6 %) ainsi que dans le 5^e (-6 %), le 17^e (-5,2 %) et le 11^e (-6,2 %).

Mots complètes que par le passé, les

statistiques fournies par la Chambre des notaires ne permettent pas de voir comment les différents types de biens (studios, deux-pièces, etc.) ont résisté à la crise. Il semble néanmoins que tous les logements soient peu ou prou concernés, le prix des appartements de standing ayant même reculé plus vite que la moyenne.

Toute la question maintenant consiste naturellement à savoir si l'augmentation du nombre de transactions qui s'est fait jour à la mi-96 sera durable ou pas. Impossible de prévoir l'avenir mais, à court terme, une chose est plausible : la disparition, à la fin de l'année, de plusieurs dispositions fiscales destinées à relancer le marché immobilier aura pour effet de précipiter certaines intentions d'achat. Mais rien ne permet pour autant de conclure que cet « effet volume » aura pour conséquence de tirer les prix à la hausse.

Arnaud de Fréminville

Epargner à bon compte dans l'entreprise

Le plan d'épargne-entreprise (PEE) est un système d'épargne facultatif qui permet aux salariés de se constituer une épargne en valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise. Principal avantage : dès lors que les valeurs acquises sont conservées pendant cinq ans au minimum, les revenus et plus-values, tout comme la contribution de l'entreprise, sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Dans la pratique, le PEE est alimenté à l'initiative du salarié, qui peut effectuer des versements libres ou réguliers. Au cours d'une année, ces versements ne doivent pas excéder plus du quart de sa rémunération annuelle.

De son côté, l'entreprise contribuera à cet effort d'épargne en versant ce que l'on appelle un abondement. Cette contribution est limitée au triple des versements effectués par le salarié, avec un plafond de 15 000 francs par an. A noter que la CSG et la CRDS sont prélevées lors du versement de l'abondement sur le PEE.

L'épargne (versement du salarié et abondement) est généralement investie en actions de SICAV ou parts de fonds communs de placement. Par la suite, les sommes qui auront fructifié au minimum cinq ans pourront être récupérées en franchise d'impôt sur le revenu (mais les plus-values et/ou les revenus seront soumis à la CRDS), l'épargnant pouvant effectuer, à sa convenance, un retrait total ou partiel. Remarque : il reste possible de débiter son épargne avant cinq ans sans subir de

pénalité fiscale. Les cas ouvrant droit à ce régime d'exemption sont les suivants : cessation du contrat de travail, naissance d'un troisième enfant, mariage, divorce (à condition de conserver la garde d'un enfant), acquisition de la résidence principale, création d'une entreprise par le bénéficiaire ou son conjoint, situation de surendettement.

Si l'un de ces événements venait à se produire, l'épargne acquise sur le PEE ne serait pas débloquée automatiquement. Il appartient en effet au salarié de contacter l'organisme gestionnaire des fonds et de lui fournir les pièces nécessaires en précisant s'il souhaite effectuer un déblocage total ou partiel des sommes devenues disponibles.

Laurent Edelmann

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

DANIEL VAILLANT

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

سكس مائة

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	25-10-96	DIF.
Bouygues	2045	—
Danone	716	—
Eridania Belg	625	—
Fromageries Bel	4600	—
LYNAT Most Vultion	1152	—
Perrier-Roland	267,49	—
Remy Cointreau	125,50	—
Saint-Louis	1551	—

ASSURANCES	25-10-96	DIF.
ACF-Ass.Gen.France	150,70	—
Assa	320,50	—
CAN	118,50	—
SCOR	799,50	—
Union Assur.Fid	580	—

BATIMENT ET MATERIAUX	25-10-96	DIF.
Bouygues	2045	—
Ciments Fr.Phy.B	170,50	—
Cobas	645	—
Ecillage	257	—
Europarcel	7,80	—
OTM-Entreprise	345	—
Imetal	782	—
Jean Lefebvre	350	—
Lafarge	306,40	—
Solignum	698	—
SCE	97,50	—

CHIMIE	25-10-96	DIF.
Air Liquide	796	—
Geacque (D)	439	—
Michelin	246	—
Plastic-Omn.(Ly)	434	—
Rhone-Poulenc A	147	—
Roussel Uclaf	1319	—
Sanofi	470,40	—
Synthelabo	484	—

CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	25-10-96	DIF.
BIC	239	—
Christian Dior	—	—
Carlon	710	—
DMC (Dorlik M)	143,20	—
Esso Int	1552	—
Groupes Andre S.A.	362	—
L'Oréal	1791	—

LE VENT D'ÉPHÉMÉRIE qui avait soufflé lundi jour plus tôt sur l'ensemble des places et dans cette semaine sans que les boursiers y voient, dans l'immédiat, un véritable retournement de tendance. La Bourse de Paris n'a pas échappé à ce mouvement de consolidation généralisée, les valeurs terminant la semaine en repli de 1,04 % à 2162,43 points. Selon les opérateurs, seul un franchissement à la baisse du niveau des 2100 points pourrait être interprété comme une véritable inversion de tendance. Au cours de cette semaine plutôt calme, en l'absence de statistiques importantes en provenance des États-Unis, quelques titres ont retenu l'attention. C'est le cas notamment de Lagardère et de Thomson-CSF, qui ont continué d'être très entourés. Au cours de la seule séance de lundi, les échanges sur ces deux titres ont pratiquement représenté 10 % du total des transactions du jour. Lagardère termine la semaine sur un repli marginal de 0,12 % à 166 francs et Thomson-CSF finit sur une hausse de 1,39 % à 160 francs. Des écarts de cours bien insignifiants si on les compare au recul qu'a connu le Club Méditerranée.

En cinq séances, le titre du Club a perdu 16,64 % pour terminer la période à 328,60 francs. La totalité de cette baisse s'est effectuée au cours de la

Paris consolide ses gains

seule séance de mercredi. À l'origine de ce recul, l'annonce par le Club, mardi soir, de la stabilité de son résultat courant pour le second semestre. Les analystes ont réagi — et peut-être « surréa- » — très rapidement. S'ensuivraient de nombreuses recommandations de ventes qui ne firent pas les affaires du titre. Après plusieurs tentatives de cotation infructueuses mercredi à l'ouverture, les vendeurs ne trouvant pas de contrepartie, le titre est revenu à la cotation quelques heures plus tard. Mais, en clôture, le mal était fait : l'action avait perdu 17,34 % à 329 francs et les échanges avaient porté sur 864 500 titres, soit 6,36 % du capital. Depuis le début de l'année, elle affiche désormais un recul de 16 %.

La sanction de la Bourse — dont plusieurs analystes conviennent aujourd'hui qu'elle était exagérée — est toujours redoutée par les dirigeants d'entreprise. Les boursiers déçoivent souvent bilans et satisfait avec la même promptitude. Dans le cas du Club, leur réaction ne s'est pas fait attendre car ils étaient restés attachés à l'objectif de 400 millions de francs de bénéfices à la fin de l'exercice 1996-1997, annoncé par le président-directeur général du Club, Serge Tigano, lors du forum « Valeurs françaises » du CCF. Les dirigeants de la rue Vivienne ont, à l'évidence, péché par excès d'optimisme, les conditions économiques n'ayant pas été au rendez-vous. Ils admettent aujourd'hui que des ajustements au niveau du mar-

keting sont nécessaires, tout en reconnaissant qu'il est impossible de changer le concept du Club ou sa stratégie. Des rumeurs — formellement démenties — ont même fait état d'un possible remplacement d'Henri de Bodinat, directeur général du Club. Ce dernier indiquait, au contraire, jeudi à l'AFP qu'il avait été chargé de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de prix, « plus ciblée », visant à augmenter le chiffre d'affaires du groupe l'an prochain.

Notons encore pour cette fin de semaine l'annonce de la prochaine entrée en Bourse sur le compartiment du second marché du groupe Jean-Claude Darmon, numéro un de la communication sportive. Selon la société de communication financière Europe Finance et Industrie, 15 % du capital de la société créée par M. Darmon en 1968 devrait être proposée aux investisseurs. Détenue à 94,3 % par M. Darmon, le groupe du même nom a réalisé au cours de l'exercice 1996 des fins de chiffre d'affaires de 652 millions de francs et un bénéfice net part du groupe de 43,4 millions de francs. La société, qui emploie soixante-sept personnes, exerce quatre métiers au profit des clubs et des fédérations sportives : gestion des droits de retransmission télévisée, recherche de sponsors, régie des espaces publicitaires (notamment dans les stades) et gestion des relations publiques.

François Bostman

MOULINER	25-10-96	DIF.
Moulinier	96,30	—
Salomon (Ly)	465,10	—
S.E.B.	1028	—
Sole Rosignol	134,10	—
Soumer-Alibert	151,80	—
Zodiac grand civil	1441	—

CRÉDIT ET BANQUES	25-10-96	DIF.
Banque (Cie)	499,50	—
B.N.P.	196,70	—
C.C.F.	281	—
Crédit Lyonnais	1199	—
Comptoir d'Entrep.	9,60	—
CFR	419,90	—
Crédit Fonc.France	49,05	—
Crédit Local Fr	440,50	—
Crédit Lyonnais G	139	—
Crédit National	284,20	—
Société Générale	557	—
UFB Local	455	—
UIC	38,30	—
Vie Banque	135	—

DISTRIBUTION	25-10-96	DIF.
Carrefour	2849	—
Cinéma Goldard	230,40	—
Carrefour (L)	675	—
Compagnie Modern	2460	—
Danone	4180	—
Galeries Lafayette	1885	—
Gilbert	340	—
Cuyenne Cagocine	1850	—
Pineau-Pin.Red.	1904	—
Primag	525	—
Promotes	1444	—
Rasel	1475	—

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	25-10-96	DIF.
Alcatel Alsthon	449,40	—
CS Signaux(CSE)	235,20	—
Inter-technique 1	751	—
Labinal	790	—
Legrand	891	—
Sagem SA	3170	—
Schneider SA	252	—

IMMOBILIER ET FONCIÈRE	25-10-96	DIF.
C.F.C.	435	—
Immo Impériale(Ly)	4551	—
Sefimex	391	—
Sinco	447	—
UIC	415	—
Lucia	740	—
SIC	717	—
Sogeparc (Fie)	717	—

INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO	25-10-96	DIF.
Bolton Techno.	59	—
Europa Europ.Ram	132,30	—
CCIP	1186	—
Eurofinance	2176	—
Gaz et Eau	2145	—
Lagardère	167	—

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	25-10-96	DIF.
Bertrand Faure	178,50	—
Dassault Aviation	1029	—
De Dietrich	202	—
Ermet	228	—
Fives-Lille	443	—
Legris Indust.	188	—
Metalurop	49,80	—
Procter	559	—
Renault	117,80	—
Strafor France	386,50	—
Valco	294,50	—
Valeport	265,70	—

MINES D'OR, DIAMANT	25-10-96	DIF.
Anglo American	330	—
De Beers	155	—
Driefonstein	62,80	—
Gencor Limited	17,85	—
Harmony Gold	41,50	—
Randfontein	26,50	—
Sakre-Helena	31,70	—
Western Deep	160	—

PÉTROLE	25-10-96	DIF.
Elf Aquitaine	419,30	—
Raso	528	—
Geophysical	366	—
Total	407,70	—
BP France	197	—
SNIP-El CPE	575	—

SECTEUR DU BIEN-ÊTRE	25-10-96	DIF.
Bail Investis.	778	—
Interball	224	—
Kiepert	661	—
Lochius	725	—
Solexbanque	73,90	—
Unifail	510	—
Genefim	—	—
Immobail	104	—

TRANSPORTS, LOGIS, SERVICES	25-10-96	DIF.
Accor	632	—
BIS	530	—
Canal +	1254	—
Cap Gemini	253	—
CEP Communication	350	—
Club Méditerranée	331,50	—
Club (Gie des)	622	—
Euro Disney	10,20	—
Fluorochi Media	1100	—
Havas	332,80	—
Lyonnais Esus	458,90	—
Publicis	423	—
S.I.T.A	1040	—
Silgas	350	—
Sodexo	2540	—
Technip	459,30	—
Eco	1225	—
Scac Delmas(SVD)	980	—
Dauphin OTA	520	—
TF1-1	558	—

VALUEURS A REVENIR PRE DU INDEX	25-10-96	DIF.
Emp.Baz (1992-97)	101,70	—
CNB TMO (1992-97)	100,50	—
CNB Parb.97TMO(S)	100,50	—
CNB Suez 97 TMO(S)	100,50	—
CNI TMO (1992-97)	100,50	—

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 18 octobre

LIBELLE	Organisme	Propriétaire	Rang	Rang	Valeur
---------	-----------	--------------	------	------	--------

DIVERSIFIÉES FRANCE

Performance moyenne sur 1 an : 15,16 %, sur 5 ans : 34,64 %

EMERGENCE FORTE	1	212,26
VALUERS DE FRANCE	2	182,42
NATIXIS EUROPE RETRAITE	3	135,05
NORWICH	4	135,05
INTERSELECTION FRANCE	5	135,05
ALLIANCE (D)	6	109,91
ALLIANCE (C)	7	114,02
BSI Avenir	8	117,39
PERVALOR	9	117,39
FEDERAL CROISSANCE (D)	10	117,39
FEDERAL CROISSANCE (C)	11	117,39
OBJECTIF PATRIMOINE	12	117,39
CM EPARGNE LONG TERME (C)	13	117,39
CM EPARGNE LONG TERME (D)	14	117,39
MIDLAND OPTIONS PLUS	15	117,39
QUEST VALEURS (C)	16	117,39
QUEST VALEURS (D)	17	117,39
AVENIR ALIZES (C)	18	117,39
AVENIR ALIZES (D)	19	117,39
TREND INVEST	20	117,39
GTI FRANK	21	117,39
STATE STREET ALLOCATION FRANC	22	117,39
AVENIR EPARGNE	23	117,39
INDOUEX (C)	24	117,39
INDOUEX (D)	25	117,39
ASSURIMEX	26	117,39
ACT 1 (C)	27	117,39
ACT 1 (D)	28	117,39
STANDARD FRANCE	29	117,39
SEVA	30	117,39
PARIBAS TREASORERIE 2 PLUS	31	117,39

DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 15,96 %, sur 5 ans : 35,26 %

LE PORTFOLIO DIVERSE	1	1641,98
PARIBAS EUROPE	2	1208,97
ATLAS	3	1400,26
COURCOUR	4	125,92
PARIBAS	5	135,92
PLACEMENT NORD (D)	6	1498,93
PLACEMENT NORD (C)	7	152,99
SAINT-MONORE VIE & SANTÉ	8	1116,54
EAGLE INVEST	9	1376,69
SAINT-MONORE INVESTISSEMENTS	10	1591,99
CONSERVATION SAINT-MONORE	11	531,91
INDOUEX	12	1827,84
VIA INVESTISSEMENT	13	168,27
TECHNO-GAN	14	1735,85
EPARGNE UNE	15	11971,01
HOUSION	16	1190,89
ALLIANCE	17	961,13
GESTION INDOUEX (C)	18	487,30
GESTION INDOUEX (D)	19	364,58
SUMI	20	1396,46
NATIXIS EUROPE	21	244,75
CONSERVATION PATRIMOINE	22	1245,04
VICTOIRE	23	139,89
C.F.E.C.	24	11586,96
PIERRE CROISSANCE	25	401,31
ORST STRATEGIES	26	1300,98
ALCANTARA INVESTISSEMENT	27	427,67
OCAMORON	28	1521,27
FRANCE JAVAGUANT NOW	29	10857,09
NATIXIS EUROPE	30	874,19
LE LIVRET PORTFOLIO	31	297,35
LAFFITTE EPARGNE	32	746,14
PARIBAS CROISSANCE	33	6262,62
ELAN CLUB	34	5000,12
ELAN CONCEPT	35	960,56
WIKI (C)	36	941,20
WIKI (D)	37	1121,3
ETOILE PATRIMOINE EQUILIBRE C	38	711,89
ETOILE PATRIMOINE EQUILIBRE D	39	711,89

VALEURS LIQUIDATIVES SICAV ET FCP

3615 BNP

ALLO SICAV 08.36.68.17.17

BNP

STRATÉGIE ACTIONS

NATWEST CROISSANCE (D)	63	53	947,56
NATWEST CROISSANCE (C)	64	48	1065,27
PARIBAS OPPORTUNITES	65	47	111,36
BACOT-ALLAN INTERNATIONAL	66	44	159,85
CARIMAG PATRIMOINE	67	38	4525,71
PARIBAS	68	16	8769,89
BO EUROPE	69	14	601,96
BO EUROPE	70	12	219,52
PALUEL	71	11	1160,82
CCF	72	9	1171,34
CCF	73	8	120971,18
CCF	74	64	376,59
CCF	75	50	1572,58
CCF	76	50	1381,48
CCF	77	46	12891,15
CCF	78	66	1342,31
CCF	79	65	1295,39
CCF	80	38	11509,15
CCF	81	38	12710,69
CCF	82	64	527,30

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 11,85 %, sur 5 ans : 12,57 %

CONSERVATION UNIC	1	1	491,47
CNP ASSUR PIERRE	2	2	541,25
INDOUEX RENDEMENT ACTIONS (C)	3	13	767,85
INDOUEX RENDEMENT ACTIONS (D)	4	14	585,62
CONVERTIMMO	5	4	86,96
FRANCO PIERRE	6	15	115,29
OBJECTIF ACTIFS REELS	7	15	1110,55
CROISSANCE IMMOBILIERE	8	15	502,76
FRUCTIMO	9	21	301,2
PLACEMENT IMMOBILIER (D)	10	28	106,48
PLACEMENT IMMOBILIER (C)	11	28	106,48
HAUSMAN PIERRE (C)	12	16	1099,16
HAUSMAN PIERRE (D)	13	27	952,24
GESTION IMMOBILIER INTÉ (C)	14	14	682
GESTION IMMOBILIER INTÉ (D)	15	9	491,19
TAP AEDRCHAND	16	18	452,44
MONASSUR	17	17	108,79
CNCA	18	10	1214,75
BNP	19	3	1200,30
ACFMO	20	11	594,37
CCF	21	26	882,20
BREED	22	6	286,62
PALUEL	23	27	571,68
LA MONDIA	24	7	5981,

La fin annoncée de la baisse des taux en Allemagne

Les déclarations du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, ont provoqué des remous sur les marchés financiers internationaux. Le deutschemark s'est renforcé face à l'ensemble des devises, franc excepté

La semaine a été marquée, sur les marchés financiers internationaux, par les déclarations du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, qui a clairement laissé entendre que la détente monétaire est

arrivée à son terme en Allemagne. « Les taux directeurs sont à des niveaux historiquement faibles en Allemagne, et, dans ce domaine, il ne faut rien attendre et rien n'est nécessaire », a-t-il affirmé mercredi

23 octobre. Les propos de M. Issing pourraient marquer un tournant important dans l'évolution des politiques monétaires européennes. Les taux d'intérêt allemands étaient orientés à la baisse depuis l'été

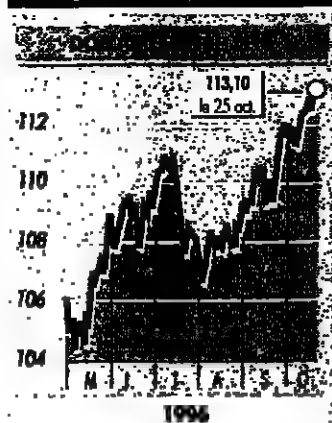
1992, ce qui avait fini par créer un environnement favorable à la détente des rendements obligataires, au redressement du dollar, et à l'équilibre du marché des devises européennes.

OTMAR ISSING, chef économiste à la Bundesbank, est une personnalité très écoutée sur les marchés financiers internationaux. Moins « politique » que le président de l'Institut d'émission, Hans Tietmeyer (très proche d'Helmut Kohl), grand théoricien des questions monétaires, il incarne aux yeux des investisseurs la rigueur et l'orthodoxie de la politique de la banque centrale allemande. Cette réputation explique l'importance que revêtent les propos qu'il a tenus, mercredi 23 octobre, lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision allemande ZDF.

« Les taux directeurs sont à des niveaux historiquement faibles en Allemagne, et, dans ce domaine, il ne faut rien attendre et rien n'est nécessaire », a affirmé M. Issing. Jusqu'à présent, les membres du conseil de la Bundesbank avaient toujours pris soin d'entretenir l'espoir de baisse des taux d'intérêt supplémentaires. Dans nos colonnes, le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer lui-même, avait affirmé, il y a une semaine à peine, ne pas pouvoir « prévoir s'il reste une petite marge vers le bas » (Le Monde du 17 octobre).

Otmar Issing a, en quelque sorte, mis fin, mercredi, aux doutes et aux interrogations de son président. Il n'existe plus, selon lui, « de petite marge vers le bas ». Pour justifier sa position, M. Issing a mis en avant les signes de reprise de l'économie

Le cap des 113 yens franchi



En repartant au marché, le dollar s'est apprécié face au yen, contre lequel il a atteint ses plus faibles niveaux depuis le mois de janvier 1994.

allemande. « L'économie s'est améliorée sensiblement depuis le printemps, même si ce n'est pas spectaculaire », a-t-il expliqué. Les performances, à la fin de l'année, seront meilleures que ce que l'on avait imaginé au début de 1996. L'indice de climat des affaires, mesuré par l'Institut de conjoncture IFO, a progressé au mois de septembre pour s'établir à 95,7 points (après 94,4 points en août), tandis que la

production manufacturière a progressé de 0,8 % au mois d'août (soit 2,8 % sur un an).

M. Issing estime que les conditions monétaires sont réunies pour permettre une reprise de la croissance, mais que son ampleur et sa durée dépendront des réformes structurelles de l'économie mises en œuvre : assainissement des finances publiques, refonte du régime de protection sociale et allègement de la fiscalité. En un mot, la Bundesbank estime que la balle n'est plus dans son camp, mais dans celui du gouvernement et des partenaires sociaux.

UNE RÉACTION MODÉRÉE

Le probable arrêt de la détente monétaire en Allemagne change en profondeur la donne sur les marchés financiers internationaux. Les taux directeurs de la Bundesbank étaient orientés à la baisse depuis l'été 1992. Depuis cette date, les rendements à trois mois allemands ont reculé de 10 % à 3 %, un repli qui s'est étendu aux autres pays européens, notamment à la France. Cette détente monétaire interrompt en Allemagne, rendue possible par le recul continu de l'inflation et la faiblesse de la croissance, avait fini par se propager aux rendements obligataires, par contribuer au redressement du dollar et par assurer un certain équilibre sur le marché des devises européennes. La réaction des marchés aux pro-

pos de M. Issing a été - jusqu'à présent - modérée. Si le deutschemark s'est renforcé face à l'ensemble des devises - franc excepté -, il a terminé la séance de vendredi à 3,3755 francs, 1 001 livres, 74,40 yens et 1,5220 mark pour un dollar, en deçà de ses niveaux at-

tendus, reflétés par les cours des contrats à terme, les rendements à 3 mois, actuellement à 3,12 %, ne commencent à remonter qu'au printemps de l'année 1997 (3,40 % fin juin). Afin de conforter la reprise économique, la Bundesbank opterait pour un long statu quo moné-

La lire aux portes du SME

« L'Italie souhaite faire rentrer la lire dans le système monétaire européen (SME) dès l'approbation du budget à la Chambre des députés, sans attendre le vote du Sénat », a déclaré, vendredi 25 octobre, le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi. Le vote à la Chambre est prévu pour le 17 novembre.

M. Ciampi a souligné que le principal problème est la détermination de la « parité centrale de la lire par rapport aux autres monnaies ». Les milieux industriels italiens souhaitent faire rentrer la lire au cours le plus bas possible (autour de 1 050 lire pour 1 deutschemark) alors que l'Allemagne et la France sont favorables à la fixation d'un cours-pivot nettement plus élevé (autour de 950 lire pour 1 deutschemark). La lire s'échangeait, vendredi, à la clôture des marchés européens, à 1 001 lire pour 1 deutschemark.

La Banque d'Italie, saluant la rigueur budgétaire gouvernementale et la décade de l'inflation, a par ailleurs annoncé, mercredi, une baisse de 0,75 % de son taux d'escompte, ramené de 8,25 % à 7,50 %.

teints deux jours plus tôt. Le contrat notional du Matif, pour sa part, qui avait cédé 42 centimes mercredi et jeudi, en a regagné 26 vendredi.

Le sentiment des opérateurs selon lequel les taux d'intérêt à court terme vont rester stables durant de longs mois en Allemagne explique leur sérénité. Selon leurs anticipa-

taires, comme l'ont fait la Réserve fédérale américaine de 1992 à 1994 ou la Banque du Japon depuis plus d'un an.

Certains analystes se montrent moins optimistes. Ils estiment que les anticipations de hausse des taux directeurs de la Bundesbank risquent de se renforcer au cours des prochaines semaines si l'économie allemande montre de nouveaux signes d'amélioration et si la croissance de la masse monétaire reste soutenue.

Pour la Banque de France, le scénario idéal serait celui d'une longue période de stabilité des taux en Allemagne. Elle lui permettrait de poursuivre sa politique des très petits pas (le taux au jour le jour a été réduit de 3,38 % à 3,31 % lundi) et d'instaurer une convergence monétaire pacifique avec l'Allemagne, en ramenant ses appels d'offres (3,25 %) au niveau des prises en pension de la Bundesbank (3 %).

A l'inverse, un resserrement de la politique monétaire allemande plus rapide que prévu placerait la Banque de France dans une situation très délicate, surtout si l'économie française redémarrait avec un certain retard sur son homologue allemande (la consommation des ménages a reculé de 1,5 % en France en septembre). « Forcée » de suivre la Bundesbank et de relever ses taux pour assurer la stabilité de la parité franc-mark sans que ce geste soit justifié économiquement, la Banque de France s'exposerait inévitablement aux critiques de la classe politique et des milieux industriels, dont l'histoire récente a montré à quel point elles suffisent à rompre l'équilibre monétaire français.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommeaux

Carole Petit

Marché international des capitaux : l'Italie, l'euro et les réserves de change

LE SUCCÈS du compartiment français des marchés internationaux de capitaux ne se dément pas. Les emprunteurs étrangers se pressent à Paris dans l'espoir de s'y procurer des ressources et, partant, de s'assurer d'une notoriété dont ils ne jouissent pas encore. Ceux qui sont inconnus des investisseurs français demandent à leur banque de faire d'abord les présentations en respectant les formes. Il n'est guère question, comme sur d'autres places, de se lancer sans ménagement. Il faut obtenir les bonnes grâces des bailleurs de fonds français si l'on croit à la réalisation de l'euro monétaire, car les investisseurs joueront un rôle de premier plan dans le cadre du grand marché de l'euro, et la concurrence sera rude entre les emprunteurs.

Pour l'heure, la liste des candidats à l'emprunt en francs ne renferme que des signatures de qualité. Ce sont pour la plupart des établissements publics, des entreprises et des banques de première importance. Plusieurs intermédiaires financiers font de gros efforts pour attirer également des États étrangers, mais ceux-ci, très rares, se montrent difficiles et tendent à préférer d'autres devises. C'est ainsi que l'Italie, dont beaucoup souhaitent qu'elle émette bientôt des obligations en francs, vient d'opter pour le yen japonais.

Cherchant à expliquer le choix du Trésor romain, d'aucuns mettent en avant des facteurs politiques. Mais d'autres, plus convaincants, y voient de simples raisons financières qui tiennent à la composition des réserves de change. Impressionnés par la fermeté des in-

terventions du gouvernement italien de participer à l'Union monétaire européenne dès sa création, ils pensent que ce pays n'a pas vraiment besoin de francs. Sa banque centrale s'en est bien passée jusqu'à présent, et si l'Italie est admise dans le cercle des pays qui auront satisfait aux exigences du traité de Maastricht, on ne voit pas pourquoi, d'une façon générale, il lui faudrait maintenant se procurer des devises européennes. Sa propre monnaie, comme celle de plusieurs de ses voisins, étant appelée dans cette perspective à disparaître au profit de l'euro, il se peut que déjà l'Italie s'approprie à ne plus considérer le franc français, le mark, le franc belge ou le florin néerlandais comme des devises étrangères. En revanche, les pays qui auront l'euro comme monnaie nationale auront davantage besoin de yens et de dollars, et peut-être de francs suisses, qui seront alors les principales devises étrangères.

C'est là, bien sûr, qu'une interprétation qui reste à vérifier, mais comme elle est conforme aux développements qui se produisent dans d'autres pays européens, il convient de la mentionner. Que voit-on ailleurs, en Europe, dans les quelques États qui empruntent directement sur le marché international ? Depuis des mois, l'Irlande et la Belgique ne lèvent plus de fonds en devises européennes. L'Autriche, friande de francs suisses, fait référence à son propre schilling et cherche à obtenir des prêts de financement inférieurs à ceux qui lui incomberaient sur son marché national. Quant aux pays nordiques, la situation de la Suède est parti-

culière. Le Trésor public de Stockholm est souvent présent sur les marchés, mais c'est un débiteur très opportuniste qui ne conserve pas nécessairement les ressources obtenues dans la monnaie dans laquelle sont libellés ses emprunts. Pour ce qui est de la Finlande, qui a émis des opérations en devises européennes cette année, il sera intéressant de suivre la politique qu'elle mènera l'an prochain. Helsinki aura, en 1997, un important programme à remplir à l'étranger qui pourrait atteindre l'équivalent de 7 milliards de dollars, car il lui faudra remplacer plusieurs opérations venant à échéance.

Le Danemark, pour sa part, lorsqu'il rêve des fonds en devises, veut du deutschemark depuis le début de l'année. C'est un outsider qui ne partage pas l'ambition de ses voisins de se piler avec rigueur aux conditions de Maastricht. Quant à l'Angleterre, qui a conservé sa liberté, elle a, à deux reprises, fait appel au marché du dollar pour remplacer une transaction de 4 milliards de dollars qu'elle vient de rembourser.

Parmi ceux qui n'ont guère d'espoir d'être retenus dans la première tournée de l'euro monétaire, la Grèce se voit le point de contracter un emprunt de 1 milliard de deutschemarks. L'affaire pourrait voir le jour cette semaine, ou immédiatement après la Toussaint. Il devrait s'agir d'un emprunt à taux fixe d'une durée de dix ans et dont la rémunération pourrait dépasser de quelque 0,9 point de pourcentage celle des obligations du Trésor allemand.

Les places financières marquent le pas dans le sillage de Wall Street

L'INFLUENCE prépondérante de Wall Street ne s'est, une fois encore, pas démentie. Il a suffi que la grande Bourse américaine marque le pas cette semaine pour que l'ensemble des places internationales l'imitent. Ainsi, dans le sillage de la Bourse new-yorkaise, toutes les places affichent des scores hebdomadaires négatifs qui vont d'un repli de 0,75 % au Stock Exchange de Londres à un recul de 4,4 % à la Bourse de Tokyo.

La tentation était trop grande : après avoir, au cours de la dernière période, inscrit quatre records d'altitude en cinq séances, les boursiers américains ont mis à profit cette semaine - au demeurant, calme sur le plan des statistiques - pour prendre leur bénéfice. A tel point qu'un instant l'indice Dow Jones est même retombé sous le seuil des 6 000 points. Sur la semaine, les valeurs américaines ont finalement cédé 87,21 points, soit un recul de 1,43 %, pour terminer, vendredi en clôture, à 6 007,02 points. Selon les

Intervenants, les ventes bénéficiaires ont affecté les entreprises sans distinction, que leurs résultats soient supérieurs aux prévisions comme IBM et Microsoft, ou inférieurs comme Salomon Brothers.

Pour la semaine à venir, les opérateurs attendent la publication de plusieurs statistiques économiques américaines, notamment l'indice de confiance des consommateurs, l'indice d'activité des directeurs d'achats du secteur manufacturier et les chiffres de l'emploi pour octobre. Mais l'activité sera également dominée par l'élection présidentielle américaine du 5 novembre. Les investisseurs ont déjà pris en compte une réélection de Bill Clinton, mais le résultat des élections ultérieures - Chambre des représentants et un tiers du Sénat - est, en revanche, plus difficile à prévoir, soulignent les analystes. « La peur commence à s'installer sur le marché », a indiqué David Shulman, de Salomon Brothers. Selon lui, une victoire des démocrates au Congrès

fait craindre un ralentissement des réformes pour réduire les dépenses du gouvernement, particulièrement dans le domaine des programmes sociaux.

En Europe, le plus fort recul est affiché par la Bourse de Francfort. D'un vendredi sur l'autre, l'indice DAX a abandonné 60,6 points, soit 2,22 %, pour s'inscrire en clôture de la séance officielle à 2 674,22 points, sous le niveau psychologique des 2 700 points. Selon les courtiers, l'euphorie de ces dernières semaines a été singulièrement tempérée par quelques mauvaises nouvelles en provenance des entreprises et un regain de tension sur le marché obligataire.

PHASE DE CONSOLIDATION

Ce dernier a chuté, et le dollar s'est affaibli face au deutschemark, mercredi, après les propos du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, qui suggéraient, de façon inhabituellement claire, que le cycle de détente monétaire alle-

mand était révolu. M. Issing a rectifié le tir vendredi en soulignant qu'une baisse des taux en Allemagne n'était pas nécessaire actuellement, mais qu'il ne fallait jamais l'exclure, apaisant ainsi le marché. La semaine a également été marquée par la grande journée de protestation et de débrayages organisée jeudi par le syndicat de la métallurgie et de l'électrotechnique IG Metall contre la réduction des indemnités maladie.

Comme pour de nombreuses places, cette phase de consolidation n'est pas perçue par les analystes comme la fin de la tendance haussière. La Commerzbank estime notamment, dans son rapport hebdomadaire, que le niveau des 2 700 points est pleinement justifié par l'environnement économique actuel.

C'est donc pas non plus, à Paris, la fin de la tendance haussière, estiment les boursiers. Les valeurs françaises ont terminé la semaine sur un recul de 1,04 % à

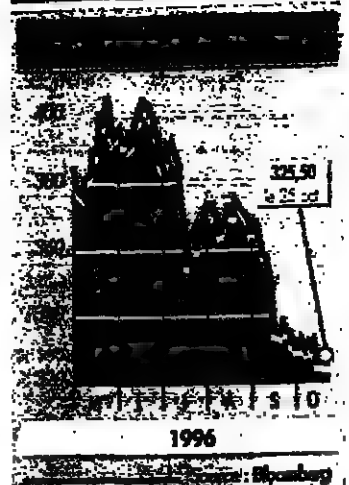
2 162,43 points, mais elles restent fermement accrochées au-dessus du seuil de 2 100 points. Selon les analystes, seul le franchissement à la baisse de ce niveau pourrait signifier un véritable renversement de tendance. Au cours des trois premières séances de la semaine, l'indice CAC 40 a cédé du terrain, mais, dès jeudi, premier jour du terme boursier de novembre, il est reparti à la hausse. La liquidation du terme boursier d'octobre s'est soldée par un bilan positif de 4,09 %.

C'est le troisième terme boursier gagnant consécutif et le huitième depuis le début de l'année. Seules les liquidations des mois de juin et juillet ont été perdantes. Depuis le 2 janvier, les valeurs françaises ont gagné 15,52 %. La cote pourrait être soutenue, la semaine prochaine, par l'anticipation d'un geste de la Banque de France sur les taux en raison de la grande fermeté du franc contre le mark.

Outre-Manche, la Bourse de Londres, suivant elle aussi les mar-

MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre victime de la surproduction



L'ORGANISATION internationale du sucre (OIS) vient de rendre publiques, depuis son siège londonien, ses prévisions pour la nouvelle saison sucrière, avec une récolte mondiale de sucre de canne et de betterave en hausse. Celle-ci devrait atteindre, entre septembre 1996 et octobre 1997, 123,8 millions de tonnes de sucre, record jusqu'à présent inégalé. L'année dernière - année faste pourtant -, on avait enregistré 200 000 tonnes de moins.

Cuba a annoncé une récolte de 5,1 millions de tonnes, chiffre que certains professionnels jugent un peu surestimé et l'OIS prévoit d'excellents résultats en Australie (5,8 millions de tonnes), en Afrique du Sud (2,4 millions de tonnes) et en Thaïlande (6,83 millions). Elle s'attend aussi à ce que le Brésil renouvelle son exploit de la saison passée, où il avait mis sur le marché 14 millions de tonnes, bien qu'on s'interroge sur le volume de sa récolte, qui commencera en mai 1997.

Les consommateurs seront donc servis au-delà de leurs besoins : l'OIS annonce une consommation mondiale de 121,3 millions de tonnes (en hausse par rapport aux 118,6 millions consommés en 1995-1996) dégageant un surplus de production de 23 millions de tonnes.

Y aura-t-il pour autant une chute des prix ? Ils ont déjà beaucoup perdu depuis début septembre. Le sucre roux s'échangeait alors à New-York aux environs de 11,60 cents par livre et le blanc se traitait à Londres à 350 dollars par tonne. Les prix ont glissé cette semaine autour de 10,70 cents pour le roux et 320 dollars pour le blanc.

L'OIS ne prévoit pas de baisse, en raison du peu d'abondance des offres de « sucre raffiné de qualité » et des incertitudes brésiliennes. En outre, la Russie, dont la production a fortement chuté, devrait recourir à un surcroît d'importations. Mais, affirme un analyste parisien, rejoignant l'avis d'autres experts, « le simple fait de surproduction permet de pronostiquer une baisse des prix dans un avenir pas si lointain ».

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↓ - 4,04%	↓ - 1,43%	↓ - 1,04%	↓ - 0,76%	↓ - 2,22%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

World Canal Plus

un second match

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

1996 : première

rite en championnat

L'Europe dans ses meubles

S'il arrive que les créateurs de design soient français, les fabricants sont souvent italiens et la clientèle plutôt nord-européenne. Démonstration en Belgique

COURTRAI (Belgique)
de notre envoyé spécial

Tous les deux ans depuis 1968, la cité flamande de Courtrai (Kortrijk), en Belgique, est le rendez-vous du design dans l'habitat. « Intérieur » répond au Salon du meuble de Milan, et la session qui s'achève dimanche 27 octobre vient de confirmer son originalité : davantage que les seuls échanges entre créateurs et fabricants, Courtrai privilégie un design à la rencontre de son public. Expositions et sélection sont appréciées par les professionnels et, en même temps, attirent nombre de visiteurs (115 000 en 1994), qui sont pour beaucoup de futurs acheteurs. Cette année, Jean Nouvel était le troisième invité d'honneur français (après Prouvé en 1980 et Starck en 1986). La rétrospective thématique montrait les plus étonnantes « tables du XX^e siècle » et une place était faite au nouveau courant portugais.

Peut-on se passer du design ou des designers ? Ici, dans cette Europe nordiste, on répond non. Le long de cet arc anglo-néerlandais-germanique imprégné de culture marchande, où, de Rotterdam à Turin en passant par Anvers, Francfort et Stuttgart, l'art et l'argent ne se tournent pas le dos, l'aisance financière s'accompagne souvent d'une ouverture vers les styles contemporains. Ce sont des régions où les consommateurs, et les producteurs, ont traditionnellement moins d'inhibition que les Français vis-à-vis de l'actualisation des formes dans leur univers domestique. Prêts à investir, que ce soit pour « paraître » ou pour leur propre confort, ils ont à la fois les moyens et le désir de suivre l'évolution du goût. Là où une fa-

mille française se contente d'adopter la nouvelle ligne d'une nouvelle voiture, et continue de vivre dans des meubles hérités, eux semblent moins timorés. Même si le réflexe bourgeois conformiste joue à l'envers et que la « copie de moderne » remplace parfois la « copie d'ancien ».

Pendant ce temps, le design du mobilier évoluait. Tout en précisant leur sérieux à l'égard des producteurs, les créateurs ont affiné leur comportement : le rêveur incompris a cédé la place à un partenaire conscient qui se plaît à trouver la réponse exacte face au marché. Les Milanais, ces petites ou moyennes entreprises qui rassemblent leurs forces autour du savoir-faire lombard, semblent avoir trouvé l'énergie pour rompre l'enchaînement négatif : peu de clientèle, pas de série, donc pas de prix justes et encore moins de clients.

MAESTRIA MILANAISE

Production dynamique et image forte : les « artistes » qui ont affaire à eux s'accrochent à reconnaître aux fabricants italiens une vivacité d'intuition, une attitude confiante et rigoureuse, mais aussi une aptitude à suivre le coup sur le plan industriel. Le résultat est là : sur trente ans, la maestria milanaise s'est imposée et même quand quelques personnalités puissantes ont émergé sur les bords de Seine, comme Philippe Starck au début des années 80 avec le Café Costes puis la commande élyséenne, ce n'est pas en France mais en Italie qu'ils ont eu des interlocuteurs pour fabriquer en série leurs trouvailles, comme le fauteuil

métal et cuir. Design Museum, Shad Thames, Londres. Tél. : (00-44-171) 403-69-33, tous les jours jusqu'en avril 1997. Entrée : 40 F environ.
● A Paris. Exposition « Martin Szekeley » au Musée national d'art moderne (centre Georges-Pompidou). La chaise longue Pi, des sièges de salon, les meubles-sculptures de la collection Containers, des pièces de mobilier urbain et des objets illustrent le travail du designer depuis dix ans. Jusqu'au 6 janvier 1997, fermé le mardi, entrée : 35 F.
Visites-conférences pour les particuliers le mercredi à 19 heures. Visites de groupe, tél. : 01-44-78-46-25.

Pratique

● A Courtrai. Biennale « Intérieur », invité : Jean Nouvel, et exposition « Tables du XX^e siècle ». Jusqu'au 27 octobre, de 10 heures à 19 heures. Entrée : 300 FB (50 F environ). Catalogue, avec adresses des fabricants, 600 FB (100 F environ). Renseignements : Groeningestraat 37, B-8500 Kortrijk. Tél. : (00-32-56) 229-522. Télécopie : (00-32-56) 216-077.
● A Londres. Exposition « Charlotte Perland, modernist pioneer » au Design Museum. L'œuvre d'une grande dame du design, cosignée avec Le Corbusier et Pierre Jeanneret, en 1928, du fauteuil Grand Confort en

métal et cuir. Design Museum, Shad Thames, Londres. Tél. : (00-44-171) 403-69-33, tous les jours jusqu'en avril 1997. Entrée : 40 F environ.
● A Paris. Exposition « Martin Szekeley » au Musée national d'art moderne (centre Georges-Pompidou). La chaise longue Pi, des sièges de salon, les meubles-sculptures de la collection Containers, des pièces de mobilier urbain et des objets illustrent le travail du designer depuis dix ans. Jusqu'au 6 janvier 1997, fermé le mardi, entrée : 35 F.
Visites-conférences pour les particuliers le mercredi à 19 heures. Visites de groupe, tél. : 01-44-78-46-25.

Le scooter électrique en ville

Depuis mardi 1^{er} octobre, Peugeot commercialise un élégant petit scooter électrique, sorte de coléoptère alimenté par trois batteries dissimulées sous sa carapace. Aussi vif que la voiture électrique de série est tricotée, ce drôle d'engin très joliment dessiné et qui se conduit sans permis n'est pas un deux-roues expérimental ou militant. Les créateurs du Scoot'elec ont volontairement réduit les signes extérieurs précisant le pedigree de ce nouvel engin. Peu importent ses performances réduites (assimilées aux engins de 49 cm³, il ne peut dépasser les 45 km/h) : ce scooter est franchement réjouissant. Glisser ainsi sur la chaussée en ne percevant que le seul bruit des roues donne parfois le sentiment de

voyager sur un tapis volant. Amusant, maniable et stable, le Peugeot dispose d'un petit avertisseur intermédiaire qui émet un curieux son, proche de celui d'un grillon, afin de rappeler amicalement à l'ordre le piéton qui se fierait exclusivement à son oïse. Capable d'honnêtes accélérations grâce à un moteur à courant continu, le Scoot'elec n'est pas vraiment gêné par le lest de 40 kilos que lui imposent ses trois batteries monoblocs au nickel-cadmium. Même lorsqu'il s'agit de le mettre sur sa béquille. Aucune percée technologique déterminante n'ayant été enregistrée récemment dans le domaine des accumulateurs, ce scooter électrique mis à la disposition du grand public souffre encore d'une autonomie limitée. Selon le type de conduite (et le poids du pilote), il ne faut guère espérer parcourir plus de

35 kilomètres dans les rues d'une ville. Ce handicap n'est pas rédhibitoire car le Scoot'elec, destiné à un usage exclusivement urbain, peut reconstituer en deux heures la quasi-totalité de la capacité de ses batteries. Pour cela, il suffit de soulever la selle et d'en extraire un cordon électrique - un peu court, d'ailleurs - que l'on branchera sur une prise domestique ordinaire... à condition que le parking public ou privé en soit pourvu. Malheureusement, cette condition est encore loin d'être remplie dans toutes les villes. Proposé à un prix d'achat (12 000 francs) un peu supérieur à celui d'un petit scooter classique, le Scoot'elec exige en

plus un investissement de près de 8 000 francs pour l'achat des batteries. En fonction de la distance parcourue, ce surcoût sera plus ou moins vite amorti. Car l'avantage financier de ce nouveau deux-roues réside dans la modicité du prix des « pleins » nécessaires. En tarif « heures creuses », la charge des batteries coûte 0,82 francs, soit 2,50 francs environ aux 100 kilomètres. Enfin, la présence d'un antidémarrage codé devrait inciter les assureurs à garantir cet engin contre le vol. Optimiste, Peugeot compte vendre trois mille Scoot'elec dès 1997.

Jean-Michel Normand

★ Peugeot Scoot'elec, 12 000 F; prix des batteries, 7 950 F ou 1 000 F puis 48 mensualités de 188 F.



DESIGNS AUTOUR DE LA MODERNITÉ

à trois pattes et dos en bois courbé, devenu un best-seller. Même si la France, qui rattrape son retard en architecture, n'a pas encore compensé ses années d'immobilisme dans les disciplines artistiques appliquées à l'industrie, les années 80 et 90 ont été plutôt festives. Coïncidence heureuse : tandis que Nouvel est obsédé à Courtrai, Londres rend hommage, au Design Museum, à Charlotte Perland, mythe vivant, dernier témoin des recherches de Le Corbusier consignées par elle dans les années 30, avant l'exploration de voies plus personnelles. Dans le même temps, à Paris, le centre Georges-Pompidou présente l'œuvre de Martin Szekeley, devenu en dix ans une figure marquante et qui, sans s'écarter des collections de meubles-sculptures commandés par la galerie Neoui qui l'a fait connaître, tend à se rapprocher du public lorsqu'il dessine des bancs et du mobilier urbain pour la société Decauville, des pyrosculptures pour EDF ou un verre à boire pour la marque Perrier (Le Monde du 11 mars).

Qu'est-ce qu'un designer ? Un artiste comme Szekeley qui, avec la complicité d'un éditeur convaincu, exprime sa propre ligne formelle. Jusqu'au jour où son style le fait admettre dans le domaine plus vaste de la commande et du service grand public. Ou bien, c'est un architecte qui, cherchant de nouvelles réponses structurelles, ou voulant explorer des matériaux inconnus, s'aventure du côté du mobilier. Comme l'avaient fait les militants du mouvement moderne. Comme le font aujourd'hui Chais et Morel, lauréats du dernier Salon du meuble et présents à Courtrai sur le stand de la revue française *Intramus* avec leurs tables en verre sablé et leur bureau en bois et métal assemblés.

Quête de l'« immatérialité ». Comme le fait évidemment Jean Nouvel, apôtre de la ligne pure et dure, illustrée aussi à la biennale par les démonstrations extrêmes du Britannique John Rawson, qui vient de publier un livre à la gloire du blanc, du neutre et du « min-



Michèle Champenois

Le palais du Hanovre ex-Berlitz

GRAND PRIX DE Rome en 1900, disciple et successeur de Victor Laloux à l'Ecole des beaux-arts et à l'Institut, Charles Lemaire, architecte parisien né à Sète et inhumé au cimetière marin, vécut plus que centenaire. En 1932, le maître n'avait que soixante-deux ans et avait terminé cinq ans plus tôt le Cercle militaire, place Saint-Augustin, à Paris. Est-ce la raison pour laquelle il fera sculpter des palmes à la naissance des colonnes cannelées qui rythment les façades de son chef-d'œuvre, le palais Berlitz, en 1932, l'un des premiers « buildings » de bureaux construits à Paris sur le modèle américain ? On peut le revoir, nettoyées et restaurées, après l'enlèvement des palissades d'un chantier qui a duré plus de deux ans, autour du triangle formé par les rues de Hanovre, Louis-le-Grand et de la Michodière, dans le deuxième arrondissement.

Non loin des pierres encore noircies du Crédit lyonnais et d'un 5, rue des Italiens qui n'est plus ce qu'il était sans être autre chose, l'ex-palais Berlitz, qui avait pris la place du pavillon de Hanovre, est devenu, pour le compte de propriétaires japonais, le « palais du Hanovre ». Cette appellation figure au-dessus de la nouvelle entrée monumentale créée vers la rue du Quatre-Septembre à la suite de la complète rénovation-reconstruction menée par le cabinet d'architectes Delange-Tsurupoulos.

ACROBATIES TECHNIQUES

Ayant déjà à leur actif une opération comparable dans le huitième arrondissement - l'ancien immeuble de la Shell, rue de Washington, rebaptisé « Washington Plaza » -, les architectes ont conduit ici, près de l'Opéra, les acrobaties techniques habituelles à ce genre de projet : on conserve et on maintient les façades (il fallait aussi faire tenir au-dessus du vide les étages de canalisations et réseaux), on creuse six niveaux de sous-sols pour les parkings, des locaux techniques et des salles de cinéma, et on bâtit des étages de bureaux à l'intérieur de la coque de pierre.

Six salles de cinéma, gérées par Gaumont, ouvriront avant la fin de l'année, et leur entrée ne se fera plus comme autrefois à la pointe du triangle, côté boulevard des Italiens, mais à travers trois des arcades à pans coupés reconstitués à l'identique sur les trois rues. Les autres rez-de-chaussée pourront accueillir des boutiques ou seront utilisés directement par la filiale du groupe d'assurances Assa, Uni-Europe, localisée unique de cet ensemble de 26 000 mètres carrés. L'intérieur du bâtiment a été organisé autour d'une cour sous-vrière qui n'existait pas et d'un atrium auquel même un escalier flanqué de deux escaliers.

Les rénovateurs ont limité leurs interventions extérieures à la délicate question des huisseries métalliques dissimulées dans les larges baies, plutôt réussies dans les étages, maladroites dans certains rez-de-chaussée, si l'on en croit les premiers éléments apparents rue de la Michodière. Ils ont ajouté sur ces façades « considérées comme monument historique sans être toutefois protégées à ce titre » quelques éléments décoratifs, des cabochons et des appliques lumineuses, dans l'esprit arts déco. A l'intérieur de l'atrium les matériaux modernes assument le caractère nouveau de l'intervention.

Avec commerces et cinémas, le palais du Hanovre retrouvera un peu du caractère complexe qui était celui du palais Berlitz, ainsi nommé à cause de la présence de l'école de langues. Jusqu'en 1930, on pouvait voir à cet emplacement un pavillon du XVIII^e siècle, dépendance d'un hôtel particulier qui avait appartenu au maréchal-duc de Richelieu, connu pour une vie aussi longue qu'agitée et dont on disait qu'il l'avait financé avec les rapines accompagnant ses victoires militaires dans cette province du Hanovre, reprise aux Anglais. De son salon, tourné vers ce qui allait devenir la chaussée d'Antin, on avait une vue sur la campagne, dont le pavillon jouit, d'une certaine façon, encore, puisqu'il a été démonté... et reconstruit dans le parc de Sceaux.

M. Ch.

ESPACE BOULTIQUES

MON IMPER

IMPERIUM PRET-A-PORTER EL ET F.

AQUASCUTUM BURBERRY'S

STEINBOCK, BRUNO ST BLAISE, etc.

63, rue du Faubourg-Poissonnière

75009 Paris - Tél. : 01.46.34.46.58

Catalogue sur demande

Bexley

COUSU GOOD YEAR

Vous pleine fleur, doubleure velle, manille cuir.

EMBAUCHOIRS en lèvre manille de 34 cm 48

Paris 4^e - 35, bd Henri IV M^e Bouteille

Paris 2^e - 39, rue de la Chapelle M^e Shava-Bigby

Lyon 2^e - 26, rue Lantier M^e Eloué-de-Ville

Lyon 2^e - 4, rue Châtelain M^e Bouteille

Horaires d'ouverture des magasins : 10h30 - 19h

change@www.bexley.fr

Vous par correspondance * 60F - Catalogue sur demande

BEXLEY VPC 28, rue Lantier - 69001 Lyon 3^e 78 30 40 36

Tecno

Meubles de bureau

Remises exceptionnelles sur le mobilier d'exposition de 50% à 70%

à partir du 18 Octobre

242, Bd Saint-Germain

Paris 7^{ème}

Tél. : 01 42 22 18 27

FOURREUR

Création jeune

Châle, Parka, Manteau, robe, vest, Bonnet, Transpiration

Division L.L. Scherer & Guy Lacroix

160, av. Daumesnil - 75012 PARIS - ☎ 01.43.43.11.98

Chaque semaine retrouvez la rubrique "ESPACE BOULTIQUES"

Pour vos annonces publicitaires contactez le

☎ 01 43 43 76 28 (Fax : 01 43 43 77 41)

سكوت إلكتروني

Pluie et nuages au Nord

LES HAUTES PRESSIONS persistent de l'Espagne au sud de la France et à l'Europe de l'Est. Une perturbation aborde dimanche les côtes de la Manche. Elle progressera vers l'intérieur et le vent de sud-ouest se renforcera en Manche.

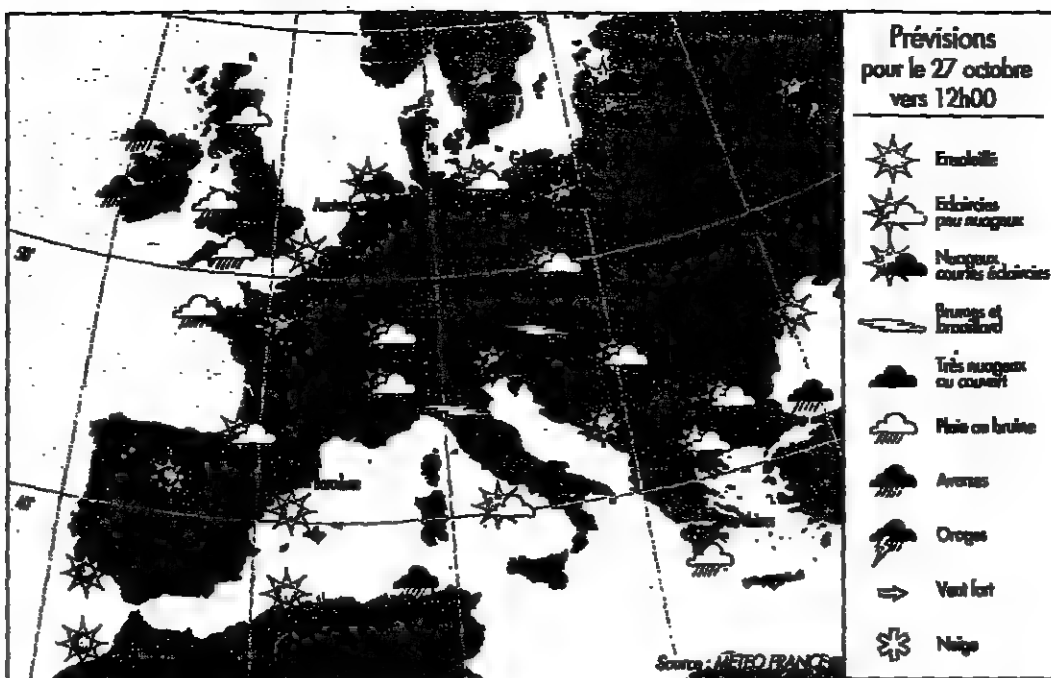
Dimanche matin, en Corse et sur la Côte d'Azur, le ciel sera très nuageux avec des petites ondées possibles. Dans le reste d'une très grande moitié sud,

au sud d'une ligne Loire-Champagne, il y aura par endroit un peu de grisaille puis le soleil brillera. Il sera toutefois voilé par des nuages élevés.

De la Bretagne, au Nord-Pas-de-Calais, le temps couvert et pluvieux gagnera des côtes vers l'intérieur des terres. Le vent de sud-ouest atteindra 80 km/h dans les rafales sur les côtes de la Manche. Des Pays-de-Loire aux Ardennes, le ciel sera bien nuageux. L'après-midi, la zone de temps couvert et pluvieux touchera les régions allant de la Bretagne et des Pays-de-Loire au Nord-Pas-de-Calais et à la région Champagne-Ardenne. Le vent de sud-ouest continuera de souffler à 80 km/h sur les côtes et 50 km/h dans l'intérieur. Du Poitou-Charentes au nord-est, les nuages élevés domineront. Plus au sud, le soleil continuera de briller, mais sera toujours voilé par moment. Sur la Côte d'Azur et en Corse, les nuages seront encore là avec un petit risque d'ondée.

Les températures matinales seront comprises entre 5 et 8 degrés en général, et 9 à 12 près des côtes. L'après-midi, il fera 13 à 15 degrés dans le nord-est, 15 à 17 dans le Nord, l'Île-de-France, le nord-ouest et le centre-est et 17 à 20 sur les régions méridionales.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	CHENOVILLE	TOURS	CHICAGO	LISBONNE	PRETORIA
du 25 octobre	19/1	19/1	18/5	25/3	26/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3
max/min	22/10	22/10	22/5	28/3	29/3



Situation le 26 octobre, à 0 heure, temps universel. Prévisions pour le 28 octobre, à 0 heure, temps universel.

Il y a 50 ans dans le monde

Un océan britannique

L'ANGLETERRE est en train d'esquisser en Extrême-Orient une politique nouvelle qui consiste pour elle à s'affirmer dans l'océan indien. Abandonnant aux États-Unis le nord du Pacifique, elle tend à développer son influence dans le sud-ouest de cet océan et à grossir l'importance déjà grande de Hongkong au détriment de Shanghai.

Il faut dire que si, après trois ans d'occupation, Hongkong a été retrouvé à peu près indemne, l'occupation y a cependant laissé des problèmes économiques et sociaux qui n'ont pas encore reçu de solution. Le coût élevé de la vie constitue le plus sérieux de ces problèmes, et, s'il n'est pas réglé bientôt, il aura des répercussions fâcheuses sur la question ouvrière. La colonie est surprise. Des milliers de Chinois riches et pauvres y font irruption depuis la Libération, les premiers parce qu'ils y trouvent une certaine sécurité sous le drapeau britannique, les seconds parce qu'ils espèrent y avoir des emplois que Canton, aujourd'hui port mort, ne peut plus leur procurer.

Quoi qu'il en soit, le désir de Londres de faire de Hongkong un centre commercial aussi important que le centre bancaire qu'il était avant la guerre n'en est pas moins certain et s'explique aisément. Désireuse de garantir son influence dans l'océan indien, la Grande-Bretagne créerait une sorte de glacis qui paraitrait de la Birmanie - où elle a su recouvrer toute sa situation d'avant guerre et où les Chinois retournent faire du commerce -, se prolongerait par les Indes néerlandaises, atteindrait l'Australie et se terminerait en Nouvelle-Zélande. Hongkong serait comme la sentinelle avancée de ce rempart.

Anatole Duboscq (27-28 octobre 1946.)

La qualité de l'air

Indice de pollution

Indice de pollution

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6939

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

XII

XIII

XIV

XV

HORIZONTELEMENT

1. Une personne qui fait de l'été. - II. Empêche de forcer. Ancienne monnaie. Durée. - III. Fut une vraie sœur pour son époux. Tient moins de place quand il est relevé. - IV. Il ne faut pas oublier quand on fait une figure. Peut être assimilé à une robe de chambre. - V. Quelque chose de sale. Dure un bon bout de temps. Indiens. Se montre rebelle à toute reconnaissance. - VI. Portait les armes. En faire voir de toutes les couleurs. Une région aride. - VII. Article. Basse, dans une ferme. Quand on le rive, c'est une occasion perdue. - VIII. Donne des couleurs. Mît dans de bonnes dispositions. - IX. Ponce. Pour lui, on a renoncé au del. Pas répandu. - X. Pour conclure. Conjonction. Conviendra. - XI. Ce ne sont pas des personnes de bonne foi. Vit dans les bois. - XII. Sans motifs. Devenir très coulant. En France. - XIII. Qui a la forme d'un parasol. Lui. Mérite un arrêt. - XIV. Pais du tort. En couche. Ce n'est pas un livre sérieux. - XV. Article. Entre pas à pas. Traverser parfois de beaux quartiers.

VERTICALEMENT

1. On tape dessus quand elle est grosse. Qui passera bientôt. - 2. N'arrête pas ceux qui savent bien boire. Laisse des plumes. - 3. Broyé quand il y a beaucoup d'os. Coule en Afrique. Partie antérieure d'un os. -

4. Peut avoir plusieurs étages

Pour ceux qui commencent à prendre du galon. - 5. Article draper. Demande du discernement. Parfois de bouff pour une entrée. - 6. Ne sont pas des hommes du monde. Poème. - 7. Parfois courte pour un gagnant. Atome. Peut être mis dans le bain. - 8. Courant. - 9. Dissipa. Adverbe. Qui n'a plus d'emploi. - 10. Mettre toute la sauce. Bien précéder. - 11. Ils nous évitent d'avoir des ampoules. Démonstratif. Terme musical. Préparation. - 12. Coule dans une file. Peut faire beaucoup de dégâts quand ils sont apprentis. - 13. Sont faits comme des sacs. Pile. - 14. Animal. Une façon de prendre l'air. - 15. Pas loin de dix. Pour la grosse arillerie.

SOLUTION DU N° 6938

HORIZONTELEMENT
1. Pacifiste. - II. Réalistes. - III. Enroulés. - IV. Poiriers. - V. Obél. Tes. - VI. St. Nicole. - VII. Ici. Ourle. - VIII. Sonnée. - IX. Io. Eu. - X. Overdoses. - XI. Nérée. Est.

VERTICALEMENT

1. Préparation. - 2. Aérobie. Ove. - 3. Carie. Is. Es. - 4. Norin. Ocre. - 5. Finition. Dé. - 6. Iode. Cuneo. - 7. Stereotomie. - 8. Tesselle. Es. 9. Es. Sés. Ost.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ CHINE. Les travaux de construction de l'aéroport du barrage des Trois Gorges, en Chine, sont terminés. Situé à Yichang (centre du pays), soit à une cinquantaine de kilomètres du site du barrage et pouvant accueillir 1,4 million de passagers par an, l'aéroport assurera des liaisons aériennes directes avec Pékin, Shanghai (est), Canton (sud), Wuhan (centre) et Chongqing (sud-ouest). - (AFR)

■ AUTOURUTES. L'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Assecar) a lancé vendredi 25 octobre une campagne pour inciter les automobilistes à moduler leur vitesse et à respecter les distances de sécurité sur les autoroutes. - (AFR)

■ DANEMARK. Les employés au sol de la compagnie aérienne Scandinavian Airlines System ont mis fin jeudi après-midi 24 octobre à leur mouvement de grève à l'aéroport de Copenhague. Entamée

lundi et reprise mercredi, cette grève a touché les comptoirs d'enregistrement, la billetterie, entraînant des retards de dix à vingt-cinq minutes pour les vols internationaux de SAS. - (AFR)

■ GRANDE-BRETAGNE. La compagnie britannique British Airways a retiré sa franchise à British Mediterranean pour la desserte des capitales libanaise, syrienne et jordanienne. British Airways continuera d'assurer deux vols hebdomadaires à destination de Beyrouth et Damas, et quatre vers Amman. - (AFR)

■ ESPAGNE. Dès le 27 octobre, les passagers de la classe affaires de la compagnie espagnole Iberia disposeront de plus d'espace et de confort grâce à une nouvelle configuration des cabines et d'un service de restauration amélioré : ils pourront désormais choisir entre deux menus au déjeuner et au dîner.

■ TURQUIE. La Turquie va se doter d'un deuxième aéroport international, situé à environ 25 kilomètres à l'est d'Istanbul. La construction devrait être achevée d'ici deux ans. - (AFR)

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G. Leclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-52-90.

Le monde	France	Autres pays	de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 084 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0183-9072) is published daily for \$ 503 per year + LE MONDE + 101 rue de la République 75002 Paris Cedex 05, France. (postpaid postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices.) POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 101 rue de la République, Champlain, N.Y. 10394-5931. For advertising rates and other information, contact: LE MONDE, 101 rue de la République, Champlain, N.Y. 10394-5931. Visa/MasterCard accepted. USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 300 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach VA 23462-2900 USA Tel.: 800-451-2438

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays : Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires : Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris D718

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.) Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances. ● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels. 331 42-17-52-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi. ● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 LMDOC

sur minitel ou 06-36-29-04-96

LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-78-90

Index et microfilms 01-42-17-29-88

Films à Paris et en province : 06-36-29-04-96 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Guesbroux, 94052 Ivry Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Président directeur général : Dominique Althay

Directeur général : Gérard Martet

133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

PARIS EN VISITE

Mardi 29 octobre

■ LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : les salons du petit hôtel de Villars (55 F ou 100 F les deux), 10 h 30, sortie du métro Solferino ; les salons de l'hôtel de Gallifet (55 F ou 100 F les deux), 14 h 30, sortie du métro Solferino (Pierre-Yves Jasté).

■ MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 158, boulevard Haussmann (Christine Merle).

■ LE QUARTIER MOULIN VERT-SABLIERE (60 F), 11 heures, sortie du métro Alésia devant l'église (Vincent de Langlade).

■ LE QUARTIER DE BELLEVILLE (45 F + prix d'entrée), 15 heures, devant le café La Vieillesse à l'angle de la rue de Belleville et du boulevard de Belleville (Monuments historiques).

■ MUSÉE CARNAVALET : exposition, Madame de Sévigné (50 F + prix d'entrée), 12 h 30, 23, rue de Sévigné (M^{me} Cazes) ; 1789, la Ré-

volution (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSÉE BOURDELLE (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle (Institut culturel de Paris).

■ LA CONCIERGERIE : visite pour les jeunes (35 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge dans la cour (Monuments historiques).

■ L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT (50 F), 14 h 30, 1, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

■ LE FAUBOURG SAINT-JACQUES et ses couvents (40 F), 14 h 30, devant l'église du Val-de-Grâce, place Alphonse-Laveran (Sauvegarde du Paris historique).

■ L'ORATOIRE DU LOUVRE (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 4, rue de l'Oratoire (Monuments historiques).

■ MARAIS : du Cirque d'hiver à la fontaine des Handicrètes (50 F), 14 h 30, devant les guichets du métro Filles-du-Calvaire (La Parisienne).

■ MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

■ LE PALAIS DE JUSTICE en activité (55 F), 14 h 30, devant les grilles du palais (Europ expro).

■ MUSÉE RODIN : exposition, Marbres de la collection Thyssen (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

■ LA PAGODE DU BOIS DE VINCENNES (50 F + prix d'entrée), 14 h 40, porte Dorée, devant le café Les Cascades (Christine Merle).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ LE QUARTIER MONTMARTRE (60 F), 15 heures, boulevard Jourdan devant l'Hôpital universitaire (Vincent de Langlade).

Guide de vos sorties

3615 LEMONDE

POLITIQUE Mairie de Toulon contre Châteauevallon : le combat s'intensifie. Depuis avril, les attaques du maire Front national, Jean-Marie Le Chevallier, contre Gérard Paquet,

directeur du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI), ont été incessantes et de tous ordres : interventions médiatiques, procès, audit, rumeurs. ● LE SEUL LIEU CULTUREL

prestigieux du Var est convoité. Depuis le refus de Gérard Paquet de recevoir toute subvention de la ville, la mairie n'a cessé de récupérer le lieu. ● LE 15 OCTOBRE, le tribunal de

grande instance de Toulon a donné gain de cause à Jean-Marie Le Chevallier en suspendant le directeur de Châteauevallon pour trois mois, et en nommant un administrateur provi-

soire. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, soutient Gérard Paquet. Certains s'interrogent sur le rôle de Jean-Charles Marchiani, préfet du Var.

Histoire de Châteauevallon, assiégé par le Front national

Le Théâtre de la danse, dirigé par Gérard Paquet, résiste depuis plus d'un an aux attaques répétées du maire lepeniste de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier. Chronique d'un affrontement où l'on s'interroge sur le rôle du préfet du Var

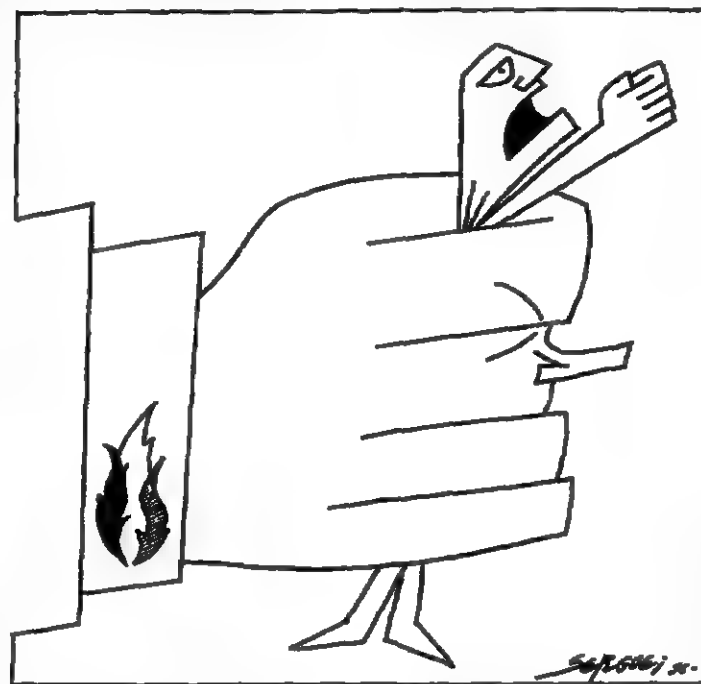
DEPUIS l'été 1995, Châteauevallon est le lieu de l'opposition fondamentaliste entre le Front national et un homme, seul au début, et qui a désormais regroupé autour de lui et de son combat ceux qui s'opposent au lepenisme, à ses méthodes et à sa « culture ». Au fil des mois, l'affaire est devenue le lieu d'un affrontement tendu où l'état, via le préfet du Var, le « pas-quai » Jean-Charles Marchiani, joue dans l'ombre un rôle étrange. Ici, dans cette pinède qui domine Toulon, tous les acteurs sont réunis pour une représentation exemplaire.

« Châteauevallon contre maire de Toulon » : tout a commencé, le dimanche 17 juin 1995, au soir du second tour des élections municipales. Jean-Marie Le Chevallier (FN) est élu à la mairie de Toulon. Pour la première fois une ville de plus de 100 000 habitants passait aux mains des lepenistes. Dès le lendemain, Gérard Paquet, directeur du Théâtre de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauevallon, décidait d'« entrer en résistance ». Il refuse les 4,7 millions de francs de subvention de la nouvelle municipalité. Cette position sans équivoque, venant du dirigeant d'une institution culturelle prestigieuse, eut, et a, plus que jamais, valeur de symbole. De courage aussi.

LE PRÉTEXTÉ NTM

Face à ceux - journalistes, hommes politiques, militants, simples citoyens - qui hésitent encore sur l'attitude à tenir face à Jean-Marie Le Pen, Gérard Paquet a tranché. Il oblige le Front national à résister et à dévoiler sa conception de la liberté d'expression, de la libre circulation des idées. Et contredit la droite traditionnelle et les partis de gauche à prendre position.

Il a fallu à la mairie un an d'observation pour fournir ses armes. Le 14 mai, Jean-Marie Le Chevallier écrit à Jean-Jacques Bonnaud, président de l'association qui gère Châteauevallon, et dans laquelle siège la ville de Toulon. Le maire lui



demande de « bien vouloir mettre fin à la mission de Gérard Paquet », invoquant la mauvaise gestion du TNDI - sans en apporter la preuve. Que s'est-il donc passé de si grave à Châteauevallon, entre le 18 juin 1995 et le 14 mai 1996, pour que, du jour au lendemain, une guerre de tranchées éclate ? Trois hypothèses. D'abord, le TNDI, le théâtre hip-hop des 23 et 24 février 1995, la municipalité (Le Monde du 27 février) : de la drogue aurait circulé. Ensuite, le 16 mars à lieu, au TNDI, le colloque « La préférence nationale, la place de l'étranger ». Le philosophe Estienne Balibar et Sami Nair, professeur de science politique, y participent. Ce dernier y condamne « les lois de 1993, dites lois Pasqua, qui consistent non seulement une attaque systématique contre les immigrés et les étrangers, mais aussi une sorte de légitimation de la rhétorique d'extrême droite ». Le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, aurait été à cette occasion sérieusement réprimandé par

Charles Pasqua. Enfin, la programmation, le 26 juillet, du groupe Nique Ta Mère, plus connu sous les initiales NTM, dans le cadre d'un festival de rap, Connexions hip-hop. M. Marchiani prend position. Le 3 juin, il écrit à Jean-Jacques Bonnaud, président de l'association du TNDI, le sommant de déprogrammer NTM, menaçant de supprimer la subvention de l'Etat si ce concert est maintenu. Le préfet du Var se dit « choqué en tant que représentant de l'Etat, chrétien et homme ». Réaction de Gérard Paquet : « 3 ans de NTM, redoublant les affrontements physiques sur le site de Châteauevallon », précisant qu'il ne s'est « pas déterminé en fonction des menaces de suppression de subventions car la manifestation Connexions hip-hop est prévue dans le budget global ».

Le feu couvait en réalité depuis le 12 avril. A cette date, Jean-Marie Le Chevallier convoque à la préfecture le comité de tutelle de Châteauevallon - ville, région, Etat - dans le but

de vérifier si les fonds publics étaient employés selon les missions définies par les statuts de l'association. A la suite de cette réunion, Jean-Charles Marchiani demande à Gérard Paquet de ne plus organiser « Toulon, Orange, Martigues, l'urgence de comprendre », les rencontres publiques mensuelles qu'il a lancées en janvier. La politique n'est pas la danse ! Dans la foulée, et toujours au mois d'avril, le préfet demande, cette fois au Trésor Public, de vérifier si les subventions sont utilisées à bon escient.

La programmation indésirable de NTM semble, avec le recul, n'avoir été qu'un prétexte, médiatisé avec habileté par le préfet. Le 10 juin, Stéphane Martin, directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, fait savoir au Monde qu'il a donné un avis défavorable à une éventuelle suppression de subventions : « Il s'agit davantage d'une divergence de conception dans la lutte contre le Front national. Mais lutte-t-on contre le populisme en utilisant les mêmes méthodes que lui ? » Le 15 juin, Alain Juppé apporte son soutien - tardif - au préfet.

Les 15 et 16 juin, en pleine effervescence, se tient le colloque « Le populisme nationaliste, une question posée à une certaine idée de la France ». François Léotard, pré-

sident de l'UDF, parle de « l'urgence de ne pas se faire ». Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, estime que « le pire danger serait de ne pas traduire nos discours dans nos actes » (Le Monde du 18 juin). Le Festival de danse se passe sans incidents, du 4 au 29 juillet. Mais Jean-Marie Le Chevallier n'a pas pour autant abandonné le terrain juridique. Le 23 juillet, le tribunal civil de Toulon lui donne gain de cause : il réclame la transmission de pièces comptables de l'association. Gérard Paquet s'exécute. Fin juillet, les résultats du contrôle demandé par le préfet sont connus : l'inspecteur principal du trésor n'a décelé aucune anomalie dans l'utilisation des subventions, hormis certaines cotisations d'adhérents non perçues par le TNDI. La préfecture ne publiera les conclusions de ce rapport que le 6 octobre.

Dès septembre, les événements se précipitent. Le 11, Jean-Marie Le Chevallier repasse à l'attaque. Il convoque de nouveau le comité de tutelle. A l'issue de cette réunion, il déclare : « Châteauevallon vit dans l'illégalité », prenant le contrepied de l'administration fiscale. Arguant du fait que certains adhérents n'ont pas payé leurs cotisations - environ 800 F sur un budget global de 14,5 millions de francs -, il

écrit à Jean-Charles Marchiani pour lui demander de « bien vouloir suspendre toutes subventions à l'association (...) et de procéder à la nomination d'un administrateur provisoire ». Gérard Paquet réagit : « Sous le masque du légalisme, il s'agit de neutraliser la liberté d'expression d'une institution culturelle capable de dénoncer aux portes de Toulon une idéologie malfaisante dont les signes sont aujourd'hui de plus en plus visibles. »

« TOURNURE CLOCHESMEUSE »

Le 2 octobre, le maire introduit une procédure en référé afin que soit mis fin à la mission de Gérard Paquet. Le 5 octobre, à 15 heures, se tient le conseil d'administration de l'association de Châteauevallon. Ni le maire ni le préfet ne s'y rendent. Les représentants du ministère de la culture votent le budget 1996, équilibré à 13 millions de francs. Les différents membres règlent le problème des cotisations. Jean-Jacques Bonnaud regrette « la tournure clochesmeuse que prend le dossier ». 15 octobre : le tribunal des référés demande la suspension de Gérard Paquet pour trois mois, et nomme Henri Nespolous, administrateur provisoire. Le groupe FN du conseil régional, encouragé par le jugement, dépose une petite motion contre Châteauevallon. Elle est rejetée. Même ceux qui disent parfois que Gérard Paquet est l'arbre qui cache la forêt se mobilisent.

Le 21 octobre, une manifestation de soutien, regroupant de nombreuses personnalités du spectacle, des intellectuels et des politiques, se réunit au Théâtre de la Bastille, à Paris. Gérard Paquet doit faire appel du jugement rendu le 15 octobre par le tribunal des référés. Le 23 octobre, à 15 h 30, il reçoit pour la première fois Henri Nespolous, l'administrateur provisoire. « Un homme très correct, commente Gérard Paquet. On a l'impression d'être à nouveau dans un état de droit. »

Dominique Frélaud

La voix de la préfecture

Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, ne souhaitant pas s'exprimer personnellement sur « l'affaire Châteauevallon », a laissé à son directeur de cabinet, Jean-Christophe Bertrand, le soin d'exposer au Monde le point de vue de la préfecture.

« Monsieur Marchiani ne souhaite pas ajouter à la polémique. Il n'a pas à commenter une décision de justice, qui découle de l'ordre naturel des choses : remettre de l'ordre dans la gestion. Il faut aussi repenser la structure juridique de Châteauevallon. L'offensive du Front national a mis tout le monde d'accord. Y compris Gérard Paquet. C'est l'affaire du directeur du TNDI de croire qu'il y a collusion entre la mairie et la préfecture. La mécanique est menée par la mairie. Monsieur Marchiani, lui, n'est intervenu publiquement qu'au moment de la programmation de NTM. Ne trouvez-vous pas anormal, en effet, que l'argent du contribuable serve à accueillir un groupe qui insulte la police, la famille, et qui, pour ces raisons, est sous le coup d'une décision de justice ? Le procès NTM doit avoir lieu le 14 novembre. Au plan culturel, Gérard Paquet a le soutien du charmant ministre de la culture, si j'en crois vos colonnes ! »

La municipalité préfère BB à Marek Halter

« Monsieur le maire estime que l'hommage à M. Marek Halter n'est pas opportun », selon la responsable du service culturel de la mairie de Toulon, à l'occasion de la fête du livre qui se déroulera à Toulon du 22 au 24 novembre. Pour le maire (FN), M. Le Chevallier, il s'agit là d'une mauvaise interprétation de ses propos. Moyennant quoi, il préfère tout de même se passer de la présence de Marek Halter, auquel il préfère Brigitte Bardot, « qui connaît aujourd'hui un très grand succès de librairie ». Ironisant avec élégance, M. Le Chevallier lance à la caution : « On va penser que je ne l'aime pas parce qu'il est barbu. » Bouleversé par cette attitude, « la première de [sa] carrière », Marek Halter « regrette d'être confronté au racisme et à l'exclusion à Toulon, après avoir découvert la démocratie en France ».

Après son récent combat contre l'extermination des pigeons toulonnais « dont le gavage est insupportable et suscite révolte et indignation », Brigitte Bardot avait en droit, de la part du maire, à un joli compliment en forme de syllogisme : « BB aime Le Pen et les pigeons. Le Pen aime BB et les pigeons. Le Chevallier aime BB, Le Pen et les pigeons. Tout devrait donc s'arranger pour le plus grand bien des Toulonnais et des pigeons. »

GÉRARD PAQUET, cinquante-trois ans, né à La Seyne-sur-mer, ville mitoyenne de Toulon, considère Châteauevallon est « [sa] vie ». Que à ce titre, on ne saurait le traiter comme le commun des mortels. « Combattre le FN ? J'ai toujours été prêt, affirme-t-il, c'est inscrit dans l'esprit même qui a présidé à la création de Châteauevallon, en 1965. Je dors bien. Je ne somnais pas. Le droit est de notre côté. Bien sûr, il y a la tension de devoir faire attention à tout. Quand on est dans un combat, on n'a plus d'états d'âme. Je serai inébranlable. On a commencé Châteauevallon avec 300 francs en poche et l'aide bénévole des Toulonnais. J'en revais certains qui reviennent dans la tour-

Les réflexions d'un utopiste combatif

mente actuelle. Ça fait plaisir. » Gérard Paquet a vingt-deux ans quand, avec l'architecte Henri Komatis, il se lance dans l'aventure de Châteauevallon. Il s'agit au départ de remonter une ruine. « On était plutôt babas cool, se rappelle le directeur de Châteauevallon. Mais très vite le projet d'un lieu de rencontre et de vie prend forme, ouvert sur l'humanisme, les arts et les sciences. Le centre est resté fidèle à sa vocation première. »

« RÉPONSE INTUITIVE »

Théâtre couvert, amphithéâtre de plein air, puis restaurant, studios de répétitions : Châteauevallon devient un complexe culturel d'envergure. De 1972 à 1976, le

centre sera connu dans le monde entier pour son festival de jazz. La danse prend le relais en 1980.

En 1986, il devient le Théâtre de la danse et de l'image (TNDI). Qui aurait jamais pensé qu'un maire Front national serait élu à Toulon ? « Le colloque "Pour une utopie réaliste" qui célébrait le trentième anniversaire du centre en 1995, préparé de longue date, était au fond une réponse intuitive. Sans imagination, la politique ne résout rien, elle gère des crises. Les artistes inventent des propositions pour demain. Les intellectuels aussi. L'économie a été longtemps la puissance dominante ; la culture, l'imagination, vont avoir un rôle primordial à jouer. L'utopie me passionne.

Le Front national est le symptôme de cette angoisse, de cette incapacité de voir l'avenir. »

L'avenir à court terme de Châteauevallon ? Changer de structure juridique et devenir un Centre de rencontres, à l'instar de l'abbaye de Royaumont. Une solution qui légitimerait la volonté du TNDI d'organiser colloques et débats. « Il faudra aussi affiner le projet artistique, recommande Gérard Paquet. Réunir l'art du temps et de l'espace est mon idéal. Réussir à vivre en se projetant dans la durée est pour moi le comble de l'harmonie. » Sur la colline de Châteauevallon, face à l'éternité ?

D. F.

RENDEZ-VOUS DES ARTS

"PORTRAITS"
PEINTURES - SCULPTURES
S. ALAQUE - G. SEGARD
du 14/10 au 10/11/95
GALERIE TED
27, rue Henri-Berthoin
93300 AUBERVILLIERS - 16^e 4^e Quartier
TEL : 01.40.11.95.32 - TJL : 14h - 19h

EXPOSITION
Récents acquisitions du
Musée de la Monnaie (1989-1996)
TRÉSORS de la MONNAIE
Du 25 septembre au 24 novembre 1995
Hôtel de la Monnaie
11, Quai de Conti - Paris 6^e
Tous les jours de 12h à 18h sauf le lundi
Ventes gratuites : mercredi et samedi à 14h30
TEL : 01.40.46.55.35/35.27
MONNAIE DE PARIS

Janine TASSY
sculptures
10 octobre - 9 novembre 95
GALERIE ALIAS
6, rue des Contours Sévériens
75004 Paris - Pres du Musée Picasso

J.F. DEVAUD
peintures, dessins
10 octobre - 9 novembre 95
GALERIE ALIAS
6, rue des Contours Sévériens
75004 Paris - Pres du Musée Picasso

GALERIE BEAUBOURG
IMPRESSIONS d'AFRIQUE
art africain et
art contemporain
Marianne & Pierre Nahor
VENCE : 16.93 24 52 00

JEAN-PIERRE SCHNEIDER
MUSEE MUOSARNOK
BUDAPEST
MIOTTE
Exposition retrospective
Buda
du 10 octobre au 10 novembre 1995

Les Trois Grandes Égyptiennes
les Pyramides de Gizeh
à travers l'histoire de la photographie
MISSION DU PATRIMOINE PHOTOGRAPHIQUE
Hôtel de Sully
62, rue Saint-Antoine - Paris IV^e
TEL : 01-42-74-47-75
tous les jours, sauf lundi, 10 h-18 h 30
Jusqu'au 5 janvier 1997
MOIS DE LA PHOTO

GROUPEMENT D'ARTISTES
du 10 octobre au 10 novembre 1995
MIOTTE
Exposition retrospective
Buda
du 10 octobre au 10 novembre 1995

الطريق إلى...

Philippe Douste-Blazy annonce la réforme du statut des commissaires-priseurs

Le ministre de la culture présentera un projet de loi au conseil des ministres fin novembre

La réforme du statut des commissaires-priseurs français devrait être l'objet d'une loi présentée au conseil des ministres à la fin du mois de novembre. A quatorze mois de l'ouverture du marché français des ventes aux enchères étrangères, le président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs s'inquiète de la diversité des législations nationales (TVA, droits de suite...) qui défavorise le camp français.

LE MINISTRE de la culture, Philippe Douste-Blazy, présentera, fin novembre, son projet de loi visant à réformer les ventes aux enchères en France. Dans un entretien aux *Echos* du 25-26 octobre, le ministre de la culture a rappelé les grandes lignes d'un projet de loi en cours de rédaction depuis un an (*Le Monde* du 20 novembre 1995). Les commissaires-priseurs, qui ont le statut d'officiers ministériels, transféreront leurs études en sociétés commerciales, sauf pour les ventes judiciaires (20 % à 30 % de leur activité), pour lesquelles elles conserveront leur ancien statut.

Première conséquence : le marché français va s'ouvrir et les maisons de ventes étrangères, notamment les Britanniques Christie's et Sotheby's, vont pouvoir commercer en France. « C'est extrêmement positif », juge Laure de Beauvais Croux, président-directeur général de Sotheby's France, qui annonce que la loi sera mise en œuvre, en principe le 1^{er} janvier 1998. « On n'imagine pas l'ampleur du retour du marché de l'art à Paris ; nous vendrons ici, et non plus à Londres, les œuvres qu'on nous proposera en France ».

RUDE CONCURRENCE

Un signe, Sotheby's quittera, fin 1997, ses trois petits « appartements balcons » pour 2 300 mètres carrés de locaux installés sur le boulevard Saint-Honoré, en face de l'Elysée. Chez Christie's, en revanche, on attend de voir « le contenu exact de la loi » avant de prendre des décisions.

Pour faire face à une concurrence qui s'annonce rude, le ministre rappelle que les commissaires-priseurs français pourront « renforcer leur assise financière » en faisant appel à « des capitaux extérieurs ». Gérard Champin, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, ajoute que la profession recevra, en raison du changement de statut, des indemnités qui iront de 500 000 francs à plusieurs millions de francs. Il rappelle que « des regroupements d'études se dessinent » pour mieux lutter face à la concurrence.

En revanche, les sociétés de vente françaises ne pourront toujours pas effectuer de l'« achat-revente pour leur propre compte », contrairement aux maisons britanniques, même si ces dernières présentent que cette activité est « marginale ». Cette interdiction vise à rassurer les galeries et les foires qui craignent que les commissaires-priseurs viennent opérer sur leurs plates-bandes.

Enrayer la fuite du patrimoine

Le ministre de la culture, dans l'entretien accordé aux *Echos*, annonce qu'il présentera, « d'ici au début de l'année prochaine », un projet de loi « qui redonnera à la France le moyen de conserver son patrimoine ». La situation est en effet inquiétante, tant l'État n'a « plus les moyens juridiques ni surtout financiers », pour enrayer la fuite de ses chefs-d'œuvre. Pour qu'un tableau ne soit pas exporté, l'État peut l'acheter, mais ses moyens sont trop modestes. Il peut le classer et l'interdire de sortie, mais une jurisprudence récente de la Cour de cassation oblige les pouvoirs publics à dédommager le propriétaire. De plus, suivant une loi de 1992, un certain nombre d'œuvres n'ont pu être bloquées que pour trois ans et pourraient quitter la France début 1997, à moins que l'État ne les achète. Mais, là encore, l'argent manque. Jolix vendredi 25 octobre, Philippe Douste-Blazy nous a fait savoir qu'une piste à explorer serait d'imposer au vendeur qu'il désigne l'acheteur à l'étranger avant de pouvoir sortir son bien du territoire.

Trois ministres de la culture plus un, André Malraux

Lors d'un colloque, Jorge Semprun, Jack Lang et Philippe Douste-Blazy ont confronté leur vision de l'écrivain et de l'homme d'Etat

DUNKERQUE

de notre envoyé spécial
Cigarette au bec, un André Malraux en trench-coat, photographié par Gisèle Freund, est placé sur la façade du Bateau-fou, la scène nationale de Dunkerque. C'est là que, le 24 octobre, s'est tenu un colloque dont le thème, « Culture et politique », tournait tout entier autour de la personnalité de l'auteur de *La Voie royale*. Parmi une dizaine d'intervenants, dont les débats étaient menés par Jacques Rigaud, PDG de RTL, aux côtés de Michel Delebarre, maire (PS) de la ville, trois ministres de la culture, Jorge Semprun, Philippe Douste-Blazy et Jack Lang, sont venus témoigner de leur vision de l'écrivain et de l'homme d'Etat.

Pour l'ancien ministre du gouvernement socialiste espagnol de Felipe Gonzalez, seul finalement compte l'intellectuel. Celui pour qui s'est joué en Espagne une scène capitale : « Le fil rouge de son engagement aux côtés de la République espagnole traverse toute son œuvre comme sa vie publique, a expliqué Jorge Semprun. Il commença ici son travail de deuil vis-à-vis du communisme, mais restera fidèle à son humanisme tragique comme à son antifascisme ».

Philippe Douste-Blazy a hérité de Malraux une sorte de discours de la méthode : « Pour sortir de la crise, il faut un projet commun, et la seule issue possible semble être celle de la culture. C'est l'unique réponse au malaise de notre civilisation ». Mettant en garde contre les « usines du rêve » chaque jour plus nombreuses à dévorer la culture,

il insiste sur le rôle de son ministère : « L'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir ». Encore du Malraux. Servir, cela ne veut pas dire rester passif : l'Etat doit faire pour la culture ce que la III^e République a fait pour l'enseignement. Face aux extrémismes, il doit aussi être le garant de la tolérance.

RETROUVER L'HOMME RÉVOLTÉ

Jack Lang a préféré improviser un portrait d'André Malraux à petites touches impressionnistes. André Malraux dont il a souligné les contradictions de son « œuvre », puisqu'il est impossible de repérer en lui « ce qui relève de la réalité ou de la reconstruction imaginaire ». Honorer Malraux, à l'heure de sa « panthéonisation », ce n'est pas lui vouer une dévotion frileuse, mais retrouver le subversif, le révolté, l'anticolonialiste plutôt que le chantre de la V^e République, le défenseur des Paravents plutôt que le censeur – par omission – de *La Religieuse* ; le protecteur du cinéma français plutôt que l'exécuteur d'Henri Langlois ; le sauveur du patrimoine plutôt que le spectateur indifférent au bétonnage de nos villes. Jack Lang a salué celui qui déclarait devant les députés venus flâner contre Jean Genet : « La liberté n'a pas toujours les mains propres mais il faut toujours choisir la liberté ». Il a conclu en rappelant, avec Malraux, que « la politique ne doit pas être l'art du possible mais de l'impossible ».

Emmanuel de Roux

Michel Guerrin

CARNET

DISPARITIONS

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

AU CARNET DU « MONDE »

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et collègues

de nos amis et

Une gendarmerie attaquée à la roquette à Porto-Vecchio

L'attentat n'a pas fait de victimes

UN ATTENTAT à l'arme lourde a été commis dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 octobre en Corse-du-Sud. Un cantonnement de gendarmerie de Porto-Vecchio a été la cible d'un tir de roquette. Personne n'a été blessé mais l'engin a traversé une porte blindée avant de finir sa trajectoire dans une chambre où dormaient deux gendarmes.

Cette action n'avait toujours pas été revendiquée samedi en fin de matinée, mais on note qu'elle intervient deux jours après une série d'interpellations, sur l'île et sur le continent, dans le cadre de l'information judiciaire ouverte après l'attentat contre l'hôtel de ville de Bordeaux, le 5 octobre. Cet acte terroriste avait été revendiqué par le FLNC-canal historique.

GADES À VUE

Sur les douze personnes sympathisantes présumées du FLNC-canal historique interpellées jeudi, sept étaient toujours en garde à vue samedi matin mais seulement deux d'entre elles étaient

retenues pour des raisons de relation directe avec l'attentat contre la mairie d'Alain Juppé.

Dans la région de Bordeaux, ce sont quatre personnes - et non pas deux comme certaines informations l'avaient indiqué - qui avaient été interpellées jeudi dans le cadre d'une vaste opération de police.

Par ailleurs François Santoni, secrétaire général d'A Cuncolta nazionalista, la vitrine légale du FLNC-canal historique, a demandé à l'Etat une indemnisation à la suite de la tentative de meurtre dont il avait été victime fin mai 1995 à Ajaccio. Il y a en effet un fonds de garantie des victimes d'infractions pénales et un fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme. Le leader nationaliste portait un gilet pare-balles et n'avait été que légèrement blessé, mais son garde du corps, Stéphane Gallo, avait été tué.

L'enquête est menée par le juge d'instruction parisien spécialiste des actes de terrorisme, Laurence Le Vert.

Le Conseil d'Etat va rendre un arrêt sur le « pantouflage » des hauts fonctionnaires

La nomination de M. Beaufret au poste de sous-gouverneur du Crédit foncier est contestée

JEAN-PASCAL BEAUFRET, sous-gouverneur du Crédit foncier de France (CFF), va peut-être faire son entrée dans les manuels de droit. Le décret du président de la République du 29 décembre 1994 le nommant sous-gouverneur du CFF fait en effet l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. En section du contentieux, le commissaire du gouvernement a demandé, vendredi 25 octobre, l'annulation de ce décret. Les sages du Palais Royal n'ont pas pris de décision et se réuniront prochainement en assemblée plénière du contentieux pour rendre leur arrêt, qui risque d'avoir de lourdes conséquences sur le « pantouflage » des hauts fonctionnaires.

Le Conseil d'Etat a été saisi par Alain Géniteau, qui a formé un recours en annulation le 22 février 1995 (Le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Cet administrateur judiciaire de Brest est un stakhanoviste du contentieux judiciaire. Au nom de la défense des intérêts des actionnaires, il a déjà attaqué le Crédit lyonnais, Bernard

Tapie, Jean-Luc Lagardère et Michel Ciccurel, patron de Cerus.

M. Géniteau accuse M. Beaufret de violer la loi sur le « pantouflage », qui interdit pendant cinq ans à un fonctionnaire d'exercer des fonctions dans une entreprise, privée ou publique du secteur concurrentiel, qu'il a contrôlée. M. Beaufret a été nommé au Crédit foncier de France, alors qu'il était chef de service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor. Il avait donc, selon M. Géniteau, autorisé sur le Crédit foncier, ce qui lui interdisait d'en devenir sous-gouverneur avant cinq ans. Le décret du président de la République violerait la loi et devrait donc être annulé.

DES DIZAINES DE CAS

M^{re} Frédéric Thiriez, avocat de M. Beaufret, conteste cette analyse : « Le Conseil d'Etat n'a pas à se substituer au juge pénal. Le code pénal sanctionne le débauchage d'un fonctionnaire par une entreprise, mais pas une nomination par le chef de l'Etat d'un fonctionnaire en détachement. Le Crédit foncier n'est

pas une entreprise privée et il n'est pas prouvé que M. Beaufret le contrôlait. »

Le commissaire du gouvernement, au contraire, a demandé l'annulation du décret. Selon lui, la loi sur le pantouflage s'applique, car le Crédit foncier est une entreprise privée, comme en témoignent son actionnariat et ses activités, qui dépassent le cadre des prêts aidés au logement. En outre, « il est difficile d'imaginer que M. Beaufret [lorsqu'il était au Trésor] n'a pas exprimé d'avis sur le Crédit foncier », a-t-il affirmé. M. Beaufret a, par exemple, participé en 1993 à l'élaboration du plan de sauvetage du Comptoir des entrepreneurs - dont il était censeur - et pour lequel le Crédit foncier a apporté 200 millions de francs.

Si la nomination de M. Beaufret était annulée, comme le suggère une jurisprudence de 1969, il se retrouverait de facto en infraction depuis deux ans. Il serait passible de poursuites pénales (200 000 francs d'amende et deux ans d'emprisonnement), même si -

comme l'a rappelé le commissaire du gouvernement - son intégrité personnelle n'est pas en cause. Pour que ces poursuites soient engagées, une personne « ayant intérêt à agir », par exemple un actionnaire du CFF comme M. Géniteau, doit déposer une plainte.

La décision du Conseil d'Etat sera lourde de conséquences dans la haute fonction publique. Selon M^{re} Thiriez, avocat de M. Beaufret, « la décision du Conseil d'Etat d'annuler la nomination de M. Beaufret "casserait" la haute fonction publique. Des dizaines de fonctionnaires sont dans le même cas que M. Beaufret et passibles de poursuites pénales ». « L'application stricte de la loi rendrait impossible le recensement des fonctionnaires appelés à quitter leurs fonctions pour des raisons politiques », explique un haut fonctionnaire. Mais, comme l'a rappelé le commissaire du gouvernement, « les agents publics doivent être irréprochables pour que l'Etat soit irréprochable ». Réponse dans les prochaines semaines.

Arnaud Lapermentier

Mobilisation en Nouvelle-Calédonie autour des mines de nickel

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK SOCIALISTE (FLNKS) a appelé les salariés des mines de nickel à participer, lundi 28 octobre, à une journée de « mobilisation générale », afin d'« exiger de l'Etat le respect du patrimoine naturel et son contrôle par les structures du pays ». Il a convoqué, par ailleurs, une manifestation, mardi à Nouméa, pour dénoncer « le phénomène de migration qui étouffe le développement de la population kanak ».

Selon un dirigeant du FLNKS, Raphaël Pidjot, le gouvernement s'est montré déterminé à tenir ses engagements pour favoriser l'implantation d'une usine de traitement du nickel dans le nord du Calédonie. Le ministre de l'Industrie, François Boret, se serait même engagé à préciser par écrit, « sous quinquaine », les modalités de poursuite des études de faisabilité de « l'usine du Nord ». Le FLNKS, qui juge ce projet vital pour le rééquilibrage économique de la Nouvelle-Calédonie, a fait du règlement de ce contentieux un préalable à la reprise des négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire.

Le ministère de l'Outre-mer se montre toutefois plus prudent. Dans l'entourage de Jean-Jacques de Peretti, on a assez peu apprécié qu'Yves Rambaud, PDG d'Eramet, qui possède les gisements du Nord, ait choisi ce moment délicat pour aller organiser, à Nouméa, la résistance des actionnaires et des salariés de la société.

DÉPÊCHES

■ **ACCIDENT** : vingt-cinq enfants et cinq adultes ont été légèrement blessés après l'effondrement d'un gradin sous le chapiteau du cirque Zavatta à Valenciennes (Nord), vendredi 25 octobre dans la matinée, lors d'une représentation destinée aux scolaires. Entendue sur la question de la sécurité du chapiteau, M^{me} Lydia Zavatta, propriétaire du cirque, et quatre de ses collaborateurs ont été placés en garde à vue sur décision du procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier.

■ **NATIONS UNIES** : notre correspondant aux Nations unies, Afanés Bassir Pour, a reçu le 2^e prix de la meilleure couverture internationale de l'ONU pour 1996. Le premier prix a été attribué au correspondant de la BBC. Les prix ont été remis par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, jeudi 24 octobre, lors d'un dîner rassemblant trois cents ambassadeurs et journalistes à New York.

■ **GRANDE-BRETAGNE** : le voyage de Jacques Chirac au Proche-Orient a inspiré une exceptionnelle - et très flatteuse - manchette en français à la « une » du quotidien *The Independent* du samedi 26 octobre. « La paix, la justice, l'amitié - et un grand tour de force » : c'est en ces termes que le journal britannique évoque la tournée d'une semaine du président de la République.

■ **ARTS** : l'exposition consacrée au peintre Francis Bacon, qui vient de fermer ses portes au Centre Georges-Pompidou à Paris, a accueilli près de 380 000 visiteurs en 95 jours, indique un bilan du centre. Ce chiffre est comparable à ceux des expositions « Paris-Moscou » ou « Paris-Berlin », et place celle sur Bacon parmi les dix expositions les plus visitées depuis l'ouverture en 1977. Le catalogue (Ed. du Centre-Pompidou) a été vendu à 16 000 exemplaires. L'exposition sera présentée à Munich (Allemagne) du 3 novembre au 31 janvier 1997, à la Haus der Kunst.

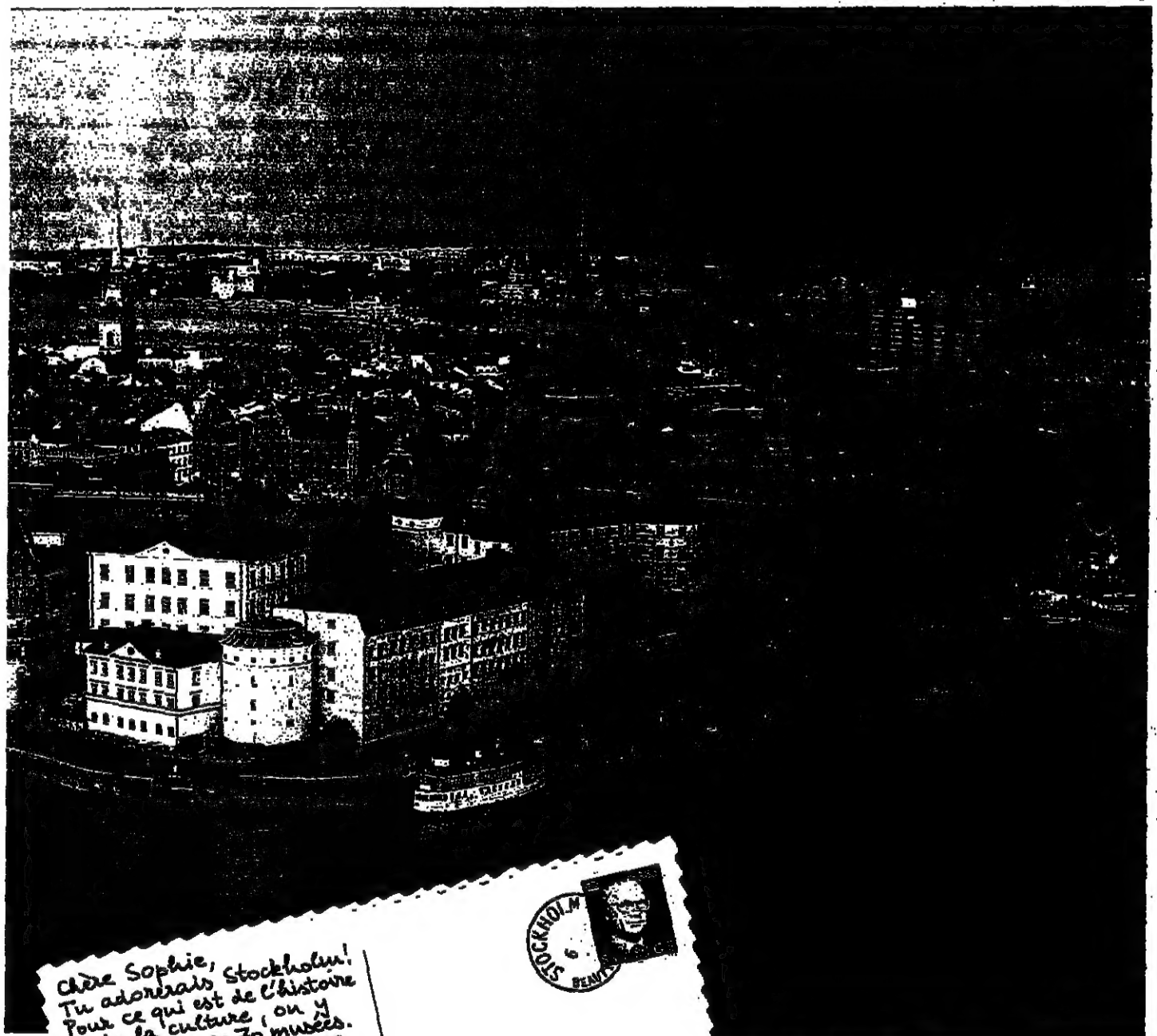
■ **BANDE DESSINÉE** : les aventures de Tintin ont été sacrées officiellement « BD du siècle » par le jury du public, au cours du vingtième Festival de bande dessinée de Chambéry (Savoie), qui a lieu du 25 au 27 octobre. Le jury de la presse a aussi élu Tintin comme « BD du siècle », tandis que le jury des professionnels de la communication a décerné ce titre à Astérix. Le dernier jury, formé de six historiens du « neuvième art », a élu Corto Maltese (Hugo Pratt). Le trophée d'hommage à Tintin a été remis par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, à Fifi Tchang, fille de Tchang, que Hergé avait immortalisé dans *Le Lotus bleu*. * Notre collaborateur Alain Rollat, en déplacement à l'étranger pendant un mois, reprendra sa chronique du samedi le 23 novembre.

L'arme budgétaire est-elle cassée ?

Pour agir sur l'économie, les gouvernements disposent traditionnellement de deux leviers : la politique monétaire et la politique budgétaire. La première est, depuis dix ans, largement subordonnée à celle de la Bundesbank. La seconde ne répond plus aussi bien qu'avant. Elle est en outre bloquée dans un seul sens : la réduction du déficit. Faut-il alors redouter pour 1997 des effets récessifs ? A lire lundi dans « Le Monde Economie ».

Tirage du Monde daté vendredi 25 octobre 1996 : 493 937 exemplaires

Stockholm offre des activités culturelles aussi riches que variées et compte un plus grand nombre de restaurants par habitant que la plupart des autres grandes villes d'Europe.



Chère Sophie, Stockholm!
Tu adorais, Stockholm!
Pour ce qui est de l'histoire
et de la culture, on y
trouve plus de 70 musées.
Nous en savons quelque
chose... et nos amis
aussi! Ce que nous avons
préféré, c'est la Vieille
Ville avec ses clubs de
jazz à l'ambiance intime
et ses excellents restaurants.
Nous avons aussi fait une
longue promenade dans
le parc écologique pour
des couleurs et l'ambiance
de l'automne. Nous savons
où des senards et quelques
oiseaux hantent. Difficile de
choisir que nous étions en
Jean-Luc et Lorraine

Madame
Sophie Duvion
15, avenue Carnot
F-34000 NÎMES
France



La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 42 72 58 77, fax 01 42 72 58 49, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2-23 F/mn). Que diriez-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholm?